



# ***Recueil des Actes Administratifs***

Le texte intégral, les annexes ou tableaux non inclus des actes insérés dans le présent recueil peuvent être consultés et obtenus, sur demande, auprès des directions ou des mairies dont ils émanent.

Il est important d'en noter les références précises (objet, date et service émetteur).

Recueil consultable sur le site internet de la Préfecture de la Gironde :  
[www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)

ISSN 1253-7292



# Recueil des Actes Administratifs

Mensuel N° 12 - Décembre 2011/Janvier 2012

Publié le : 20/01/2012

## - SOMMAIRE -

Thème Acte	Titre Acte	Date	Signature
AFFAIRES MARITIMES			
Avis	Cotisation professionnelle obligatoire due par les armateurs au profit du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine	13/12/2011	p16
Arrêté modificatif	Modification de l'arrêté n° 2011/37 du préfet maritime de l'Atlantique du 24 juin 2011 fixant la liste locale prévue au 2° du III de l'article L. 414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 en mer, pour la façade maritime Atlantique	19/12/2011	p17
Arrêté	Rendant obligatoire pour l'année 2012, la délibération n°5/2012 du 7 décembre 2011 du comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine visant à assurer la traçabilité du naissain introduit dans le bassin d'Arcachon	21/12/2011	p23
Arrêté	Rendant obligatoire la délibération n°3/2012 du 7 décembre 2011 du comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine portant création du Groupement de Défense Sanitaire (GDS)	21/12/2011	p24
Avis	Cotisation professionnelle obligatoire au profit du Comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine - Année 2012	21/12/2011	p25
Avis	Cotisation professionnelle obligatoire concernant l'enlèvement des déchets ostréicoles au profit du comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine - Année 2012	21/12/2011	p26
Avis	Cotisation professionnelle obligatoire concernant les détenteurs d'un agrément d'expédition d'huîtres au profit du comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine - Année 2012	21/12/2011	p27
Arrêté	Nomination des membres intérimaires du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de la Gironde	28/12/2011	p28
Arrêté	Rendant obligatoire une délibération du 12/12/2011 du comité local des pêches maritimes et des élevages marins d'Arcachon	28/12/2011	p30
Arrêté	Rendant obligatoire une délibération n° 03/11 du comité local des pêches maritimes et des élevages marins d'Arcachon	28/12/2011	p32
Avis	Fixation des droits de port 2012 du Grand Port Maritime de Bordeaux	29/12/2011	p34
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES			
Arrêté	Agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée "LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DUPUY"	17/10/2011	p51
Arrêté modificatif	Modification de l'autorisation de regroupement de laboratoires de biologie médicale en un laboratoire multisites dénommé «LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO»	19/10/2011	p52
Arrêté modificatif	Modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée «LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO»	19/10/2011	p56
Arrêté modificatif	Modification de l'agrément de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée ou SELARL dénommée "société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ANALABO"	19/10/2011	p58
Arrêté modificatif	Modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale n° 33-127 exploité		

	par la SELARL dénommée : "LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DUPUY"	19/10/2011	p60
Arrêté modificatif	Modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale n° 33-133 exploité par la SELARL "société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale AQUIBIO"	19/10/2011	p62
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de l'Association AURAD - Aquitaine	22/11/2011	p64
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 du Centre Aquitain de dialyse à domicile - Gradignan	22/11/2011	p66
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 du centre hospitalier Saint Nicolas de Blaye à Blaye	22/11/2011	p68
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 du centre hospitalier Robert Boulin à Libourne	22/11/2011	p70
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 du centre hospitalier Jean Hameau à Arcachon	22/11/2011	p72
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 du centre hospitalier de Bazas	22/11/2011	p74
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande	22/11/2011	p76
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 du centre hospitalier intercommunal Sud Gironde	22/11/2011	p78
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 du centre hospitalier universitaire de Bordeaux	22/11/2011	p80
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique d'Arcachon	22/11/2011	p82
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique chirurgicale Bel Air à Bordeaux	22/11/2011	p84
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 du Clinique chirurgicale du Libournais à Libourne	22/11/2011	p86
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique du sport Bordeaux-Mérignac	22/11/2011	p88
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique mutualiste Arnaud Duben à Pessac	22/11/2011	p90
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique mutualiste du Médoc	22/11/2011	p92
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique Saint Antoine de Padoue à Bordeaux	22/11/2011	p94
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance		



	maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique Saint Augustin à Bordeaux	22/11/2011	p96
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique Saint Louis à Le Bouscat	22/11/2011	p98
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique Sainte Anne à Langon	22/11/2011	p100
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique ophtalmologique Thiers à Bordeaux	22/11/2011	p102
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique Tivoli Théodore Ducos à Bordeaux	22/11/2011	p104
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique Tourny à Bordeaux	22/11/2011	p106
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Clinique Wallerstein à Bordeaux	22/11/2011	p108
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 du Centre de traitement des maladies rénales Saint Augustin à Bordeaux	22/11/2011	p110
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de Hospitalisation à domicile des Vignes et des Rivières à Libourne	22/11/2011	p112
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de l'Hôpital privé Saint Martin à Pessac	22/11/2011	p114
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de l'Hôpital Suburbain du Bouscat	22/11/2011	p116
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de l'Institut Bergonié	22/11/2011	p118
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Maison de santé Marie Galène à Bordeaux	22/11/2011	p120
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Maison de santé protestante de Bordeaux Bagatelle	22/11/2011	p122
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Polyclinique Bordeaux Caudéran à Bordeaux	22/11/2011	p124
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine à Bordeaux	22/11/2011	p126
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite à Lormont	22/11/2011	p128
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance		

	maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Polyclinique Bordeaux Tondu	22/11/2011	p130
Arrêté	Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 de la Polyclinique Jean Villar à Bordeaux	22/11/2011	p132
Décision	Dissolution du Groupement de Coopération Sanitaire dénommé "GCS RADC"	30/11/2011	p134
Décision	Dissolution du Groupement de Coopération Sanitaire dénommé "Réseau Périnat Aquitaine"	30/11/2011	p135
Arrêté	Fixation de la tarification du MAS Centre Hospitalier Sud Gironde	01/12/2011	p136
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IME de Saint Emilion	01/12/2011	p138
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Les Clarines	01/12/2011	p140
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IMP Beaulieu	01/12/2011	p142
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IME Pierre Delmas	01/12/2011	p144
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP de Créon	01/12/2011	p146
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP de Langon	01/12/2011	p148
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IME Don Bosco	01/12/2011	p150
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Bellefonds	01/12/2011	p152
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IMP Jean Le Tanneur	01/12/2011	p154
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Millefleurs	01/12/2011	p156
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IMP Saint Joseph	01/12/2011	p158
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Villa Flore	01/12/2011	p160
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Saint Denis	01/12/2011	p162
Arrêté	Fixation de la tarification du CEAP Centre hospitalier Sud Gironde	01/12/2011	p164
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 du SESSAD Millefleurs	01/12/2011	p166
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 du SESSAD de Libourne	01/12/2011	p169
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 du SESSAD Bellefonds	01/12/2011	p172
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 du SESSAD Saute Mouton	01/12/2011	p175
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Raymond Bloy	01/12/2011	p178
Arrêté	Fixation de la tarification de JES Arc en Ciel	01/12/2011	p180
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Roaillan	01/12/2011	p182
Arrêté	Fixation de la tarification de l'UPCAT	01/12/2011	p184
Arrêté	Fixation de la tarification de CRP La Tour de Gassies	01/12/2011	p186
Arrêté	Fixation de la tarification de MAS DES QUATRE VENTS	01/12/2011	p188
Arrêté	Fixation de la tarification MAS DU LAC VERT	01/12/2011	p190
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP La Marelle	01/12/2011	p192
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IME Médoc	01/12/2011	p194
Arrêté	Fixation de la tarification de CSES Alfred Peyrelongue	01/12/2011	p196
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ERP Robert Lateulade	01/12/2011	p198
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IME Les Joualles	01/12/2011	p200
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Macanan	01/12/2011	p202
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IMP Château Tujean	01/12/2011	p204
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Alfred Lecocq	01/12/2011	p206
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Le Grand Barail	01/12/2011	p208
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IME LES TILLEULS	01/12/2011	p210
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Nazareth	01/12/2011	p212
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IME d'Aquitaine	01/12/2011	p214
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IMPRO Vieux Moulin	01/12/2011	p216
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IME L'Estep	01/12/2011	p218
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IMPRO BEL AIR	01/12/2011	p220
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IMPE ETOILE DE LA MER	01/12/2011	p222
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IEM Château Raba	01/12/2011	p224
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Rive Droite	01/12/2011	p226
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Rive Gauche	01/12/2011	p228
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IME ALOUETTE	01/12/2011	p230

Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Saint Vincent	01/12/2011	p232
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IMC René Cassagne	01/12/2011	p234
Arrêté	Fixation de la tarification de CESDA Richard Chapon	01/12/2011	p236
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Stéhélin	01/12/2011	p238
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Château Breillan	01/12/2011	p240
Arrêté	Fixation de la tarification de l'Archipel Aliénor	01/12/2011	p242
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ITEP Plein Air	01/12/2011	p244
Arrêté	Fixation de la tarification de MAS Monséjour Marly	01/12/2011	p246
Arrêté	Fixation de la tarification de MAS de Tresses	01/12/2011	p248
Arrêté	Fixation de la tarification de MAS Le Sabla	01/12/2011	p250
Arrêté	Composition du jury pour la correction de l'épreuve théorique pour l'obtention du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins	07/12/2011	p252
Arrêté conjoint	Retrait d'autorisation concernant 4 places d'accueil de jour et nouvelle répartition des places d'hébergement permanent réservées aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer dans l'EHPAD Les Doyennés du Langonnais à Langon	07/12/2011	p254
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison de santé Marie Galène n° finess 330000217 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	08/12/2011	p258
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Sainte Foy la Grande n° finess 330781261 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	08/12/2011	p261
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier intercommunal Sud Gironde n° finess 330027509 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	08/12/2011	p264
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique médicale Les Fontaines de Monjous n° finess 330780370 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	08/12/2011	p268
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste du Médoc n° finess 330780495 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	08/12/2011	p271
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste du Pessac n° finess 330780529 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	08/12/2011	p274
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au CRF La Tour de Gassies n° finess 330781139 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	08/12/2011	p277
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile Domicile Santé à Gradignan	08/12/2011	p280
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du GCSMS SUD GIRONDE à Caudrot	08/12/2011	p283
Arrêté	Fixation de la tarification du SAD de ST DENIS DE PILE	09/12/2011	p285
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 de SESSAD L'Epinette	09/12/2011	p288
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 de SESSAD du CSES Alfred Peyrelongue	09/12/2011	p290
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 du SESSAD de Blaye	09/12/2011	p293
Arrêté	Fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2011 du SAMSAH ARI	09/12/2011	p296
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 de SESSAD Macanan	09/12/2011	p299
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 de SESSAD de Castillon	09/12/2011	p302
Avis	Renouvellement tacite d'autorisations des activités de soins et des équipements matériels lourds	09/12/2011	p305
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journalieres de soins applicables à l'EHPAD CH de Libourne	12/12/2011	p307
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journalieres de soins applicables à Fontaudin à Pessac	12/12/2011	p309
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journalieres de soins applicables à Tropayse à Bassens	12/12/2011	p311
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Jardins de l'Iroise à Blaye	12/12/2011	p313
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Charmilles à Libourne	12/12/2011	p315
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Bois de Landecotte à LALANDE DE FRONSAC	12/12/2011	p317
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Le		

	Verger d'Anna à Sainte Terre	12/12/2011 p319
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Le Bois de Semignan à Lacanau	12/12/2011 p321
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Tiers Temps Bordeaux Résidence des Carmes	12/12/2011 p323
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Edyllis à Bordeaux	12/12/2011 p325
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Résidence Vermeil à Bordeaux	12/12/2011 p327
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Résidence Henri Dunant à Bordeaux	12/12/2011 p329
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Graves à Illats	12/12/2011 p331
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à La savane GÜJAN	12/12/2011 p333
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Home Marie Curie à Villenave d'Ornon	12/12/2011 p335
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Ma Maison à Saint Aubin de Médoc	12/12/2011 p337
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à La Clairière de Bel Air au Haillan	12/12/2011 p339
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Erables à Pessac	12/12/2011 p341
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Magnolias à Biganos	12/12/2011 p343
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Jardins d'Eléonore à Monségur	12/12/2011 p345
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD du Centre Hospitalier de Saint Foy	12/12/2011 p347
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD public de Bazas	12/12/2011 p349
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Résidence Les Côteaux à Sainte Croix du Mont	12/12/2011 p351
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Résidence du Centre à Guîtres	12/12/2011 p353
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Le Clos des Acacias à Caudrot	12/12/2011 p355
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Le Clos Lafitte à Fargues Saint Hilaire	12/12/2011 p357
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Hospice Hubert Lalanne à Préchac	12/12/2011 p359
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à COS Villa Pia à Bordeaux	12/12/2011 p362
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Résidence Saint Georges à La Teste	12/12/2011 p365
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Notre Dame Les Roses de Saint Caprais	12/12/2011 p367
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Abélia à Carbon Blanc	12/12/2011 p369
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Le Foyer de retraite du combattant de Blaye	12/12/2011 p371
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Seguin à Cestas	12/12/2011 p373

Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Saint Léonard à Lesparre	12/12/2011 p375
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Résidence Bellecroix à Floirac	12/12/2011 p377
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Notre dame de Bonne espérance à Bordeaux	12/12/2011 p379
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Association Béglaise Bon Secours à Bègles	12/12/2011 p381
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Saint Dominique à Arcachon	12/12/2011 p383
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Saint Jacques de Compostelle à Soulac	12/12/2011 p385
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD Public de Saint Macaire	12/12/2011 p387
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Le Hameau de la Pelou à Créon	12/12/2011 p389
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à John Talbot à Castillon	12/12/2011 p391
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Manon Cormier à Bègles	12/12/2011 p393
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à la Fondation Escarraguel à Ambès	12/12/2011 p395
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Espace La Tour du Pin à Saint André de Cubzac	12/12/2011 p397
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Bon Pasteur St Brice	12/12/2011 p399
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Terre Nègre à Bordeaux	12/12/2011 p401
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à la Résidence EDILYS à Arcachon	12/12/2011 p403
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à MAPAD Résidence Anna Hamilton à Targon	12/12/2011 p405
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Résidence de Bouliac à Bouliac	12/12/2011 p407
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Le Bois Gramond à Eysines	12/12/2011 p409
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à La Mémoire des Ailes à Marcheprime	12/12/2011 p411
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Le Bois du Loret à Cenon	12/12/2011 p413
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à la Résidence Bellevue à Cambes	12/12/2011 p415
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Simone de Beauvoir à St Médard en Jalles	12/12/2011 p417
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Jacqueline Auriol à St Seurin sur l'Isle	12/12/2011 p419
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Résidence Bossège à St Laurent du Médoc	12/12/2011 p421
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Jardins d'Aliénor à Bruges	12/12/2011 p423
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Baccharris à Lanton	12/12/2011 p425
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à La	

	Maison des Cotonniers à Audenge	12/12/2011 p427
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD CH Libourne	12/12/2011 p429
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD du Centre Hospitalier de Sainte Foy	12/12/2011 p431
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD public de Bazas	12/12/2011 p433
Décision	Autorisation d'exercer l'activité de soins de psychiatrie sous la forme d'alternative à l'hospitalisation délivrée à l'association Montalier à Saint Selve	12/12/2011 p435
Arrêté	Fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation	13/12/2011 p438
Arrêté	Renouvellement d'agrément régional des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique pour l'association «COORDINATION DES ASSOCIATIONS DE MALADES ET HANDICAPES D'AQUITAINE - COLLECTIF INTER ASSOCIATIF SUR LA SANTE EN AQUITAINE»	14/12/2011 p441
Arrêté	Modification de l'autorisation de regroupement de laboratoires de biologie médicale en un laboratoire multi sites dénommé «EXALAB»	14/12/2011 p442
Arrêté	Modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale n° 33-129 exploité par la SELAS "BIOBASSIN"	14/12/2011 p449
Arrêté	Modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale n° 33-113 exploité par la SELAS «GERYLAB»	14/12/2011 p451
Arrêté	Autorisation de regroupement de laboratoires de biologie médicale en un laboratoire multisites dénommé «BIOCEAN 33»	14/12/2011 p453
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile du Nord Libournais à Abzac	14/12/2011 p456
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile de la Haute Gironde à Saint Savin de Blaye	14/12/2011 p459
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile Le Temps de Vivre à Saint Loubès	14/12/2011 p462
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile Centre de soins infirmiers de Pessac à Pessac	14/12/2011 p464
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile Vie Santé Mérignac à Mérignac	14/12/2011 p467
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile de Mérignac à Mérignac	14/12/2011 p470
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile SADAPA à La Réole	14/12/2011 p472
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile GCSMS Porte du Médoc à Bruges	14/12/2011 p474
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile OGISAD à Bordeaux	14/12/2011 p477
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile AAPAM à Blaignan	14/12/2011 p480
Arrêté	Fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en faveur du Service de soins infirmiers à domicile Bassin d'Arcachon Sud à Arcachon	14/12/2011 p482
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD du CHU de Bordeaux-Pessac	15/12/2011 p485
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Le Moulin de Jeanne à Saint Loubès	15/12/2011 p487
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD du CHU de Bordeaux-Pessac	15/12/2011 p489
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Blaye n° finess 330781220 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	15/12/2011 p491
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier d'Arcachon n° finess 330781204 au	

	titre de l'activité du mois d'octobre 2011	15/12/2011	p494
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la MSP Bagatelle n° finess 330000340 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	15/12/2011	p497
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Bazas n° finess 330781212 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	15/12/2011	p501
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au CRLCC Institut Bergonié n° finess 330000662 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	15/12/2011	p504
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à l'hôpital suburbain du Bouscat n° finess 330000332 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	15/12/2011	p507
Arrêté	Retrait d'agrément de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée ou SELARL dénommée "S.E.L. de directeurs de laboratoires d'analyses de biologie médicale G. DENNERY - J.F.CROCKETT"	15/12/2011	p511
Arrêté	Modification d'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions ou SELCA dénommée «EXALAB»	15/12/2011	p512
Arrêté	Modification de l'agrément de la société d'exercice libéral dénommée "GERYLAB"	15/12/2011	p514
Arrêté	Modification de l'agrément de la société d'exercice libéral "BIOBASSIN"	15/12/2011	p516
Arrêté	Agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée "Laboratoire d'analyses de biologie médicale des Hauts de Garonne"	15/12/2011	p518
Décision	Confirmation d'autorisation accordée au centre hospitalier universitaire de Bordeaux suite à cession de l'autorisation détenue par la Croix Rouge Française pour le fonctionnement du lactarium Raymond Fourcade à Marmande (47)	15/12/2011	p520
Arrêté	Autorisation de regroupement de laboratoires de biologie médicale en un laboratoire multisites dénommé "LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE BIOPOLE 33"	16/12/2011	p522
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Libourne n° finess 330781253 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	19/12/2011	p526
Arrêté modificatif	Modification de la fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 applicable au logement Foyer Plein Ciel à Bordeaux	19/12/2011	p529
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD Les doyennés à Langon	20/12/2011	p531
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Saint Michel à Saint Loubès	20/12/2011	p533
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Sablons à Saint Loubès	20/12/2011	p535
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Magnolias à Biganos	20/12/2011	p537
Arrêté modificatif	Modification de la tarification pour l'exercice 2011 du service de soins infirmiers à domicile du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande	20/12/2011	p539
Arrêté modificatif	Modification de la composition du conseil d'administration de l'URSSAF de la Gironde	20/12/2011	p542
Arrêté modificatif	Modification de la composition du conseil d'administration de l'URSSAF de la Gironde (CFTC)	20/12/2011	p543
Arrêté modificatif	Modification de la composition du conseil d'administration de l'URSSAF de la Dordogne	20/12/2011	p544
Décision	Confirmation d'autorisation suite à cession de l'autorisation d'exercer les activités de soins initialement détenue par la SARL Clinique Théodore Ducos sur le site de la Clinique Théodore Ducos, au bénéfice de la SA Clinique Tivoli-Ducos et regroupement des activités de soins autorisées sur le site de la Clinique Théodore Ducos, au bénéfice de la SA Clinique Tivoli-Ducos	20/12/2011	p545
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au CMC WALLERSTEIN n° finess 330780537 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	21/12/2011	p548
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier universitaire de Bordeaux n° finess 330781196 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011	21/12/2011	p551
Arrêté	Modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale n° 33-094 exploité par la SELAS «LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE DES HAUTS DE GARONNE»	21/12/2011	p554
Arrêté	Modification d'agrément de la société d'exercice libéral dénommée "BIOCEAN 33"	21/12/2011	p556
Arrêté	Modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée «LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE BIOPOLE 33»	21/12/2011	p557

Arrêté	Retrait d'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée ou SELAS dénommée "BIOLAB"	21/12/2011	p559
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à la Résidence Les Côteaux à Sainte Croix du Mont	22/12/2011	p560
Arrêté	Fixation du forfait global de soins pour l'année 2011 du FAM Le Mascaret	22/12/2011	p562
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 du SESSAD Beaulieu	22/12/2011	p564
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IME Saute Mouton	22/12/2011	p567
Arrêté	Fixation de la tarification de l'ERP Robert Lateulade	22/12/2011	p570
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IMP Saint Joseph	22/12/2011	p572
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Le Moulin de Jeanne à Saint Loubès	23/12/2011	p574
Arrêté	Retrait d'agrément de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée ou SELARL dénommée "société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale GIRARD"	26/12/2011	p576
Arrêté	Radiation après fermeture du laboratoire de biologie médicale enregistré sous le numéro 33-146	26/12/2011	p578
Décision modificative	Modification de la décision du 31 juillet 2009 relative à l'autorisation de gérer un dépôt de sang au sein du Centre médico-chirurgical d'Arès délivrée à l'association les Amis de l'Oeuvre de Wallerstein (33)	26/12/2011	p580
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 pour CAARUD de Bordeaux La Case	27/12/2011	p584
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 pour CAARUD Centre Planterose CEID	27/12/2011	p586
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 pour CSST La Ferme Merlet	27/12/2011	p588
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 pour CSST du Parlement Saint Pierre Serisé CEID	27/12/2011	p590
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 pour CSST Unité Soins Toxicomanes	27/12/2011	p592
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 pour CCAA de Bordeaux ANPAA	27/12/2011	p594
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 pour CSST de Bègles CEID	27/12/2011	p596
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 pour la Communauté du Fleuve Barsac CEID	27/12/2011	p598
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 pour ACT de Bordeaux SOS Habitat Soins	27/12/2011	p600
Arrêté	Autorisant l'exercice de l'activité de soins de médecine sous la forme d'alternative à l'hospitalisation complète délivrée à la Maison de santé "Marie Galène" à Bordeaux	27/12/2011	p602
Décision	Autorisation de renouvellement de l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale délivrée à l'Association pour l'utilisation du rein artificiel à domicile en Aquitaine (AURAD)	28/12/2011	p605
Décision	Autorisation de renouvellement de l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale délivrée au centre hospitalier de Libourne	28/12/2011	p608
Décision	Autorisation de renouvellement l'autorisation d'exercer l'activité de soins de réanimation délivrée au centre hospitalier universitaire de Bordeaux	28/12/2011	p610
Arrêté	Autorisation d'extension de 4 places d'accueil de jour Alzheimer dans l'EPHAD "Foyer Saint Georges" à La Teste de Buch	29/12/2011	p613
Arrêté	Modification de la fixation du forfait global de soins pour l'année 2011 applicable à la maison de retraite Le Moulin à Vent à Eysines	30/12/2011	p617
Arrêté	Montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011 de l'USLD CHU BORDEAUX	30/12/2011	p619
Arrêté	Montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011 de l'USLD PODENSAC	30/12/2011	p621
Arrêté	Montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011 de l'USLD CH BLAYE	30/12/2011	p623
Arrêté	Montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011 de l'USLD LA TESTE LES ARBOUSIERS	30/12/2011	p625
Arrêté	Montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011 de l'USLD CH STE FOY LA GRANDE	30/12/2011	p627
Arrêté	Montant pour l'année 2011 de la dotation MIGAC de la Polyclinique Bordeaux Nord	30/12/2011	p629
Arrêté	Montant pour l'année 2011 de la dotation MIGAC de la Clinique Saint Augustin à Bordeaux	30/12/2011	p631
Arrêté	Montant pour l'année 2011 de la dotation MIGAC de la Clinique Tivoli à Bordeaux	30/12/2011	p633
Arrêté	Montant pour l'année 2011 de la dotation MIGAC de la Polyclinique Jean Villar à Bruges	30/12/2011	p635
Arrêté	Dotation relative au financement de la permanence des soins en établissements de santé pour le 1er trimestre 2012 de la Polyclinique Jean Villar à Bruges (N° Finess 330782582)	30/12/2011	p637
Arrêté	Dotation relative au financement de la permanence des soins en établissements de santé pour le 1er trimestre 2012 de la Clinique Saint Augustin à Bordeaux (N° Finess 330780081)	30/12/2011	p639
Arrêté	Dotation relative au financement de la permanence des soins en établissements de santé pour le 1er trimestre 2012 de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite à Lormont (N° Finess 330780263)	30/12/2011	p641
Arrêté	Dotation relative au financement de la permanence des soins en établissements de santé pour le 1er		



	trimestre 2012 de la Polyclinique de Bordeaux Caudéran (N° Finess 33078354)	30/12/2011	p643
Arrêté	Dotation relative au financement de la permanence des soins en établissements de santé pour le 1er trimestre 2012 de la Polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine (N° Finess 330780479)	30/12/2011	p645
Arrêté	Dotation relative au financement de la permanence des soins en établissements de santé pour le 1er trimestre 2012 de l'Hôpital privé Saint Martin à Pessac (N° Finess 330780503)	30/12/2011	p647
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Rénovation Centre de santé mentale infantile (finess 330785072) pour l'année 2011	30/12/2011	p649
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital de jour pour enfants l'Oiseau Lyre (finess 330780289) pour l'année 2011	30/12/2011	p651
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre médical La Pignada (finess 330780560) pour l'année 2011	30/12/2011	p653
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre de soins de suite et réadaptation Les Lauriers (finess 330780750) pour l'année 2011	30/12/2011	p655
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre de post-cure et de réadaptation psycho-sociale Montalier (finess 330780784) pour l'année 2011	30/12/2011	p657
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre de rééducation fonctionnelle ADAPT Château RAUZE (finess 330781121) pour l'année 2011	30/12/2011	p659
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Charles Perrens (finess 330781287) pour l'année 2011	30/12/2011	p661
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Cadillac (finess 330781295) pour l'année 2011	30/12/2011	p663
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Rénovation - Centre de réadaptation (finess 330781808) pour l'année 2011	30/12/2011	p665
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de la SHMA (finess 330781972) pour l'année 2011	30/12/2011	p667
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Rénovation - Hôpital de jour du Parc (finess 330783614) pour l'année 2011	30/12/2011	p669
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre de santé mentale de la MGEN (finess 330783960) pour l'année 2011	30/12/2011	p671
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Association OREAG Centre de guidance infantile (finess 330780644) pour l'année 2011	30/12/2011	p673
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de la Clinique mutualiste de Pessac (finess 330780529) pour l'année 2011	30/12/2011	p675
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital suburbain du Bouscat (finess 330000332) pour l'année 2011	30/12/2011	p677
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de la MSPB Bagatelle (finess 3300000340) pour l'année 2011	30/12/2011	p679
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Bergonié (finess 330000662) pour l'année 2011	30/12/2011	p681
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de la Résidence Fontaines de Monjous (finess 330780370) pour l'année 2011	30/12/2011	p683
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de la Clinique mutualiste du Médoc (finess 330780495) pour l'année 2011	30/12/2011	p685
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre médico-chirurgical Wallerstein (finess 330780537) pour l'année 2011	30/12/2011	p687
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du CRF La Tour de Gassies (finess 330781139) pour l'année 2011	30/12/2011	p689
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier universitaire de Bordeaux (finess 330781196) pour l'année 2011	30/12/2011	p691
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Jean Hameau d'Arcachon (finess 330781204) pour l'année 2011	30/12/2011	p693
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier de Bazas (finess 330781212) pour l'année 2011	30/12/2011	p695
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Saint Nicolas de Blaye (finess 330781220) pour l'année 2011	30/12/2011	p697
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier intercommunal du Sud Gironde (finess		

	330027509) pour l'année 2011	30/12/2011 p699
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier de Libourne (finess 330781253) pour l'année 2011	30/12/2011 p701
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Sainte Foy la Grande (finess 330781261) pour l'année 2011	30/12/2011 p703
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre de santé mentale infantile - Association Le Prado (finess 330783853) pour l'année 2011	30/12/2011 p705

## AGRICULTURE ET FORET

Arrêté	Conditions de financement par des aides publiques des travaux d'amélioration de la valeur économique des forêts	08/12/2011 p707
Arrêté	Stabilisateur départemental budgétaire appliqué pour le calcul du montant des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels au titre de la campagne 2011 dans le département de la Gironde	15/12/2011 p720

## COLLECTIVITES LOCALES

Délibération	Délibérations du conseil d'administration de l'EPCC Le Carré-Les Colonnes	08/11/2011 p721
Arrêté modificatif	Adhésion du conseil régional d'Aquitaine au groupement européen de coopération territoriale dénommé "Eurorégion Aquitaine-Euskadi"	08/12/2011 p754

## COLLECTIVITES LOCALES - Intercommunalité

Arrêté interpréfectoral	Dissolution du syndicat mixte dénommé "Etablissement public intersyndical du bassin du Dropt (EPI Dropt)	28/12/2011 p756
-------------------------	--	-----------------

## CONSOMMATION

Arrêté	Composition de la commission départementale de surendettement des particuliers de la Gironde	19/12/2011 p758
--------	--	-----------------

## DELEGATIONS DE SIGNATURE - Services déconcentrés

Arrêté	Subdélégation de signature de Monsieur Guy DEGARDIN, Centre des Finances Publiques de Bordeaux Amendes	01/09/2011 p760
Arrêté	Subdélégation de signature de Monsieur LOSSON Jean-Jacques, Trésorier d'AUDENGE	02/01/2012 p761
Décision	Subdélégation de signature de Monsieur Jean-Pierre BOUDIER, chef de service comptable chargé de la Recette des Finances de Bordeaux Municipale et CUB	02/01/2012 p762
Arrêté	Subdélégation de signature de Monsieur Jean-Pierre LABONNE, préfet maritime de l'Atlantique à Monsieur Loïc LAISNE, adjoint au préfet maritime de l'Atlantique et à Monsieur François MARTINEAU, chef de la division action de l'Etat en mer	03/01/2012 p766
Arrêté	Subdélégation de signature de Monsieur Serge LOPEZ, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine	12/01/2012 p769

## DOMAINE DE L ETAT

Décision	Déclassement du domaine public ferroviaire des terrains (nu ou bâti) sis à Bassens (Gironde)	08/12/2011 p774
Convention	Convention d'utilisation n° 2011-091 concernant la mise à disposition de locaux situés 54 rue Magendie pour l'Inspection de santé et de sécurité au travail pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest	20/12/2011 p776
Décision	Déclassement du domaine public par anticipation du terrain d'implantation du centre hospitalier Jean Hameau à La Teste de Buch	13/01/2012 p782

## ENVIRONNEMENT

Arrêté	Autorisation spéciale pour l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées domestiques par la station d'épuration de Carcans-Maubuisson, sur des parcelles boisées publiques situées sur la commune de Carcans	22/11/2011 p784
Arrêté	Déclaration d'Utilité Publique et autorisation de prélèvement et distribution de l'eau du forage Marsalette sur la commune de La Brède	28/11/2011 p788
Arrêté interpréfectoral	Arrêté n° 36/2011 portant autorisation de capture et de transport d'espèces animales protégées	01/12/2011 p789
Arrêté interpréfectoral	Arrêté n° 38/2011 portant autorisation de capture d'espèces animales protégées	02/12/2011 p803
Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE - Autorisation pour la commune de	

	PRECHAC	12/12/2011	p806
Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE - Autorisation pour la commune de LE BARP	12/12/2011	p811
Arrêté	Création du comité départemental de suivi du bruit dans le département de la Gironde	15/12/2011	p816
Arrêté	Autorisations temporaires de prélèvements dans les eaux superficielles pour les usages agricoles en période hivernale pour l'année 2011-2012	19/12/2011	p819
Arrêté	Autorisation pour l'aménagement d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Saint Quentin de Caplong accordée à la SNC LANGALERIE NORD	22/12/2011	p827
Arrêté	Autorisation pour l'aménagement d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Saint Quentin de Caplong accordée à la SNC LANGALERIE SUD	22/12/2011	p832
Arrêté	Zone de lutte contre les moustiques en Gironde et les modalités d'opérations	23/12/2011	p837
Décision	Habilitation des agents de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine chargés de l'inspection du travail dans les mines et carrières	16/01/2012	p844
<b>ETRANGERS</b>			
Arrêté	Retrait de l'établissement hôtelier TRAVEL INN de la zone d'attente créée sur l'emprise de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac	23/12/2011	p846
<b>EXPROPRIATION</b>			
Arrêté	Renouvellement de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur	02/01/2012	p848
<b>GENEROSITE PUBLIQUE</b>			
Arrêté	Liste des journées nationales d'appels à la générosité publique pour l'année 2012	21/12/2011	p851
<b>PHARMACIE</b>			
Arrêté conjoint modificatif	Arrêté annulant la licence d'une officine de pharmacie	15/12/2011	p854
Arrêté	Arrêté prolongeant la validité de la licence d'une officine de pharmacie	16/12/2011	p855
<b>SECURITE - GARDIENNAGE</b>			
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement de l'établissement secondaire ISOPRO	23/12/2011	p857
<b>SERVICES DE L ETAT - Organisation</b>			
Arrêté modificatif	Instituant une régie d'avances auprès de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine	22/12/2011	p859
<b>SERVICES VETERINAIRES</b>			
Arrêté modificatif	Liste départementale des vétérinaires susceptibles de réaliser des évaluations comportementales en application de l'article L211-14-1 du code rural	13/12/2011	p860
Arrêté	Mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire CALMETTES François	16/12/2011	p864
<b>TOURISME</b>			
Arrêté	Dénomination de la commune de Vendays-Montalivet en commune touristique	12/12/2011	p865
<b>TRAVAIL - EMPLOI</b>			
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité Services à la personne délivré à la SARL AG+ SERVICES	25/11/2011	p867
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré à la SAS G.S.A.O.	25/11/2011	p870
Arrêté	Renouvellement de l'agrément simple est délivré à l'EURL «MENAGE et VOUS»	25/11/2011	p873
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré au CCAS de MARTIGNAS sur JALLES	02/12/2011	p875
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité est délivré au CCAS de Castillon la Bataille	02/12/2011	p878
Arrêté	Agrément simple est délivré à Madame Sonia FRIAS	05/12/2011	p880
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré au CCAS de ST SEURIN sur l'ISLE	05/12/2011	p882
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré à la Communauté de Commune du Canton de Villandraut	05/12/2011	p885
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré à l'association OLIGAD	05/12/2011	p887

Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N° 534532502 au nom de SARL CPH-NETWORK	08/12/2011	p889
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N°53354866 au nom de SERY Françoise	08/12/2011	p891
Arrêté	Agrément simple délivré à l'Association Intermédiaire ASPE	09/12/2011	p893
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré à l'Association d'Aide à Domicile du Haut Médoc	09/12/2011	p895
Arrêté	Renouvellement de l'agrément simple délivré au CCAS de LA BREDE	09/12/2011	p897
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré à l'association LE TEMPS DE VIVRE	09/12/2011	p899
Arrêté modificatif	Extension d'agrément simple délivré la SARL CLAIR ET NET CHEZ VOUS	09/12/2011	p902
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N°534758271 au nom de Monsieur Abdallah ZERFAOUI	09/12/2011	p904
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N°537889479 au nom de Monsieur Redouane BOUAJAJ	09/12/2011	p906
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N°535224661 au nom de l'EURL «AID'A-MEDOC»	09/12/2011	p908
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N°535077622 au nom de Monsieur Fabrice FORTIN	09/12/2011	p910
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N°483527347 au nom de Monsieur Yann LE CUFF	09/12/2011	p912
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N° 535358444 au nom de SARL «VALETUDINAIRE»	09/12/2011	p914
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N°511004277 au nom de Monsieur Nicolas DOMENGER	12/12/2011	p916
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N°538231457 au nom de Madame Nathalie BOISSIERAS	13/12/2011	p918
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N°533803623 au nom de la SARL «PROXY AIDES»	13/12/2011	p920
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N°533262218 au nom de la SARL «LAMANNA Multiservice»	13/12/2011	p922
Récépissé	Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/N°514898659 au nom de Monsieur Sylvain LE FRANCOIS	13/12/2011	p924
Arrêté	Extension d'agrément simple délivré à la SARL «JPSAD»	16/12/2011	p926
Arrêté	Renouvellement d'agrément qualité services à la personne délivré à l'AIEPA	19/12/2011	p928
Arrêté	Renouvellement d'agrément qualité services à la personne délivré à l'APAJH	19/12/2011	p930
Arrêté	Renouvellement d'agrément qualité services à la personne délivré à la SARL AQUITAINE REPAS ASSISTANCE (ARA)	19/12/2011	p932
Arrêté	Renouvellement d'agrément simple délivré au CCAS d'AYGUEMORTE les GRAVES	19/12/2011	p934
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité est délivré à l'association «La Girondine»	19/12/2011	p936
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité est délivré au CCAS LE TOURNE	19/12/2011	p939
Décision	Rémunération du Centre de Rééducation Professionnelle de Clairvivre – 24160 SALAGNAC	26/12/2011	p941
Décision	Organisation de l'intérim des inspecteurs du travail	27/12/2011	p944
Décision modificative	Délimitation des sections d'inspection du travail du département de la Gironde	27/12/2011	p948
Arrêté	Montant des aides de l'Etat pour les contrats d'accompagnement dans l'emploi	28/12/2011	p950

## URBANISME

Arrêté	Barèmes applicables en 2011 pour l'attribution des fonds du concours particulier créé au sein de la Dotation Générale de Décentralisation au titre de l'établissement et de la mise en oeuvre des documents d'urbanisme	25/11/2011	p953
--------	---	------------	------

## VIDEOPROTECTION

Arrêté	Récapitulatif des décisions relatives aux installations de systèmes de vidéoprotection pour les dossiers examinés en commission du 14 décembre 2011	30/12/2011	p956
--------	---	------------	------

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
INTERREGIONALE DE LA  
MER SUD-ATLANTIQUE

Bordeaux le 13 décembre 2011

Division Economie et  
Formation

---

**INSERTION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**AVIS RELATIF A UNE COTISATION PROFESSIONNELLE  
OBLIGATOIRE DUE PAR LES ARMATEURS AU PROFIT  
DU COMITE REGIONAL DES PECHEES MARITIMES ET  
DES ELEVAGE MARINS D'AQUITAINE**

---

La délibération n° 2011-03 du 24 novembre 2011 relative à une cotisation professionnelle obligatoire due par les armateurs au profit du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine a été adoptée lors de la réunion du Conseil du 24 novembre 2011.

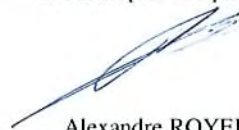
Le taux de cette cotisation professionnelle obligatoire est de 0,3% pour l'année 2012.

Conformément à l'article 22 du décret 2011-776 du 28 juin 2011, cette délibération fait l'objet d'un avis publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 13 décembre 2011

Pour le Préfet de région et par délégation,

Le chef du bureau des ressources durables,  
de la réglementation et des affaires  
économiques d'Aquitaine



Alexandre ROYER

Brest, le 19 décembre 2011



Division « action de l'Etat en mer »

**ARRETE N° 2011/ 98**

Portant modification de l'arrêté n° 2011/37 du préfet maritime de l'Atlantique du 24 juin 2011 fixant la liste locale prévue au 2° du III de l'article L. 414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 en mer, pour la façade maritime Atlantique.

Le préfet maritime de l'Atlantique,

VU le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;

VU l'arrêté n° 2011/37 du préfet maritime de l'Atlantique du 24 juin 2011 fixant la liste locale prévue au 2° du III de l'article L. 414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 en mer, pour la façade maritime Atlantique ;

**SUR PROPOSITION** de l'adjoint du préfet maritime pour l'action de l'Etat en mer ;

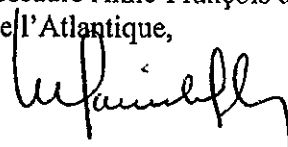
**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'annexe au présent arrêté se substitue à l'annexe de l'arrêté n° 2011/37 du préfet maritime de l'Atlantique du 24 juin 2011 fixant la liste locale prévue au 2° du III de l'article L. 414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 en mer, pour la façade maritime Atlantique.

**Article 2** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures des départements littoraux de la façade maritime Atlantique.

Article 3 : L'adjoint du préfet maritime pour l'action de l'Etat en mer, les directeurs régionaux de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les directeurs interrégionaux de la mer, les directeurs départementaux des territoires et de la mer, les délégués à la mer et au littoral, les directeurs départementaux de la cohésion sociale, les directeurs départementaux de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le vice-amiral d'escadre Anne-François de Saint Salvy  
préfet maritime de l'Atlantique,



ANNEXE à l'arrêté n° 2011/98 du 19 décembre 2011

## Liste des sites Natura 2000 de la façade maritime Atlantique

Dpt	N° site	Nom du site	Type de site
29	FR5300017	ABERS - COTES DES LEGENDES	ZSC
29	FR5300016	ANSE DE GOULVEN, DUNES DE KEREMMA	ZSC
56	FR5300033	ARCHIPEL DE HOUAT-HOEDIC, POINTE DU CONGUEL	ZSC
29	FR5300018	ARCHIPEL DE MOLENE ET ILE D'OUESSANT	ZSC
29	FR5300023	ARCHIPEL DES GLENAN	ZSC
29	FR5300021	BAIE D'AUDIERNE	ZSC
22, 35	FR5300012	BAIE DE LANCIEUX, DE L'ARGUENON, ARCHIPEL DE SAINT-MALO ET DINARD	ZSC
29	FR5300015	BAIE DE MORLAIX	ZSC
35, 50	FR2500077	BAIE DU MONT SAINT MICHEL	ZSC
22	FR5300066	BAIE D'YFFINIAC, ANSE DE MORIEUX	ZSC
56	FR5300032	BELLE ILE EN MER	ZSC
22	FR5300011	CAP D'ERQUY, CAP FREHEL	ZSC
29	FR5300020	CAP SIZUN	ZSC
29	FR5302007	CHAUSSÉE DE SEIN	ZSC
35	FR5300052	CÔTE DE CANCALE A PARAMÉ	ZSC
22	FR5300009	CÔTE DE GRANIT ROSE - SEPT ÎLES	ZSC
22	FR5300010	CÔTE DE TRESTEL A LA BAIE DE PAIMPOL, ESTUAIRES DU JAUDY ET DU TRIEUX, ARCHIPEL DE BREHAT	ZSC
29	FR5302006	COTES DE CROZON	ZSC
29	FR5300049	DUNES ET CÔTES DE TRÉVIGNON	ZSC
35, 22	FR5300061	ESTUAIRE DE LA RANCE	ZSC
56	FR5300034	ESTUAIRE DE LA VILAINE	ZSC
56	FR5300029	GOLFE DU MORBIHAN, CÔTE OUEST DE RHUYS	ZSC
29	FR5300043	GUISSENY	ZSC
56	FR5300031	ILE DE GROIX	ZSC
29	FR5300048	MARAIS DE MOUSTERLIN	ZSC
56	FR5300027	MASSIF DUNAIRE GAVRES-PLOUHINEC ET ZONES HUMIDES ASSOCIÉES	ZSC
29	FR5300045	POINTE DE CORSEN, LE CONQUET	ZSC
29	FR5300019	PRESQU'ILE DE CROZON	ZSC
29	FR5300046	RADE DE BREST, ESTUAIRE DE L'AULNE	ZSC
56	FR5300030	RIVIERE DE PENERF, MARAIS DE SUSCINIO	ZSC
56	FR5300028	RIVIERE D'ETEL	ZSC
29	FR5300024	RIVIERE ELORN	ZSC
56, 29	FR5300059	RIVIERE LAITA, POINTE DU TALUT, ETANGS DU LOC'H ET DE LANNENEC	ZSC
29, 22	FR5300004	RIVIERE LE DOURON	ZSC
22	FR5300008	RIVIERE LEGUER, FORETS DE BEFFOU, DECOAT AN NOZ ET DE COAT AN NAY	ZSC
56, 29	FR5300026	RIVIERE SCORFF, FORÊT DE PONT CALLECK, RIVIERE SARRE	ZSC
29	FR5302008	ROCHES DE PENMAR'H	ZSC
29	FR5310057	ARCHIPEL DE GLÉNAN	ZPS
29	FR5310056	BAIE D'AUDIERNE	ZPS
29	FR5312003	BAIE DE GOULVEN	ZPS
29	FR5310073	BAIE DE MORLAIX	ZPS
56	FR5310093	BAIE DE QUIBERON	ZPS
22	FR5310050	BAIE DE SAINT-BRIEUC - EST	ZPS
35, 50	FR2510048	BAIE DU MONT SAINT MICHEL	ZPS



Dpt	N° site	Nom du site	Type de site
56	FR5310074	BAIES DE VILAINE	ZPS
29	FR5312004	CAMARET	ZPS
22	FR5310095	CAP D'ERQUY, CAP FREHEL	ZPS
29	FR5310055	CAP SIZUN	ZPS
35, 50	FR2510037	CHAUSEY	ZPS
22	FR5310011	CÔTE DE GRANIT ROSE - SEPT ÎLES	ZPS
29	FR5312010	DUNES ET CÔTES DE TRÉVIGNON	ZPS
56	FR5310086	GOLFE DU MORBIHAN	ZPS
22	FR5310052	ILES DE LA COLOMBIÈRE, DE LA NELLIÈRE ET DES HACHES	ZPS
56	FR5312011	ILES HOUAT-HOËDIC	ZPS
29	FR5310054	ILÔT DU TRÉVORS	ZPS
35	FR5312002	ÎLOTS NOTRE-DAME ET CHEVRET	ZPS
56	FR5212013	MOR BRAZ	ZPS
29	FR5310072	OUESSANT - MOLÈNE	ZPS
29	FR5310071	RADE DE BREST, BAIE DE DAOULAS, ANSE DE POULMIC	ZPS
56	FR5310094	RADE DE LORIENT	ZPS
56	FR5310092	RIVIÈRE DE PENERF	ZPS
29	FR5312005	RIVIÈRES DE PONT-L'ABBÉ ET DE L'ODET	ZPS
29	FR5312009	ROCHES DE PENMAR'H	ZPS
22	FR5310070	TRÉGOR GOËLO	ZPS
44	FR5202010	PLATEAU DU FOUR	SIC
44	FR5202011	ESTUAIRE DE LA LOIRE NORD	SIC
44, 85	FR5202012	ESTUAIRE DE LA LOIRE SUD – BAIE DE BOURGNEUF	SIC
44	FR5212013	MOR BRAZ	ZPS
44, 85	FR5212014	ESTUAIRE DE LA LOIRE – BAIE DE BOURGNEUF	ZPS
85	FR5202013	PLATEAU ROCHEUX DE L'ILE D'YEU	SIC
85	FR5212015	SECTEUR MARIN ILE D'YEU JUSQU'AU CONTINENT	ZPS
85	FR5200654	COTES ROCHEUSES, DUNES, LANDES ET MARAIS DE L'ILE D'YEU	SIC
44, 85	FR5200653	MARAIS BRETON ET BAIE DE BOURGNEUF, ÎLE DE NOIRMOUTIER ET FORÊT DE MONTS	SIC
44, 85	FR5212009	MARAIS BRETON ET BAIE DE BOURGNEUF, ÎLE DE NOIRMOUTIER ET FORÊT DE MONTS	ZPS
85	FR5200655	DUNES DE LA SAUZAIE ET MARAIS DU JAUNAY	SIC
85	FR5200656	DUNES, FORÊT ET MARAIS D'OLONNE	SIC
85	FR5212010	DUNES, FORÊT ET MARAIS D'OLONNE	ZPS
85	FR5200657	MARAIS DE TALMONT ET ZONES LITTORALES ENTRE LES SABLES ET JARD	SIC
85	FR5200659	MARAIS POITEVIN	SIC
44	FR5200626	MARAIS DE MES, BAIE ET DUNE DE PONT-MAHE ET ETANG DU PONT DE FER	SIC
44	FR5212007	MARAIS DE MES, BAIE ET DUNE DE PONT-MAHE ET ETANG DU PONT DE FER	ZPS
44	FR5200627	MARAIS SALANTS GUERANDAIS, TRAICTS DU CROISIC ET DUNES DE PEN-BRON	SIC
44	FR5210090	MARAIS SALANTS GUERANDAIS, TRAICTS DU CROISIC ET DUNES DE PEN-BRON	ZPS
17, 85	FR5400476	PERTUIS CHARENTAIS	SIC
17, 85	FR5402012	PLATEAU DE ROCHEBONNE	SIC
17, 85	FR5412026	PERTUIS CHARENTAIS - ROCHEBONNE	ZPS
17	FR5400446	MARAIS POITEVIN	ZSC
17, 85	FR5410100	MARAIS POITEVIN	ZPS
17	FR5400424	ILE DE RE : FIER D'ARS	ZSC
17	FR5400425	ILE DE RE : DUNES ET FORETS LITTORALES	SIC

Dpt	N° site	Nom du site	Type de site
17	FR5400433	DUNES ET FORETS LITTORALES DE L'ILE D'OLERON	SIC
17	FR5410012	FIERS D'ARS ET FOSSE DE LOIX	ZPS
17	FR5400429	MARAIS DE ROCHEFORT	ZSC
17	FR5410013	ANSE DE FOURAS, BAIE D'YVES, MARAIS DE ROCHEFORT	ZPS
17	FR5400430	BASSE VALLEE DE LA CHARENTE	ZSC
17	FR5412025	ESTUAIRE ET BASSE VALLEE DE LA CHARENTE	ZPS
17	FR5400431	MARAIS DE BROUAGE ET MARAIS NORD D'OLERON	ZSC
17	FR5410028	MARAIS DE BROUAGE - OLERON	ZPS
17	FR5400432	MARAIS DE LA SEUDRE	ZSC
17	FR5412020	MARAIS ET ESTUAIRE DE LA SEUDRE, ILE D'OLERON	ZPS
17	FR5400434	PRESQU'ILE D'ARVERT	ZSC
17	FR5412012	BONNE ANSE, MARAIS DE BREJAT ET DE SAINT AUGUSTIN	ZPS
17	FR5400438	MARAIS ET FALAISES DES COTEAUX DE GIRONDE	ZSC
17	FR5412011	ESTUAIRE DE LA GIRONDE : MARAIS DE LA RIVE NORD	ZPS
17, 33	FR7200811	PANACHE DE LA GIRONDE ET PLATEAU ROCHEUX DE CORDOUAN	ZSC
17, 33	FR7212016	PANACHE DE LA GIRONDE	ZPS
33	FR7200812	PORTION DU LITTORAL SABLEAUX DE LA COTE AQUITAINE	ZSC
33	FR7212017	AU DROIT DE L'ETANG D'HOURTIN-CARCANS	ZPS
33	FR7200679	BASSIN D'ARCACHON ET CAP FERRET	ZSC
33	FR7212018	BASSIN D'ARCACHON ET BANC D'ARGUIN	ZPS
33	FR7212019	TETE DE CANYON DU CAP FERRET	ZPS
40	FR7212020	PLATEAU AQUITAIN ET LANDAIS	ZPS
64	FR7200813	COTE BASQUE ROCHEUSE ET EXTENSION AU LARGE	ZSC
17, 33	FR7200677	ESTUAIRE DE LA GIRONDE	ZSC
64	FR7200774	BAIE DE CHINGOUDY	ZSC
64	FR7200776	FALAISES DE JAINT JEAN DE LUZ A BIARRITZ	ZSC
64	FR7212002	ROCHERS DE BIARRITZ : LE BOUCALOT ET LA ROCHE RONDE	ZPS
64	FR7212013	ESTUAIRE DE LA BIDASSOA ET BAIE DE FONTARABIE	ZPS

**DIFFUSION**

Préfecture de Région Bretagne - Préfecture d'Ille-et-Vilaine (pour insertion au R.A.A.)  
 Préfecture des Côtes d'Armor (pour insertion au R.A.A.)  
 Préfecture du Finistère (pour insertion au R.A.A.)  
 Préfecture du Morbihan

Préfecture de Région Pays-de-La-Loire - Préfecture de Loire-Atlantique  
 Préfecture de la Vendée (pour insertion au R.A.A.)

Préfecture de Région Poitou-Charentes - Préfecture de la Vienne (pour insertion au R.A.A.)  
 Préfecture de la Charente-Maritime (pour insertion au R.A.A.)

Préfecture de Région Aquitaine - Préfecture de Gironde (pour insertion au R.A.A.)  
 Préfecture des Landes (pour insertion au R.A.A.)  
 Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

DIRM Nord Atlantique Manche Ouest  
 DIRM Sud Atlantique

DREAL Bretagne  
 DREAL Pays-de-la-Loire  
 DREAL Poitou-Charente  
 DREAL Aquitaine

Direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine  
 Délégation à la mer et au littoral d'Ille-et-Vilaine  
 Direction départementale des territoires et de la mer des Côtes d'Armor  
 Délégation à la mer et au littoral des Côtes d'Armor  
 Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère  
 Délégation à la mer et au littoral du Finistère  
 Direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan  
 Délégation à la mer et au littoral du Morbihan  
 Direction départementale des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique  
 Délégation à la mer et au littoral de la Loire-Atlantique  
 Direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée  
 Délégation à la mer et au littoral de la Vendée  
 Direction départementale des territoires et de la mer de Charente-Maritime  
 Délégation à la mer et au littoral de Charente-Maritime  
 Direction départementale des territoires et de la mer de Gironde  
 Délégation à la mer et au littoral de Gironde  
 Direction départementale des territoires et de la mer des Landes  
 Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
 Délégation à la mer et au littoral des Pyrénées-Atlantiques et des Landes  
 CROSS CORSEN  
 CROSS ETEL  
 GROUPE GENDMARINE ATLANTIQUE  
 COD Nantes  
 CIGM Toulon  
 SHOM  
 CECLANT/OPS

AEM : LITT/ENV - RDO - SEC/AEM  
 Archives (3.1.1)

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

Arrêté du 21 décembre 2011

DIRECTION  
REGIONALE des  
AFFAIRES MARITIMES

Service réglementation,  
ressources, affaires  
économiques

---

*rendant obligatoire pour l'année 2012, la délibération n°5/2012  
du 7 décembre 2011 du comité régional de la conchyliculture  
Arcachon-Aquitaine visant à assurer la traçabilité du naissain  
introduit dans le bassin d'Arcachon*

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code rural et de la pêche maritime ;
- VU le décret n° 2011-1701 du 30 novembre 2011 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture, notamment son article 18 ;
- VU l'arrêté du préfet de la Région Aquitaine du 2 mai 2011 donnant délégation de signature au directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique ;
- VU la délibération n° 5/2011 du 7 décembre 2012 du comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine ;

**SUR PROPOSITION** du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - La délibération n°5/2011 du 7 décembre 2011 du comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine visant à assurer la traçabilité du naissain introduit dans le bassin d'Arcachon est rendue obligatoire pour l'année 2012.

**ARTICLE 2** - Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Gironde et des Landes.

Fait à Bordeaux, le 21 décembre 2011

Pour le Préfet de région et par délégation,  
le chef du bureau des ressources durables,  
de la réglementation et des affaires  
économiques d'Aquitaine

Alexandre ROYER

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

Arrêté du 21 décembre 2011

DIRECTION  
REGIONALE des  
AFFAIRES MARITIMES

Service réglementation,  
ressources, affaires  
économiques

*rendant obligatoire la délibération n°3/2012 du 7 décembre 2011  
du comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine  
portant création du Groupement de Défense Sanitaire (GDS)*

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code rural et de la pêche maritime ;  
VU le décret n° 2011-1701 du 30 novembre 2011 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture, notamment son article 18 ;  
VU l'arrêté du préfet de la Région Aquitaine du 2 mai 2011 donnant délégation de signature au directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique ;  
VU la délibération n° 3/2011 du 7 décembre 2012 du comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine ;

**SUR PROPOSITION** du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - La délibération n°3/2011 du 7 décembre 2011 du comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine portant création du Groupement de Défense Sanitaire (GDS), visant à améliorer la gestion sanitaire des entreprises, est rendue obligatoire.

**ARTICLE 2** - Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Gironde et des Landes.

Fait à Bordeaux, le 21 décembre 2011

Pour le Préfet de région et par délégation,  
le chef du bureau des ressources durables,  
de la réglementation et des affaires  
économiques d'Aquitaine

Alexandre ROYER



PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
INTERREGIONALE DE LA  
MER SUD-ATLANTIQUE

Bordeaux le 21 décembre 2011

Division Economie et  
Formation

---

***INSERTION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS***

***AVIS RELATIF A UNE COTISATION PROFESSIONNELLE  
OBLIGATOIRE AU PROFIT DU COMITE REGIONAL DE  
LA CONCHYLICULTURE ARCACHON-AQUITAINE  
ANNEE 2012***

---

La délibération n° 1-2012 du 7 décembre 2011 renouvelant la cotisation professionnelle obligatoire due par tout détenteur de concessions sur le domaine public maritime dans la circonscription du comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine pour l'année 2012, a été adoptée lors de la réunion du bureau du Comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine du 7 décembre 2011.

Le taux de cette cotisation professionnelle obligatoire est composée d'une part fixe d'un montant de 50€ et d'une part proportionnelle fixée à 1,65€ par are concédé.

Conformément à l'article 18 du décret 2011-1701 du 30 novembre 2011 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture, cette délibération fait l'objet d'un avis publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et des Landes.

Fait à Bordeaux, le 21 décembre 2011

Pour le Préfet de région et par délégation,

Le chef du bureau des ressources durables,  
de la réglementation et des affaires  
économiques d'Aquitaine

Alexandre ROYER

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

Bordeaux le 21 décembre 2011

DIRECTION  
INTERREGIONALE DE  
LA MER SUD-  
ATLANTIQUE

Division Economie et  
Formation

---

**INSERTION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**AVIS RELATIF A UNE COTISATION PROFESSIONNELLE  
OBLIGATOIRE CONCERNANT L'ENLEVEMENT DES DECHETS  
OSTREICOLES AU PROFIT DU COMITE REGIONAL DE LA  
CONCHYLICULTURE ARCACHON-AQUITAINE  
ANNEE 2012**

---

La délibération n° 2-2012 du 7 décembre 2011 fixant une cotisation professionnelle obligatoire pour financer l'enlèvement des déchets ostréicoles pour l'année 2012, a été adoptée lors de la réunion du bureau du Comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine du 7 décembre 2011.

Le taux de cette cotisation professionnelle obligatoire est fixé à 1,08€ par hectare concédé, plafonnée à 700€.

Conformément à l'article 18 du décret 2011-1701 du 30 novembre 2011 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture, cette délibération fait l'objet d'un avis publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et des Landes.

Fait à Bordeaux, le 21 décembre 2011

Pour le Préfet de région et par délégation,

Le chef du bureau des ressources durables,  
de la réglementation et des affaires  
économiques d'Aquitaine

Alexandre ROYER

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
INTERREGIONALE DE  
LA MER SUD-  
ATLANTIQUE

Bordeaux le 21 décembre 2011

Division Economie et  
Formation

---

***INSERTION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS***

***AVIS RELATIF A UNE COTISATION PROFESSIONNELLE  
OBLIGATOIRE CONCERNANT LES DETENTEURS D'UN  
AGREMENT D'EXPEDITION D'HUITRES AU PROFIT DU  
COMITEREGIONAL DE LA CONCHYLICULTURE ARCACHON-  
AQUITAINE  
ANNEE 2012***

---

La délibération n° 4-2012 du 7 décembre 2011 fixant une cotisation professionnelle obligatoire spécifique aux détenteurs d'un agrément d'expédition d'huîtres pour l'année 2012, a été adoptée lors de la réunion du bureau du Comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine du 7 décembre 2011.

Le taux de cette cotisation professionnelle obligatoire a été fixée à 130€ par entreprise mettant en marché moins de 50 tonnes d'huîtres. Pour celles dont la production est supérieure à 50 tonnes, la cotisation est fixée à 260€.

Conformément à l'article 18 du décret 2011-1701 du 30 novembre 2011 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture, cette délibération fait l'objet d'un avis publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et des Landes.

Fait à Bordeaux, le 21 décembre 2011

Pour le Préfet de région et par délégation,

Le chef du bureau des ressources durables,  
de la réglementation et des affaires  
économiques d'Aquitaine

Alexandre ROYER





Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

ARRÊTÉ du 28 décembre 2011,

---

**Portant nomination des membres intérimaires du comité  
départemental des pêches maritimes et des élevages marins de  
la Gironde**

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code rural et de la pêche maritime ;
- VU le décret n°2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU l'arrêté du 7 septembre 2011 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2011 fixant la liste des comités départementaux ou interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins, leur siège et leur ressort territorial ainsi que le nombre de membres de leur conseil ;
- VU l'arrêté du 9 décembre 2011 relatif au remplacement des comités locaux et à la création des comités départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature à M. Michel Duvette, directeur départemental des territoires et de la mer , du 2 mai 2011 ;
- VU l'arrêté pris au nom du préfet, portant subdélégation de signature de M. Michel Duvette, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- VU l'avis des présidents des comités locaux des pêches maritimes et des élevages marins de Bordeaux en date du 14 décembre 2011, et d'Arcachon, en date du 27 décembre 2011 ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde ;

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1er** – A compter du 1er janvier 2012, date de la création du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de la Gironde, et jusqu'à la date de la réunion de son conseil survenant après les élections professionnelles du 12 janvier 2012, le comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de la Gironde sera composé des quatre membres intérimaires suivants :

- M. Jean-Michel Labrousse, président,
- M. Jacky Darnis, vice-président,
- M. Franck Lalande,
- M. Bernard Mauget.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera affiché sans délai au siège des comités locaux des pêches maritimes et des élevages marins de Bordeaux et d'Arcachon ainsi que dans les services de la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde.

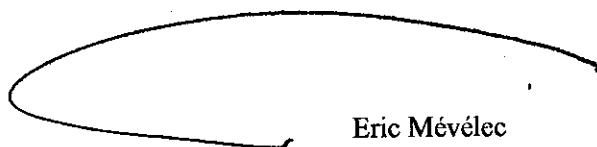
**ARTICLE 3** - Le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 28 décembre 2011,

le Préfet

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des  
territoires et de la mer empêché,

Le directeur-adjoint,  
délégué à la mer et au littoral,



Eric Mévélec

Ampliation :

- ☐ Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche ( DGAL/SDHA, DPMA)
- ☐ Préfecture de la Gironde
- ☐ Sous-préfecture du bassin d'Arcachon
- ☐ Direction inter-régionale de la mer Sud Atlantique
- ☐ Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine
- ☐ Comité local des pêches maritimes et des élevages marins d'Arcachon
- ☐ Comité local des pêches maritimes et des élevages marins de Bordeaux
- ☐ DDTM/DML Arcachon

PRÉFECTURE  
DE LA GIRONDE  
- 2 JAN. 2012  
Bureau du Chef de Service  
ARRÊTÉ du 28 décembre 2011

D.A.J.L.P.  
SECRETARIAT

- 2 JAN. 2012

Courrier arrivé le

Rendant obligatoire une délibération du comité local des pêches  
maritimes et des élevages marins de Bordeaux

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU le décret n° 92-335 du 30 mars 1992 modifié, fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux et locaux des pêches maritimes et des élevages marins ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature à M. Michel Duvette, directeur départemental des territoires et de la mer, du 2 mai 2011 ;

VU l'arrêté pris au nom du préfet, portant subdélégation de signature de M. Michel Duvette, directeur départemental des territoires et de la mer ;

VU la délibération du 12 décembre 2011 du comité local des pêches maritimes et des élevages marins de Bordeaux relative à une cotisation professionnelle obligatoire due par les armateurs ;

VU l'avis du directeur départemental de la protection des populations de la Gironde en date du 28 décembre 2011 ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde ;

### ARRÊTÉ

**ARTICLE 1er** – La délibération du 12 décembre 2011 du comité local des pêches maritimes et des élevages marins de Bordeaux relative à une cotisation professionnelle obligatoire due par les armateurs, figurant en annexe du présent arrêté, est rendue obligatoire pour l'année 2012.

**ARTICLE 2** – Le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 28 décembre 2011,

le Préfet

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer empêché,

Le directeur-adjoint, délégué à la mer et au littoral

Eric Mévélec

# COMITE LOCAL DES PECHEES MARITIMES ET DES ELEVAGES MARINS DE BORDEAUX

Organisme professionnel des pêches maritimes créée en application de la loi 91-411 du 2 mai 1991

## DELIBERATION

### **Relative à une cotisation professionnelle obligatoire due par les armateurs au profit du comité local des pêches maritimes et des élevages marins de Bordeaux.**

Vu le code des pensions et des retraites des marins, et notamment son article L41, ensemble du décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la réorganisation et à l'unification du régime d'assurance des marins modifié.

Vu la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 modifiée, relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture, et notamment son article 17.

Vu le décret n° 92335 du 30 mars 1992 modifié, fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que les comités régionaux et locaux des pêches maritimes et des élevages marins, et notamment ses articles 4, 22 et 36.

Considérant la nécessité de financer les activités du comité par prélèvement d'une cotisation professionnelle obligatoire due par les armateurs de tous les navires armés à la pêche.

Les membres du conseil s'étant réunis à la Direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde, cité administrative à Bordeaux le lundi 12 décembre 2011.

Le quorum étant atteint à la majorité des membres présents : ( membres présents 6 quorum 6 )

**Article 1** - Le conseil du présent comité décide d'adopter un régime type destiné à unifier les dispositions applicables aux cotisations professionnelles obligatoires dues par les armateurs au profit du comité national (CNPMM) ainsi que des comités régionaux (CRPMM) et des comités locaux (CLPMM) des pêches maritimes et des élevages marins et organisant les relations entre ces comités en ce qui concerne la collecte de cette cotisation. Ce régime type est annexé à la présente délibération.

**Article 2** - Dans le cadre du régime type mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, une cotisation professionnelle obligatoire due par les armateurs est instituée par le présent comité à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2015, pour lui permettre d'exercer les missions qui lui sont dévolues par la loi du 2 mai 1991 et le décret du 30 mars 1992 susvisés. Son taux est de 1.1%

**Article 3** - Le président du comité national ( CNPMM ) est mandaté par le présent comité pour préparer avec le Directeur de l'établissement national des invalides de la marine ( ENIM ) une convention définissant les conditions dans lesquelles cet établissement pourra apporter son concours au recouvrement des cotisations décidées par chaque comité.

**Article 4** - La présente décision sera transmise par le comité à l'autorité administrative compétente afin que soient rendues obligatoires les dispositions définies à son article 2, conformément aux dispositions de la loi du 2 mai 1991 et du décret du 30 mars 1992 susvisés.

**Fait à le VERDON sur MER le 12 décembre 2011 en double exemplaires.**

**Le président  
DARNIS Jacky**





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

ARRÊTÉ du 28 décembre 2011,

---

**Rendant obligatoire une délibération du comité local des pêches  
maritimes et des élevages marins d'Arcachon**

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU le décret n° 92-335 du 30 mars 1992 modifié, fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux et locaux des pêches maritimes et des élevages marins ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature à M. Michel Duvette, directeur départemental des territoires et de la mer, du 2 mai 2011 ;

VU l'arrêté pris au nom du préfet, portant subdélégation de signature de M. Michel Duvette, directeur départemental des territoires et de la mer ;

VU la délibération n° 03/11 du 11 juillet 2011 du comité local des pêches maritimes et des élevages marins d'Arcachon relative à une cotisation professionnelle obligatoire due par les armateurs ;

VU l'avis du directeur départemental de la protection des populations de la Gironde en date du 28 décembre 2011 ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde ;

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1er** – La délibération n° 03/11 du 11 juillet 2011 du comité local des pêches maritimes et des élevages marins d'Arcachon relative à une cotisation professionnelle obligatoire due par les armateurs, figurant en annexe du présent arrêté, est rendue obligatoire pour l'année 2012.

**ARTICLE 2** – Le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 28 décembre 2011,

le Préfet

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer empêché,

Le directeur-adjoint, délégué à la mer et au littoral

Eric Mévèle

1/2

# **DELIBERATION n° 03/11**

RELATIVE A LA MODIFICATION DE LA COTISATION PROFESSIONNELLE OBLIGATOIRE  
DUE PAR LES ARMATEURS  
au profit du Comité Local des Pêches Maritimes et des Elevages Marins d'Arcachon

**Vu** la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins, et à l'organisation de la conchyliculture,

**Vu** le décret n° 92-335 du 30 mars 1992 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité National des Pêches Maritimes et des Elevages Marins ainsi que des Comités Régionaux et Locaux des Pêches Maritimes et des Elevages Marins, et notamment ses articles 4, 22 et 36.

**Vu** la délibération 1/10 du CLPMEM Arcachon rendue obligatoire par arrêté préfectoral du 27/12/2010,

**Considérant** que le taux de la cotisation professionnelle obligatoire actuel est insuffisant pour assurer un fonctionnement général adapté aux différents éléments auquel le CLPMEM doit faire face quotidiennement, autant pour le service aux marins que pour représenter la pêche professionnelle au sein de nombreuses réunions,

Le Conseil du Comité Local des Pêches Maritimes et des Elevages Marins d'Arcachon

**DECIDE A LA MAJORITE,**

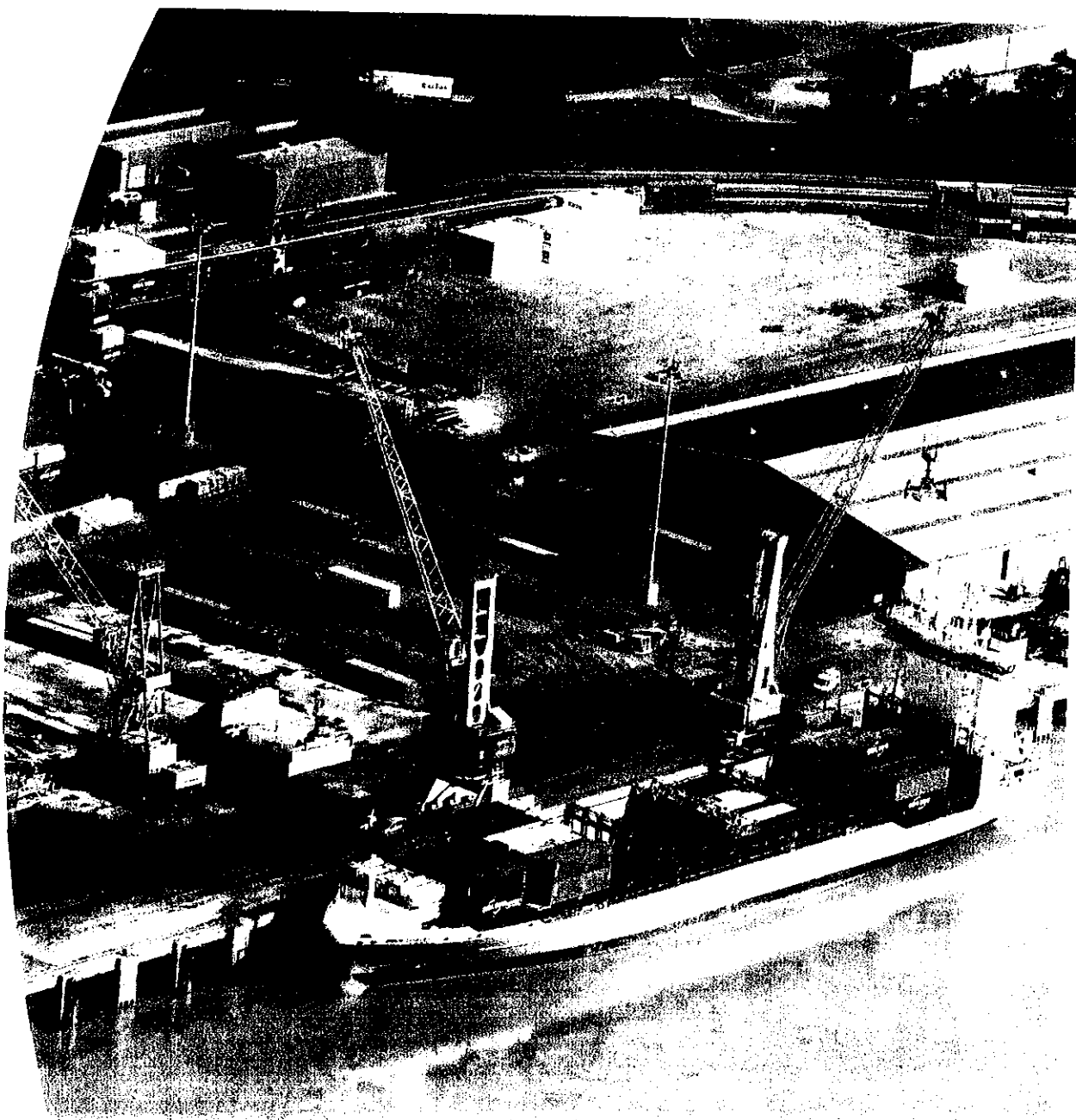
**De fixer à 1.1 % le taux de la Cotisation Professionnelle Obligatoire  
due par les armateurs à partir du 01/01/2012.**

Arcachon, le 11 juillet 2011

Le Président,



JM LABROUSSE



**GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX**

152, QUAI DE BACALAN - 33082 BORDEAUX CEDEX

TÉL. +33 (0)5 56 90 57 18

FAX. +33 (0)5 56 90 58 76

EMAIL : [mi-boulet@bordeaux-port.fr](mailto:mi-boulet@bordeaux-port.fr)

**DROITS DE PORT**  
**DANS LE PORT DE COMMERCE DE BORDEAUX**  
**INSTITUES EN APPLICATION DU LIVRE II**  
**DU CODE DES PORTS MARITIMES**

---

**TARIF N° 36**

**APPLICABLE A LA DATE DU 01.01.2012**

---

**SOMMAIRE**

---

		<u>Pages</u>
- Section I	Redevance sur le navire	2
- Section II	Redevance sur les marchandises	9
- Section III	Redevance sur les passagers	14
- Section IV	Redevance de stationnement des navires	15
- Section V	Redevance sur les ordures ménagères des navires	16



## **SECTION I**

### **REDEVANCE SUR LE NAVIRE**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - Conditions d'application de la redevance**

1.1 - Il est perçu sur tout navire de commerce débarquant, embarquant ou transbordant des passagers ou des marchandises dans les zones 1, 2 et 3 du port de Bordeaux définies au 1.2 du présent article, une redevance déterminée en fonction du volume géométrique du navire calculé comme indiqué à l'article R.\* 212-3 du code des ports maritimes par application des taux indiqués aux tableaux ci-après, en euros par mètre cube.

#### **Article R.\* 212-3 du code des ports maritimes (extrait)**

L'assiette de la redevance sur le navire est le volume V établi en fonction de ses caractéristiques physiques, par la formule ci-après :

$$V = L \times b \times Te$$

dans laquelle V est exprimée en mètres cubes, L, b, Te représentent respectivement la longueur hors tout du navire, sa largeur maximale et son tirant d'eau maximal d'été, et sont exprimés en mètres et décimètres.

La valeur du tirant d'eau maximal du navire prise en compte pour l'application de la formule ci-dessus ne peut, en aucun cas, être inférieure à une valeur théorique égale à :

$$0,14 \times \sqrt{L \times b}$$

(L et b étant respectivement la longueur hors tout et la largeur maximale du navire).

Pour les aéroglisseurs, l'assiette de la redevance sur le navire est le volume V établi selon la formule de l'alinéa 1<sup>er</sup> en prenant forfaitairement un tirant d'eau égal à un mètre.

TYPES DE NAVIRES ET CATEGORIES	Taux de la redevance (€ / m <sup>3</sup> )			
	Entrée		Sortie	
	Zones 1 et 2	Zone 3	Zones 1 et 2	Zone 3
1 - Paquebots :				
. pour la part de volume entre 0 et 10 000 m <sup>3</sup>	0.099		0.099	
. pour la part de volume entre 10 001 et 20 000 m <sup>3</sup>	0.082		0.082	
. pour la part de volume entre 20 001 et 30 000 m <sup>3</sup>	0.060		0.060	
. pour la part de volume au-delà de 30 000 m <sup>3</sup>	0.042		0.042	
2 - Navires transbordeurs	0.148		0.148	
3 - Navires transportant des hydrocarbures liquides	0.525		0.504	
4 - Navires transportant des gaz liquéfiés	0.282		0.282	
5 - Navires transportant principalement des marchandises liquides en vrac autres qu'hydrocarbures	0.448		0.318	
6 - Navires transportant des marchandises solides en vrac :				
. Navires dont le volume est inférieur ou égal à 36 000 m <sup>3</sup>	0.537	0.268	0.576	0.288
. Navires dont le volume est supérieur à 36 000 m <sup>3</sup>	0.702	0.268	0.576	0.288
7 - Navires réfrigérés ou polythermes	0.297		0.228	
8 - Navires de charge à manutention horizontale (1)	0.179		0.179	
9 - Navires porte-conteneurs (1)	0.173		0.173	
10 - Navires porte-barges	0.342		0.282	
11 - Aéronefs et hydroglisseurs	0.342		0.282	
12 - Navires autres que ceux désignés ci-dessus	0.337		0.280	

(1) La redevance n'est pas due pour les navires qui effectuent exclusivement des opérations de débarquement de conteneurs vides.

## 1.2 - Les différentes zones du port sont définies comme suit :

- ZONE 1 :** correspondant à la partie de la circonscription du Grand Port Maritime de Bordeaux située à l'aval de la ligne droite joignant le clocher de Talmont au phare de Richard.
- ZONE 2 :** comprend la partie de la circonscription du Grand Port Maritime de Bordeaux non visée par les zones 1 et 3.
- ZONE 3 :** comprend la partie de la circonscription du Grand Port Maritime de Bordeaux située en rive gauche, entre les points kilométriques 11 et 14,5.

**1.3** - Lorsqu'un même navire est amené à débarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises successivement dans différentes zones du port, il est soumis une seule fois à la redevance sur le navire, dans celle des zones où il a accosté pour laquelle le taux est le plus élevé.

Le type du navire et les modulations et abattements dont il fait l'objet sont déterminés en considérant l'ensemble des opérations de débarquement ou de transbordement effectuées par ce navire dans le port.

Des dispositions identiques sont applicables lorsqu'un même navire est amené à embarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises, successivement, dans les différentes zones du port.

**1.4** - Lorsqu'un navire ne débarque ou ne transborde ni passagers, ni marchandises, n'embarque ni passagers, ni marchandises, la redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois.<sup>1</sup>

**1.5** - La redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois à la sortie :

- lorsque le navire n'effectue aucune opération commerciale,
- lorsque le navire n'effectue que des opérations de soutage ou d'avitaillement, ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison.

Dans ce cas, elle est égale aux montants fixés dans le tableau de l'article 1<sup>er</sup>, 1.1, plafonnée à 0,07 €/m<sup>3</sup>.

**1.6** - En application des dispositions de l'article R.\* 212-5 du code des ports maritimes, la redevance sur le navire n'est pas applicable aux navires suivants :

- navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage ;
- navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- navires affectés à des missions culturelles ou humanitaires, ou présentant un intérêt général pour le patrimoine maritime.

**1.7** - En application des dispositions de l'article R.\* 215-1 du code des ports maritimes :

- le minimum de perception des droits de port est fixé à 94 € ;
- le seuil de perception des droits de port est fixé à 48 €.

<sup>1</sup>Lorsqu'un navire ne débarque ou ne transborde ni passagers, ni marchandises, la redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois à la sortie.

Lorsqu'un navire n'embarque ni passagers, ni marchandises, la redevance n'est liquidée qu'une fois à l'entrée.

**ARTICLE 2 - Dispositions relatives aux modulations en fonction du rapport transport effectif par rapport à la capacité du navire dans son activité dominante, par type et catégorie de navires, en application des dispositions des alinéas I, II, III de l'article R.\* 212-7 du code des ports maritimes**

Pour les navires qui transportent des passagers, l'importance de l'escale est mesurée par le rapport a (\*) : nombre de passagers débarqués, embarqués ou transbordés sur la capacité totale du navire en passagers.

Pour les navires qui transportent des marchandises, l'importance de l'escale est mesurée par le rapport a (\*) : nombre de tonnes de marchandises débarquées, embarquées ou transbordées sur le volume V calculé comme indiqué à l'article R.\* 212-3 du code des ports maritimes.

En fonction de la valeur de a, le navire bénéficie éventuellement d'une réduction.

La redevance nette sur le navire est alors obtenue en multipliant le tarif d'entrée ou de sortie par le coefficient minorateur k (\*) figurant dans le tableau ci-dessous :

Type de Navire	Zone tarifaire	Valeur de a	Le coefficient minorateur k est égal à
1 <sup>2</sup>	1-2	$0 \leq a \leq 0,600$	$1,5 a + 0,1$
3	1-2	$0 \leq a \leq 0,128$ $0,128 < a \leq 0,38$	$1,5 a + 0,35$ $1,81 a + 0,31$
5	1-2	$0 \leq a \leq 0,1$ $0,1 < a \leq 0,304$	$2 a + 0,35$ $2,2 a + 0,33$
6	1-2-3	$0 \leq a \leq 0,234$ $0,234 < a \leq 0,4$	$1,4 a + 0,3$ $2,25 a + 0,1$
8-9	1	$0 \leq a \leq 0,008$ $0,008 < a \leq 0,08$ $0,08 < a \leq 0,16$	$25 a$ $1,4 a + 0,21$ $8,5 a - 0,36$
	2	$0 \leq a \leq 0,006$ $0,006 < a \leq 0,153$	$25 a$ $5,8 a + 0,11$
2-4-7- 10-11-12	1-2	$0 \leq a \leq 0,057$ $0,057 < a \leq 0,145$	$5 a + 0,125$ $6,68 a + 0,03$

(\*) a et k sont exprimés avec 3 chiffres après la virgule.

Le calcul doit être fait aux dix millièmes arrondis au millième inférieur lorsque le

chiffre des dix millièmes est inférieur à 5, au millième supérieur lorsque le chiffre des dix millièmes est supérieur ou égal à 5.

Ces réductions ne s'appliquent pas aux navires n'effectuant que des opérations de soutage ou d'avitaillement.

#### Navires transportant des passagers :

Lorsqu'un navire à passagers est tête ou fin de ligne dans le port et renouvelle plus de 50 % de sa capacité en passagers, une réduction complémentaire de 10 % est appliquée sur la redevance sur le navire, après déduction d'autres remises éventuelles.

#### Navires de croisière

Pour les navires de croisière dont la majorité des passagers est constituée de croisiéristes et d'excursionnistes qui ne débarquent que temporairement, la redevance sur le navire n'est perçue qu'une fois à la sortie.

### **ARTICLE 3 - Dispositions relatives aux modulations en fonction de la fréquence des touchées en application du V de l'article R.\* 212-7 du code des ports maritimes**

**3.1** - Pour les navires de lignes régulières ouvertes au public selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, les taux de la redevance par type de navire font l'objet de l'abattement suivant, en fonction du nombre des départs de la ligne sur une période mensuelle :

. service à 1 touchée/mois :	- 20 %
. service à 2 touchées/mois :	- 30 %
. service à 3 touchées/mois :	- 40 %
. service à 4 touchées/mois ou plus :	- 50 %

La qualification du service sera arrêtée par le Grand Port Maritime de Bordeaux en fonction des engagements de l'armateur et de la fréquence des escales effectuées. Elle sera établie au démarrage de la ligne et validée ou modifiée à la fin de chaque trimestre civil pour une application aux escales du trimestre suivant.

**3.2** - Navires n'appartenant pas à des lignes régulières, fréquentant habituellement le port :

Pour les navires d'un même armement n'assurant pas de ligne régulière, ou pour des opérateurs ou service commun d'armements transportant une même catégorie de produits, autres que des produits énergétiques, une ristourne de fidélité de 20 % est appliquée sur la redevance navire au-delà de la 60<sup>ème</sup> touchée réalisée dans l'année (une opération commerciale à l'entrée et une opération commerciale à la sortie lors d'une même escale sont considérées comme une seule touchée). Elle ne s'applique pas aux navires transportant des vrac énergétiques.

**3.3** - Les abattements prévus au présent article ne peuvent se cumuler avec ceux de l'article 2. Lorsque le redevable satisfait également aux conditions dudit article 2, il bénéficie du traitement le plus favorable.

**ARTICLE 4 - Dispositions relatives à l'abattement supplémentaire prévu à l'article R.\* 212-8 du code des ports maritimes**

Les abattements prévus aux articles 2 et 3 peuvent être assortis d'un abattement supplémentaire en faveur des trafics nouveaux ou de lignes intracommunautaires de passagers, de marchandises sur remorques (dites RO-RO) ou de conteneurs, sans toutefois pouvoir excéder, ni 50 % du taux de base, ni une durée de deux ans.

Les modalités d'application du présent article sont les suivantes :

**Réduction pour un nouveau service direct sur un range non encore desservi :**

Lors de l'établissement d'une nouvelle ligne régulière desservant en direct un range non encore desservi par ligne régulière, les navires assurant ce nouveau service peuvent bénéficier, en phase de démarrage et pour une durée d'un an, d'une réduction de 50 % de la redevance sur le navire. Cette mesure peut, après accord du Port de Bordeaux, être prolongée d'une période maximale d'un an.

Le bénéfice de cette mesure peut être accordé par le Port de Bordeaux dès la première touchée et avant l'agrément en ligne régulière par le service des douanes.

Cette réduction est cumulable avec la réduction en fonction de l'importance de l'escale ou en fonction de la fréquence des touchées, c'est-à-dire qu'elle est effectuée après application d'une de ces réductions s'il y a lieu.

**Réduction pour ouverture par transbordement d'un nouveau range non encore desservi au départ du port de Bordeaux :**

Une réduction de 25 % est appliquée lorsque, au départ ou à destination de Bordeaux, un nouveau range, non encore touché par une ligne régulière existante, est desservi par transbordement.

Cette réduction est accordée pour une durée d'un an et peut être prolongée d'une période maximale d'un an, après accord du Port de Bordeaux. Elle est cumulable avec la réduction en fonction de l'importance de l'escale ou en fonction de la fréquence des touchées, c'est-à-dire qu'elle est effectuée après application d'une de ces réductions s'il y a lieu. Par contre, elle ne peut s'appliquer si l'armateur bénéficie par ailleurs de la réduction pour création de nouvelle ligne (cf. ci-dessus).

**ARTICLE 5 - Dispositions complémentaires**

Les navires de types 6 et 12, déchargeant des marchandises à l'entrée et rechargeant, au cours de la même escale dans le port, des marchandises à la sortie, bénéficient d'une remise supplémentaire de 15 %, à l'entrée et à la sortie. Cette réduction est cumulable avec la réduction en fonction de l'importance de l'escale ou en fonction de la fréquence des touchées, c'est-à-dire qu'elle est effectuée après application d'une de ces réductions s'il y a lieu.

**ARTICLE 6 - Liaisons de caractère local**

1°) Les navires assurant un service public de passage d'eau entre les deux rives de la Garonne, de la Dordogne ou de la Gironde sont exonérés de la redevance sur le navire.

2°) Les navires se livrant au dragage des matériaux dans la circonscription du Grand Port Maritime de Bordeaux sont exonérés de la redevance sur le navire.

3°) Les navires assurant des transports intérieurs dans les zones 1, 2 et 3 du port de Bordeaux sont soumis à une redevance d'un taux de :

- 0.303 €/m<sup>3</sup> pour les navires de type 3,

- 0.150 €/m<sup>3</sup> pour les autres navires.

**SECTION II****REDEVANCE SUR LES MARCHANDISES****ARTICLE 7 - Conditions d'application de la redevance sur les marchandises prévue aux articles R.\* 212-13 à R.\* 212-16 du code des ports maritimes**

Il est perçu sur les marchandises débarquées, embarquées ou transbordées dans les zones 1, 2 et 3 du port de Bordeaux définies au 1.2 de l'article 1<sup>er</sup> du présent tarif, une redevance soit au poids, soit à l'unité, déterminée en application du code N.S.T. selon les modalités suivantes :

**I - REDEVANCE AU POIDS BRUT (en euros par tonne)**

N° de la nomenclature N.S.T.	Désignation des marchandises	Débarquement	Embarquement et transbordement
		€/t	€/t
<b>0</b>	<b><u>PRODUITS AGRICOLES ET ANIMAUX VIVANTS</u></b>	<b>0.100</b>	<b>0.100</b>
<b>01</b>	Céréales (sauf 0150-0151)	0.456	0.456
<b>0150-0151</b>	Mais	0.456	0.456
<b>02-03-04</b>	Pommes de terre, autres légumes et fruits frais, matières textiles et déchets	0.100	0.100
<b>05</b>	Bois et lièges (sauf 0511 et 056)	0.100	0.100
<b>0511</b>	Copeaux par auto-déchargeant	0.488	0.488
<b>056</b>	Bois sciés	0.100	0.100
<b>06-09</b>	Autres matières premières d'origine animale ou végétale (sauf 0990)	0.536	0.536
<b>0990</b>	Ecorces de pin	0.292	0.292
<b>1</b>	<b><u>DENREES ALIMENTAIRES ET FOURRAGES</u></b>	<b>1.549</b>	<b>1.549</b>
	(sauf 11, 12, 121, 13, 14, 16, 165, 17, 18 et 182)		
<b>11</b>	Sucres et mélasses	0.916	0.797
<b>12</b>	Boissons (sauf 121)	1.171	1.171
<b>121</b>	Moût de raisin	0.624	0.624
<b>13-14-16</b>	Stimulants et épicerie, denrées alimentaires périssables ou semi-périssables, autres denrées alimentaires non périssables et houblon (sauf 165)	0.100	0.100
<b>165</b>	Graines protéagineuses	0.100	0.438
<b>17</b>	Nourritures pour animaux et déchets alimentaires	0.100	0.438
<b>18</b>	Oléagineux (sauf 182)	0.100	0.438
<b>182</b>	Huiles	0.789	0.789
<b>2</b>	<b><u>COMBUSTIBLES, MINERAUX SOLIDES</u></b> (sauf 2240, 2319 et 2400)	<b>0.100</b>	<b>0.100</b>
<b>2240</b>	Tourbe	0.100	0.100
<b>2319</b>	Coke de pétrole	0.100	0.100
<b>2400</b>	Déchets destinés à la combustion industrielle	0.100	0.100
<b>3</b>	<b><u>PRODUITS PETROLIERS</u></b>		
<b>31</b>	Pétrole brut	0.649	0.649
<b>32-33-34</b>	Dérivés énergétiques (sauf 3439), Hydrocarbures énergétiques gazeux, liquéfiés ou comprimés, dérivés non énergétiques et par assimilation biocarburants (EMHV, ETBE, éthanol..)	0.872	0.443
<b>3439</b>	Bitume	0.424	0.424
<b>4</b>	<b><u>MINERAIS ET DECHETS POUR LA METALLURGIE</u></b>	<b>0.100</b>	<b>0.100</b>



N° de la nomenclature N.S.T.	Désignation des marchandises	Débarquement	Embarquement et transbordement
		€/t	€/t
5	<b>PRODUITS METALLURGIQUES</b> (sauf 561 et 562) sauf :	0.100	0.100
561-562	Cuivre, aluminium	0.100	0.100
6	<b>MINERAUX BRUTS OU MANUFACTURES ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION</b> (sauf 61, 6120, 615, 62, 63, 64 et 65)	0.761	0.761
61	Sables, graviers, argiles, scories	0.605	0.100
6120	Sables communs	0.158	0.100
615	Cendres, laitiers	0.100	0.100
62	Sel, pyrites et soufre	0.100	0.100
63	Autres pierres, terres et minéraux	0.100	0.100
64-65	Ciments, chaux, plâtre, clinker par auto-déchargeant	0.873	0.196
7	<b>ENGRAIS</b> (sauf 71, 713, 7231 et 7232) sauf :	0.100	0.100
71	Engrais liquides (sauf 713)	0.516	0.516
713	Sels de potasse naturels bruts	0.100	0.100
7231-7232	Chlorure et sulfate de potasse	0.100	0.100
8	<b>PRODUITS CHIMIQUES</b> (sauf 812, 813, 815, 8192, 8193, 83 et 84)	0.846	0.846
812-813-815	Soude caustique, carbonate de sodium, sulfate de fer	0.555	0.555
8192-8193	Acide phosphorique et ammoniac	0.752	0.752
83	Produits carbochimiques	0.877	0.448
84	Cellulose et déchets	0.100	0.575
9	<b>MACHINES, VEHICULES, OBJETS MANUFACTURES ET TRANSACTIONS SPECIALES</b> (sauf 9108, 9110, 9511, 972 et 976)	2.775	2.775
9108	Matériel aéronautique et spatial	16.974	16.974
9110	Eléments de transport pour matériel aéronautique	0	0
9334	Pièces et éléments pour éoliennes	16.974	16.974
9511	Verre pilé	0.100	0.100
972	Papiers et cartons bruts	0.100	0.100
976	Articles manufacturés en bois et liège	0.100	0.100
9960	Matériel militaire	16.974	16.974

## II – REDEVANCE A L'UNITE (en euros par unité)

Désignation des marchandises	Débarquement	Embarquement et transbordement
	€ / Unité	€ / Unité
<u>Animaux vivants :</u>		
. d'un poids inférieur à 10 kg	0.276	0.276
. d'un poids supérieur ou égal à 10 kg et inférieur à 100 kg	0.537	0.537
. d'un poids supérieur ou égal à 100 kg	0.901	0.901
<u>Véhicules ne faisant pas l'objet de transactions commerciales :</u>		
. véhicules à 2 roues	0.537	0.537
. voitures de tourisme	3.665	3.665
. autocars	13.126	13.126
. camions d'un poids total à vide inférieur à 5 t	5.395	5.395
. camions d'un poids total à vide supérieur ou égal à 5 t	8.035	8.035
<u>Conteneurs pleins et remorques pleines non tractées :</u>		
. d'une longueur inférieure à 8 m	0.100	0.100
. d'une longueur supérieure ou égale à 8 m et inférieure à 10 m	0.100	0.100
. d'une longueur supérieure ou égale à 10 m	0.100	0.100

Les conteneurs vides et les remorques vides sont exonérés de la redevance sur les marchandises.

Les conteneurs pleins transportés par voie maritime, ayant comme destination finale un port de l'Union Européenne (DOM-TOM exclus), sont exonérés de la redevance sur les marchandises.

Les véhicules, ensembles attelés, remorques et semi-remorques, ne faisant pas l'objet de transaction commerciale, ni de convoi exceptionnel, ainsi que les marchandises qu'ils transportent, sont exonérés de la redevance sur les marchandises s'ils sont débarqués, embarqués ou transbordés d'un navire transbordeur (Type 2) ou d'un navire de charge à manutention horizontale (Type 8) assurant exclusivement des liaisons intra-communautaires.

Les véhicules, ensembles attelés, remorques et semi-remorques chargés, faisant l'objet d'un convoi exceptionnel, sont taxés selon leur longueur et les marchandises transportées sont taxées suivant la catégorie à laquelle elles appartiennent.

## **ARTICLE 8 - Conditions de liquidation des redevances sur les marchandises**

**8.1** - Pour chaque déclaration, les redevances prévues à la partie I du tableau figurant à l'article 7 du présent tarif sont perçues sur le poids global des marchandises appartenant à une même catégorie.

a) Elles sont liquidées :

- à la tonne lorsque le poids imposable est supérieur à 900 kg,
- au quintal lorsque le poids est inférieur ou égal à 900 kg.

Toute fraction de tonne ou de quintal est comptée pour une unité.

Le taux de la redevance au quintal est égal au dixième de la redevance à la tonne. Ce taux est, le cas échéant, arrondi au millième supérieur.

b) Sous réserve des exemptions applicables aux cadres, conteneurs et caisses palettes, les emballages sont, en principe, soumis au même taux que les marchandises qu'ils contiennent. Toutefois, lorsqu'une déclaration se rapporte à des marchandises de plusieurs catégories, la totalité des emballages est classée d'office dans la catégorie dominant en poids.

**8.2** - Les déclarations doivent mentionner le poids brut total et le poids imposable par catégorie pour les marchandises faisant l'objet d'une redevance au poids brut et le nombre des animaux, véhicules ou conteneurs faisant l'objet d'une redevance à l'unité.

A l'appui de chaque déclaration relative à des marchandises relevant de plusieurs catégories, le déclarant doit joindre un bordereau récapitulatif faisant apparaître le poids ou le nombre par article de déclaration et par catégorie. Ce bordereau doit être daté et signé par le déclarant.

**8.3** - Si toutes les marchandises font l'objet d'une même déclaration au poids, le redevable a la faculté de demander que leur ensemble soit soumis au taux applicable à la partie la plus élevée. Aucun bordereau récapitulatif n'est alors exigé, la déclaration doit simplement mentionner le poids global des marchandises déclarées.

L'absence de bordereau récapitulatif équivaut à l'acceptation par le déclarant de la liquidation simplifiée et il ne sera donné suite à aucune demande ultérieure tendant à obtenir la révision sur la base de perception par catégorie.

**8.4** - En application des dispositions de l'article R.\*215-1 du code des ports maritimes :

- le minimum de perception est fixé à 1.14 € par déclaration ;
- le seuil de perception est fixé à 0,57 € par déclaration.

**8.5 - La redevance sur les marchandises n'est pas due pour (article R.\* 212-16 du code des ports maritimes) :**

- les matériaux employés au lestage ou provenant du délestage des navires s'ils sont effectivement débarqués et ne donnent lieu à aucune opération commerciale ;

- les produits livrés à l'avitaillement, au gréement ou à l'armement des navires et les marchandises de pacotille appartenant aux équipages ;

- les marchandises appartenant à l'Etat et transportées sur les navires de guerre et les bâtiments de service des administrations de l'Etat, ainsi que les marchandises appartenant à la marine nationale débarquées des navires de commerce mouillés à l'intérieur d'un port de guerre ou accostés aux ouvrages militaires appartenant à la marine nationale ;

- les marchandises mises à terre temporairement dans l'enceinte du port et qui, sans avoir quitté cette enceinte, sont rechargées sur le même navire en continuation de transport ;

- le matériel débarqué des navires pour réparation ou nettoyage ;

- les bagages accompagnant les passagers ;

- les tares des cadres, palettes, remorques ou semi-remorques transportés en charge ou à vide.

#### **8.6 - Réduction applicable aux marchandises.**

1°) Les marchandises débarquées, puis acheminées en transit douanier à destination de l'étranger, sont soumises à une redevance dont le taux est réduit de 50 % par rapport à celui qui est normalement appliqué aux marchandises débarquées.

2°) Les marchandises embarquées qui sont arrivées directement de l'étranger en transit douanier sont soumises à une redevance dont le taux est réduit de 50 % par rapport à celui qui est normalement appliqué aux marchandises embarquées ou transbordées.

3°) Les marchandises transbordées sont soumises à la seule redevance de transbordement.

4°) Les marchandises exportées vers des pays tiers provenant de la zone franche, après y avoir subi des opérations de transformation, d'empotage ou de dépotage, sont exonérées de la redevance sur les marchandises à la sortie.

#### **8.7 - Liaisons de caractère local.**

Sont exonérés de la redevance sur les marchandises :

1°) Les marchandises transportées par un service public de passage d'eau entre les deux rives de la Garonne, de la Dordogne ou de la Gironde.

2°) Les matériaux dragués dans la circonscription du Grand Port Maritime de Bordeaux.

3°) Les marchandises transportées d'un point à un autre de la circonscription du Grand Port Maritime de Bordeaux.

### **SECTION III**

#### **REDEVANCE SUR LES PASSAGERS**

**ARTICLE 9 - Conditions d'application de la redevance sur les passagers prévue aux articles R.\* 212-17 à R.\* 212-19 du code des ports maritimes**

**9.1** - Les passagers embarqués, débarqués, ou transbordés dans la circonscription du Grand Port Maritime de Bordeaux, sont soumis à une redevance de 4.50 € par passager.

**9.2** - Ne sont pas soumis à la redevance sur les passagers :

- les enfants âgés de moins de quatre ans ;
- les militaires voyageant en formations constituées ;
- le personnel de bord ;
- les agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit ;
- les agents publics dans l'exercice de leurs missions à bord.

**9.3** - Bénéficient d'un abattement de 50 % de la redevance :

- les passagers ne débarquant que temporairement au cours de l'escale en un ou plusieurs points de la circonscription du port<sup>3</sup> ;
- les croisiéristes et les excursionnistes munis d'un billet aller et retour utilisé dans un délai inférieur à soixante-douze heures<sup>4</sup> ;
- les passagers transbordés.

**9.4** - Liaisons de caractère local.

Les passagers embarquant ou débarquant des navires assurant un service public de passage d'eau entre les deux rives de la Garonne, de la Dordogne et de la Gironde sont exonérés de la redevance sur les passagers mentionnée ci-avant.

<sup>3</sup> et <sup>4</sup> La mise en œuvre de l'abattement de 50 % pour les passagers en transit et les excursionnistes, qui s'applique sur les opérations de débarquement et de rembarquement, se traduit par la perception d'une redevance unique de 4.50 € par passager en transit, excursionniste ou croisiériste, liquidée à la sortie.

## **SECTION IV**

### **REDEVANCE DE STATIONNEMENT DES NAVIRES**

#### **ARTICLE 10 - Conditions d'application de la redevance de stationnement prévue à l'article R.\* 212-12 du code des ports maritimes**

**10.1** - Les navires ou engins flottants assimilés, autres que les navires de pêche, dont le séjour dans le port de Bordeaux, soit en l'absence d'opérations commerciales, soit à l'exclusion du temps nécessaire aux opérations commerciales, dépasse une durée de franchise de 15 jours, sont soumis à une redevance de stationnement dont les taux en euros sont fixés dans les conditions suivantes :

0.020 € par mètre cube et par jour au-delà de la période de franchise.

Ce taux s'applique au volume géométrique du navire calculé comme indiqué à l'article R.\* 212-3 du code des ports maritimes.

**10.2** - La redevance de stationnement est à la charge de l'armateur.

Le minimum de perception est de 282 € par navire.

Le seuil de perception est fixé à 141 € par navire.

**10.3** - Sont exonérés de la redevance de stationnement :

- les navires de guerre,
- les bâtiments de service des administrations de l'Etat et du Grand Port Maritime de Bordeaux,
- les navires affectés au pilotage et au remorquage qui ont le port de Bordeaux pour port d'attache,
- les bâtiments de servitude et les engins flottants de manutention ou de travaux quand ils agissent pour le compte du Grand Port Maritime de Bordeaux,

**10.4** - Au-delà de la période de franchise, la redevance de stationnement est exigible le dernier jour de chaque mois calendaire et au départ du navire. La durée du séjour est calculée sur la base de jours calendaires. Toute fraction de jour est comptée pour un jour.

**10.5** - Pour les navires effectuant dans le port des opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement de passagers ou de marchandises, la période de franchise est augmentée du délai prévu, selon les usages locaux pour ces opérations.

La redevance n'est pas due pendant le stationnement dans les formes ou engins de radoub.

Le taux de la redevance de stationnement est réduit de 50 % et la période de franchise est portée à 30 jours, pour le stationnement lié à la réparation ou à la construction navale. Cette franchise est portée à 60 jours pour les navires ayant effectué au préalable un passage en forme ou engin de radoub.

**10.6** - Pour les navires ayant le port de Bordeaux comme port de stationnement habituel, le taux de la redevance de stationnement est réduit de 50 % et la période de franchise est portée à 30 jours.

## **SECTION V**

### **REDEVANCE SUR LES ORDURES MENAGERES DES NAVIRES**

#### **ARTICLE 12 - Conditions d'application de la redevance perçue pour la collecte et le traitement des ordures ménagères des navires**

**12.1** - Il est perçu sur tout navire de commerce débarquant, embarquant ou transbordant des marchandises dans les zones 1, 2 ou 3 du port de Bordeaux définies au 1.2 de l'article 1<sup>er</sup> et déposant des ordures ménagères, une redevance forfaitaire pour la collecte et le traitement de ces ordures (limitées à 750 l), d'un montant de 93 €.

Sur tout navire de commerce débarquant, embarquant ou transbordant des marchandises dans les zones 1, 2 ou 3 du port de Bordeaux définies au 1.2 de l'article 1<sup>er</sup> et ne déposant pas d'ordures ménagères, il est perçu une redevance forfaitaire d'un montant de 114 €.

**12.2** - Sont exonérés de la redevance pour la collecte et le traitement des ordures ménagères des navires :

- les paquebots et navires de croisière,
- les navires escalant sur les postes privés (postes 515, 602, 710 et 711),
- les navires visés à l'article 1<sup>er</sup>, point 1.6, du présent tarif.

**12.3** - La redevance perçue pour la collecte et le traitement des ordures ménagères des navires est à la charge de l'armateur.

**12.4** - Conditions de liquidation de la redevance sur les ordures ménagères des navires :

- lorsqu'un navire embarque ou transborde des marchandises, la redevance est liquidée à la sortie ;
- lorsqu'un navire débarque des marchandises, la redevance est liquidée à l'entrée ;
- pour les navires débarquant des marchandises à l'entrée et embarquant, au cours de la même escale, des marchandises à la sortie, la redevance n'est liquidée qu'une seule fois, à l'entrée.

-

**Arrêté portant agrément  
de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée  
ou SELARL dénommée "LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DUPUY"**

LE PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n°92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- VU** la demande déposée le 3 octobre 2011 par Maître Brigitte DUPOURQUE, avocate à la Société Juridique et Fiscale "MOYAERT, DUPOURQUE, BARALE & ASSOCIES" à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine- Direction de l'Offre de Soins concernant l'agrément d'une Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée "LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DUPUY" pour exploiter le laboratoire de biologie médicale sis 39 boulevard Victor Hugo à CREON ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est agréée la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée "LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DUPUY" dont le siège social est fixé à CREON (33670) au 39 boulevard Victor Hugo ;

Cette société exploite le laboratoire de biologie médicale suivant :

39 boulevard Victor Hugo  
33670 CREON  
Ayant pour biologiste responsable :  
Mme Isabelle DUPUY, médecin biologiste

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 3** : La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 17 OCTOBRE 2011

p/ Le Préfet,

la Secrétaire Générale : Isabelle DILHAC



**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

Arrêté du 19 octobre 2011

portant modification de l'autorisation de  
regroupement de laboratoires de biologie médicale  
en un laboratoire multi sites dénommé  
« LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES  
ANABIO »

MISSION PHARMACEUTIQUE ET BIOLOGIQUE

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le livre II de la sixième partie du code santé publique et notamment les articles R.6212-72 à R 6212-92 ;
- VU** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU** les arrêtés préfectoraux modifiés d'autorisation de fonctionnement de chacun des deux laboratoires de biologie médicale concernés se transformant en sites d'un laboratoire de biologie médicale multi sites ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 16 mars 1994 modifié portant agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée « LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO » sise 22 avenue du Général de Gaulle à BLANQUEFORT (33290) ;
- VU** la demande envoyée le 7 octobre 2011 par la représentante légale du laboratoire de biologie médicale multi sites à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine – Direction de l'Offre de Soins concernant l'acquisition de deux laboratoires de biologie médicale ;

**Considérant que** le laboratoire de biologie médicale sis 22 avenue du Général de Gaulle à BLANQUEFORT (33290) résulte de la transformation de cinq (5) laboratoires existants et autorisés préalablement à la publication de l'Ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée.

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du présent arrêté, l'arrêté du 22 février 2011 portant autorisation de regroupement de laboratoires de biologie médicale en un laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé "LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO" sis 22 avenue du Général de Gaulle à BLANQUEFORT (33290) est modifié ;

**Article 2** : La composition du laboratoire de biologie médicale multi sites est modifiée comme suit par l'acquisition sous conditions suspensives :

1. du laboratoire de biologie médicale situé au 2 rue Georges Négrevergne à MERIGNAC (33700)  
inscrit sous le N°33-188 sur la liste préfectorale des laboratoires de la Gironde enregistré sous le numéro FINESS catégorie 610 ET 33 002 793 9
2. du laboratoire de biologie médicale situé 7 place de la Vème République à PESSAC (33600)  
inscrit sous le N°33-106 sur la liste préfectorale des laboratoires de la Gironde enregistré sous le numéro FINESS catégorie 610 ET 33 079 592 3.

**Article 3 :**

A compter du présent arrêté, sont retirés :

- les autorisations préfectorales des laboratoires inscrits sous les numéros 33-188, et 33-106 ;
- les numéros FINESS catégorie 610 ET 33 002 793 9 et 33 079 592 3.

délivrés antérieurement à la publication de l'Ordonnance du 13 janvier 2010, aux laboratoires de biologie médicale sus cités

**Article 4 :**

Le laboratoire multi sites «LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO» est composé de cinq (5) sites ouverts au public dont les adresses et les numéros FINESS sont les suivants :

1. 22 avenue du Général de Gaulle à BLANQUEFORT (33290)  
numéro FINESS : 33 003 458 8
2. 6 route de Bordeaux à PAREMPUYRE (33290)  
numéro FINESS : 33 003 463 8
3. 16 B rue de la Tremoille à MARGAUX (33460)  
numéro FINESS : 33 003 467 9
4. 2 rue Georges Négrevergne à MERIGNAC (33700)  
numéro FINESS : 33 004 090 8
5. 7 place de la Vème République à PESSAC (33600)  
numéro FINESS : 33 004 085 8

**Article 5 :**

Le laboratoire multi sites est exploité par la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée «LABORATOIRES ANALYSES MEDICALES ANABIO» enregistrée sous le numéro FINESS EJ 33 003 453 9 et dont le siège social est fixé au 22 avenue du Général de Gaulle à BLANQUEFORT (33290)

**Article 6 :**

Les biologistes exerçant au sein du laboratoire multi sites «LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO» sont :

- Mme Agnès PREVOST, biologiste coresponsable, Président du Directoire de la SELAS, associée professionnelle et pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;
- Mme Catherine LAFFERRIERE, biologiste coresponsable, Directeur général de la SELAS, membre du directoire, associée professionnelle et pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;
- Mme Emilie POUILLERIE-CLOART biologiste coresponsable, Directeur général de la SELAS membre du directoire, associée professionnelle et pharmacien biologiste, inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

M. Gilles PUYMARTIN, biologiste coresponsable, Directeur général de la SELAS, membre du directoire, associé professionnel et pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

M. Thierry ZIEGLER, biologiste coresponsable, Directeur général de la SELAS , membre du directoire, associé professionnel et pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

M. Alain PEUCHANT biologiste coresponsable, Directeur général de la SELAS , membre du directoire, associé professionnel et pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

- Mme Marie-Laure GACHET, biologiste coresponsable, Directeur général de la SELAS, membre du directoire, associée professionnelle et pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

**Article 6 :**

Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, Direction de l'Offre de soins et d'une modification du présent arrêté

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

**Article 8 :**

Cet arrêté sera notifié à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de la Gironde
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde
- Mme la Directrice de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine
- Mme PREVOST biologiste coresponsable
- Mme LAFFERRIERE biologiste coresponsable
- Mme POUILLERIE-CLOART biologiste coresponsable
- M. PUYMARTIN, biologiste coresponsable,
- M. ZIEGLER, biologiste coresponsable
- M. PEUCHANT, biologiste coresponsable
- Mme GACHET, biologiste coresponsable.

**Article 9 :**

La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 19 octobre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,

signé : Nicole KLEIN

**Arrêté du 19.10.2011  
portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice  
Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée  
«LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO»**

**PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE DU MERITE**

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société des Professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n°92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 mars 1994 modifié portant agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée sise à BLANQUEFORT (33290) 22 avenue du Général de Gaulle ;
- VU** l'arrêté en date du 22 février 2011 pris par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé «LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO» situé à BLANQUEFORT (33290) 22 avenue du Général de Gaulle ;
- VU** Les documents transmis le 7 octobre 2011 par la représentante légale et Présidente de la Société d'Exercice Libéral par Action Simplifiée "LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO" :
- Le procès verbaux des délibérations de l'assemblée générale ordinaire du 14 septembre 2011;
  - Le procès verbal de la réunion du directoire du 14 septembre 2011,
  - Les actes de cession sous conditions suspensives des deux laboratoires de biologie médicale.

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : A compter du présent arrêté, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral en date du 16 mars 1994 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée : «LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO» dont le siège social est fixé au 22 avenue du Général de Gaulle à BLANQUEFORT (33290) exploite le laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé «LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO» situé au 22 avenue du Général de Gaulle à BLANQUEFORT (33290) implanté sur les sites ci-dessous :

- 22 avenue du Général de Gaulle à BLANQUEFORT (33290)
- 6 route de Bordeaux à PAREMPUYRE (33290)
- 16 B rue de la Tremoille à MARGAUX (33460)
- 2 rue Georges Négrevergne à MERIGNAC (33700)
- 7 place de la Vème République à PESSAC (33600).

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 3** : La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux le 19 octobre 2011

P/Le Préfet

La Secrétaire Générale,

signé : Isabelle DILHAC

---

**ARRETE DU 19 OCTOBRE 2011**

---

PORTANT MODIFICATION DE L'AGREMENT DE LA SOCIETE  
D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE OU SELARL  
DENOMMEE  
"SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL DE DIRECTEURS ET  
DIRECTEURS ADJOINTS DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE  
BIOLOGIE MEDICALE ANALABO"

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R.6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de Laboratoire d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 septembre 1998 modifié portant agrément de la SELARL "SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL DE DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE ANALABO" sise 41 rue de Pacaris à TALENCE (33400) ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 1<sup>ER</sup> mars 1968 modifié portant autorisation d'ouverture du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 89 avenue Jean-Jacques Rousseau à Saint-Médard-en-Jalles (33160) ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 21 janvier 1987 modifié portant autorisation d'ouverture du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 41 rue de Pacaris à TALENCE (33400) ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 30 avril 2004 modifié portant l'autorisation du transfert du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 14 place Amélie Raba-Léon à BORDEAUX (33000) ;
- VU** le courrier en date du 7 octobre 2011 de la représentante légale du laboratoire de biologie médicale multi-sites dénommée "LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO" à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'Offre de Soins) concernant l'acquisition du laboratoire de biologie médicale sis à MERIGNAC (33700) - 2 rue Georges Négrevérge et la nomination de Monsieur PEUCHANT et Madame GACHET en qualité de biologistes coresponsables de la SELAS "LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES ANABIO" ;

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du présent arrêté les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté modifié du 2 septembre 1998 sont modifiées comme suit :

La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée «SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL DE DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE ANALABO» dont le siège social est situé au 41 chemin de Pacaris à 33400 TALENCE exploite les laboratoires de biologie médicale suivants :

- Le laboratoire de biologie médicale  
41 chemin Pacaris à 33400 TALENCE  
enregistré sous le numéro préfectoral 33-124
- Le laboratoire de biologie médicale  
14 place Amélie Raba-Léon à 33000 BORDEAUX  
enregistré sous le numéro préfectoral 33-109
- Le laboratoire de biologie médicale  
89 avenue J-J Rousseau à 33160 ST-MEDARD-EN-JALLES  
enregistré sous le numéro préfectoral 33-022

**Article 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 3** : La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à BORDEAUX, le 19 octobre 2011

P/Le PREFET  
la Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC



Arrêté du 19 OCTOBRE 2011

portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale n° 33-127 exploité par la SELARL dénommée : "LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DUPUY"

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment, l'article L. 6222-1 ;
- VU** la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 février 1989 modifié portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis après transfert à CREON (33670) - 39 boulevard Victor Hugo ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 17 octobre 2011 portant agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée "LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DUPUY" sise à CREON (33670) - 39 boulevard Victor Hugo ;
- VU** la demande déposée le 3 octobre 2011 par Maître Brigitte DUPOURQUE, avocate de la Société Juridique et Fiscale "MOYAERT, DUPOURQUE, BARALE & ASSOCIES" à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine- Direction de l'Offre de Soins concernant l'agrément d'une Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée "LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DUPUY" pour exploiter le laboratoire de biologie médicale sis 39 boulevard Victor Hugo à CREON ;

## **ARRETE**

**Article 1 :** les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral en date du 20 février 1989 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

le laboratoire de biologie médicale situé au 39 boulevard Victor Hugo à CREON (33670), enregistré sous le numéro 33-127 sur la liste préfectorale de la Gironde et le numéro FINESS catégorie 610 ET 33 0796137 est désormais exploité par la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée "LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DUPUY" dont le siège social est fixé au 39 boulevard Victor Hugo à CREON (33670) ;

Il a pour biologistes :

- Mme le Docteur Isabelle DUPUY, biologiste responsable, gérante de la SELARL, médecin biologiste inscrit à l'Ordre Départemental des Médecins de la Gironde
- Mme Irène MALAFOSSE, biologiste médicale et pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 110303.

**Article 2 :** Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine ( Direction Offre de soins) et d'une modification de la présente décision.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification.

**Article 4 :** Cet arrêté sera notifié à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de la Gironde
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde,
- Mme la Directrice de la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde,
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine,
- Mme le Docteur DUPUY, médecin biologiste
- Mme MALAFOSSE, pharmacien biologiste

**Article 5 :** La Directrice Générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 19 OCTOBRE 2011

P/La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,  
par délégation la Directrice générale adjointe  
ANNE BARON

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**MISSION PHARMACEUTIQUE ET BIOLOGIE**

Arrêté du 19 octobre 2011  
portant modification de l'autorisation de  
fonctionnement du laboratoire de biologie médicale  
n°33-133 exploité par la SELARL "SOCIETE  
D'EXERCICE LIBERAL DE DIRECTEURS ET  
DIRECTEURS ADJOINTS DE LABORATOIRES  
D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE  
AQUIBIO"

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment le Livre II de la sixième partie ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 avril 1990 modifié portant autorisation de fonctionnement du Laboratoire de biologie médicale après transferts sis 142 rue Pasteur à BORDEAUX (33200) ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 9 février 1998 modifié portant agrément de la SELARL " SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL DE DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE AQUIBIO" sise 37 avenue Charles de Gaulle à BRUGES (33520) ;
- VU** Le courriel en date du 1er septembre 2011 de Madame Anne TAUPIN, Docteur en pharmacie souhaitant que le temps de présence des deux biologistes médicaux des deux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELARL AQUIBIO soit modifié.

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du présent arrêté, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 4 mai 1990 modifié portant autorisation du laboratoire de biologie médicale enregistré sous le numéro préfectoral 33-133 et inscrit sous le numéro FINESS catégorie 610 : 33 005 368 7 situé au 142 rue Pasteur à BORDEAUX (33200) sont remplacées par les dispositions suivantes :

Ce laboratoire de biologie médicale a pour biologistes :

- Mme TAUPIN Anne, biologiste coresponsable, associé professionnel et cogérant, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens
- Mme MIQUEL Delphine, (ex épouse FERREIRA), biologiste médical, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens exerçant à temps partiel.

Ce laboratoire de biologie médicale est exploité par la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée "SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL DE DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE AQUIBIO" sise 37 avenue Charles de Gaulle à BRUGES (33520).

**Article 2** : Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet, dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration à Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction Offre de soins) et d'une modification du présent arrêté.

**Article 3** : Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification.

**Article 4** : Cet arrêté sera notifié à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde,
- Mme la Directrice de la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde,
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine,
- Mme TAUPIN biologiste coresponsable
- Mme MIQUEL, biologiste médical.

**Article 5** : La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 19 octobre 2011

P/ La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,  
La Directrice générale adjointe  
signé : ANNE BARON

---

**Association AURAD- Aquitaine Gradignan**

<i>Finess Juridique :</i>	330000266
<i>Finess Géographique :</i>	240002725 240002691
	330007402 330056284
	330007667 330780461
	330007634 330007550
	330007725 330007683
	330007642 330007626
	330007584 330024639
	400010906 400007332
	400006797 400006706
	400006730 470002262
	470002320 470013558
	470002387 470002411
	470002361 470002346
	470001868 470002403
	640005310 640005302

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour l'Association AURAD - Aquitaine.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 22 novembre 2011

**Centre Aquitain de Dialyse à  
Domicile- Gradignan**

*Finess Juridique :* 330007386

*Finess Géographique :* 330007410

330795303

330795295

330802364

330056227

400789715

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour le Centre Aquitain de Dialyse à Domicile.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Centre Hospitalier Saint  
Nicolas de Blaye - Blaye***

***Finess Juridique : 330781220***

***Finess Géographique : 330000571***

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour le Centre Hospitalier Saint Nicolas de Blaye.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 22 novembre 2011

**Centre Hospitalier Robert  
Boulin- Libourne**

***Finess Juridique : 330781253***

***Finess Géographique : 330000605***

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour le Centre Hospitalier Robert Boulin.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 22 novembre 2011

**Centre Hospitalier Jean Hameau–  
Arcachon**

**Finess Juridique : 330781204**

**Finess Géographique : 330000555**

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour le Centre Hospitalier Jean Hameau.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN





Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Centre Hospitalier de Bazas***

*Finess Juridique : 330781212*

*Finess Géographique : 330804501*

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour le Centre Hospitalier de Bazas.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

***Centre Hospitalier de Sainte  
Foy la Grande***

***Finess Juridique : 330781261***

***Finess Géographique : 330000613***

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour le Centre Hospitalier de Sainte Foy la Grande.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 22 novembre 2011

---

**Centre Hospitalier  
InterCommunal Sud Gironde**

*Finess Juridique :* 330027509

*Finess Géographique :* 330000597  
330000589

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour le Centre Hospitalier InterCommunal Sud Gironde.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 22 novembre 2011

---

**Centre Hospitalier Universitaire  
de Bordeaux**

*Finess Juridique :* 330781196

*Finess Géographique :* 330781360

330781352

330783648

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Clinique d'Arcachon***

***Finess Juridique : 330000126***

***Finess Géographique : 330780206***

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique d'Arcachon.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Clinique Chirurgicale Bel Air -  
Bordeaux***

***Finess Juridique : 330000027***

***Finess Géographique : 330780040***

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Chirurgicale Bel Air.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Clinique Chirurgicale du  
Libournais - Libourne***

***Finess Juridique : 330010059***

***Finess Géographique : 330780255***

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Chirurgicale du Libournais.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Clinique du Sport Bordeaux  
Mérignac***

***Finess Juridique : 330021429***

***Finess Géographique : 330780271***

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique du sport Bordeaux Mérignac.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Clinique Mutualiste Arnaud  
Duben- Pessac***

***Finess Géographique : 330780529***

***Finess Juridique : 330796392***

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Mutualiste Arnaud Duben.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Clinique Mutualiste du Médoc***

*Finess Géographique : 330780495*

*Finess Juridique : 330796392*

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Mutualiste du Médoc.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 22 novembre 2011

***Clinique Saint Antoine de  
Padoue - Bordeaux***

***Finess Juridique : 330055930***

***Finess Géographique : 330780073***

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Saint Antoine de Padoue.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Clinique Saint Augustin-  
Bordeaux***

***Finess Juridique : 330000043***

***Finess Géographique : 330780081***

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Saint Augustin.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

***Clinique Saint Louis – Le Bouscat***

***Finess Géographique : 330780149***

***Finess Juridique : 330000282***

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Saint Louis.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN





Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Clinique Sainte Anne - Langon***

*Finess Juridique :* 330000316

*Finess Géographique :* 330780511

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Sainte Anne.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

***Clinique Ophtalmologique  
Thiers - Bordeaux***

***Finess Géographique : 330780487***

***Finess Juridique : 330000282***

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Ophtalmologique Thiers.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,  
  
Anne BARON

Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Clinique Tivoli Théodore Ducos -  
Bordeaux***

*Finess Juridique :* 330000076  
330000068

*Finess Géographique :* 330780115  
330780107

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Tivoli Théodore Ducos.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN





Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Clinique Tourny - Bordeaux***

*Finess Juridique :* 330000084

*Finess Géographique :* 330780123

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Tourny.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN





Arrêté du 22 novembre 2011

***Clinique Wallerstein - Bordeaux***

*Finess Juridique :* 330000324

*Finess Géographique :* 330780537

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Clinique Wallerstein.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

---

**Centre de Traitement des  
Maladies Rénales Saint Augustin  
- Bordeaux**

*Finess Juridique :* 330000258

*Finess Géographique :* 330054453

330056516

330780446

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour le Centre de Traitement des Maladies Rénales.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 22 novembre 2011

*Hospitalisation à Domicile des Vignes et  
des Rivières - Libourne*

*Finess Juridique : 330025859*

*Finess Géographique : 330025958*

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre le Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour l'Hospitalisation A Domicile des Vignes et des Rivières.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-13, D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**



Arrêté du 22 novembre 2011

---

**Hôpital Privé Saint Martin-  
Pessac**

*Finess Juridique :* 330000308

*Finess Géographique :* 330780503  
330780453

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour l'Hôpital Privé Saint Martin.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

***Hôpital Suburbain du Bouscat***

*Finess Juridique : 330780545*

*Finess Géographique : 330000332*

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour l'Hôpital Suburbain du Bouscat.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Institut Bergonié***

*Finess Juridique : 330781329*

*Finess Géographique : 330000662*

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour l'Institut Bergonié.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

*Maison de Santé Marie Galène -  
Bordeaux*

*Finess Juridique : 330780347*

*Finess Géographique : 330000217*

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission de l'état des lieux de la situation de l'établissement au 30 juin 2011 conformément aux engagements de l'article 3 du contrat de bon usage,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Maison de Santé Marie Galène.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-13, D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, la Directrice de la Délégation Territoriale des Landes, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**



Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Maison de Santé Protestante de  
Bordeaux Bagatelle***

***Finess Juridique : 330780552***

***Finess Géographique : 330000340***

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté du 22 novembre 2011

***Polyclinique Bordeaux  
Caudéran - Bordeaux***

*Finess Juridique : 330000225*

*Finess Géographique : 330780354*

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Polyclinique Bordeaux Caudéran.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

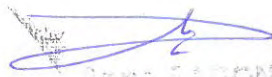
**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe

  
Anne SARON

Arrêté du 22 novembre 2011

***Polyclinique Bordeaux Nord  
Aquitaine - Bordeaux***

*Finess Juridique :* 330000274

*Finess Géographique :* 330780479

330783374

330007436

330054461

330008012

330056680

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 22 novembre 2011

***Polyclinique Bordeaux Rive  
Droite - Lormont***

***Finess Juridique : 330000134***

***Finess Géographique : 330780263  
330017989***

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Polyclinique Bordeaux Rive Droite.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN





Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Polyclinique Bordeaux Tondou***

*Finess Juridique : 330000670*

*Finess Géographique : 330781402*

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Polyclinique Bordeaux Tondu.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN





Arrêté du 22 novembre 2011

---

***Polyclinique Jean Villar -  
Bordeaux***

***Finess Juridique : 330000928***

***Finess Géographique : 330782582***

---

Fixation du taux de remboursement de la part prise en charge  
par les régimes obligatoires d'Assurance Maladie des spécialités  
pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à  
l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L. 162-22-7, D. 162-9 à D. 162-16,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 6111-1, L 6111-2, L 6144-1, L 6161-2, R 5126-14, R 5132-42, R 6111-10 et R 6111-11,

**VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé,

**VU** la signature du contrat de bon usage prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une durée de 5 ans, entre la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, le Médecin Conseil Régional du Régime Général de l'Assurance Maladie et le Représentant Légal de l'Etablissement,

**VU** la signature de l'avenant n°1 au contrat de bon usage relatif à l'annexe 1 fixant les objectifs cibles et intermédiaires de réalisation exprimés en termes quantitatifs et qualitatifs, pour chacun des engagements souscrits pour les années 2011 à 2015,

**VU** la transmission du rapport d'étape annuel avant le 15 octobre 2011,

**VU** les rapports transmis à l'établissement avant le 10 novembre 2011 en vue de présenter ses observations,

**VU** les observations de l'établissement dans les dix jours suivant la communication de la proposition du taux de remboursement,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Le taux de remboursement de la part prise en charge pour les régimes obligatoires d'assurance maladie des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnées à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale pour l'année 2012 est fixé à 100% pour la Polyclinique Jean Villar.

**ARTICLE DEUX** – La durée de validité de l'application de ce taux est fixée à un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des articles D. 162-14 et D. 162-15 du Code de la Sécurité Sociale.

**ARTICLE TROIS** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et à compter de sa notification à l'égard des personnes à qui il doit être notifié.

**ARTICLE QUATRE** – La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde, et les organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 3133-3 et suivants, et R. 6133-1 et suivants,

**VU** la décision du 28 juillet 2004 approuvant la convention constitutive du Groupement de coopération sanitaire dénommé « GCS RADC » sis Hôpital Pellegrin - place Amélie Raba Léon 33 076 Bordeaux,

**VU** la délibération de l'Assemblée générale dudit GCS, en date du 29 septembre 2011 au cours de laquelle il a été décidé, de procéder à la dissolution du « GCS RADC »,

#### **CONSTATE**

Article 1<sup>er</sup> : la dissolution du GCS susvisé, à la date du 31 décembre 2011, et que ledit GCS ne figure plus sur la liste des Groupements de Coopérations Sanitaires existant sur le territoire d' Aquitaine, à compter de cette date.

Article 2 : L'annonce de cette dissolution sera publiée aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

103 bis, rue Belleville – CS 91704 – 33063 BORDEAUX Cedex  
Standard : 05.57.01.44.00  
[www.ars.aquitaine.sante.fr](http://www.ars.aquitaine.sante.fr)

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

**La Directrice Générale  
l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 3133-3 et suivants, et R. 6133-1 et suivants,

**VU** la décision du 11 décembre 2003 approuvant la convention constitutive du Groupement de coopération sanitaire dénommé « Réseau Périnat Aquitaine » sis Hôpital Pellegrin - place Amélie Raba Léon 33 076 Bordeaux,

**VU** la délibération de l'Assemblée générale dudit GCS, en date du 14 septembre 2011 au cours de laquelle il a été décidé, de procéder à la dissolution du « Réseau Périnat Aquitaine »,

### **CONSTATE**

Article 1<sup>er</sup> : la dissolution du GCS susvisé, à la date du 31 décembre 2011 et que ledit GCS ne figure plus sur la liste des Groupements de Coopérations Sanitaires existant sur le territoire d'Aquitaine, à compter de cette date.

Article 2 : L'annonce de cette dissolution sera publiée aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

MAS Centre Hospitalier Sud Gironde

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 01/01/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 48 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de MAS Centre Hospitalier Sud Gironde (N° Finess 33.0.02576.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	453 580,00 €	3 009 407,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 292 089,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	263 738,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 799 167,00 €	3 009 407,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	210 240,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat : 112,92 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat : 160,72 €

**ARTICLE 4 -**

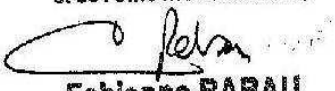
Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011  
 Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
 Par délégation,  
 La Directrice de la Santé Publique  
 et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
 Fabienne RABAU

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IME de Saint-Emilion

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 19/01/1996 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 94 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME de Saint-Emilion (N° Finess 33.0.78309.3 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	473 991,00 €	3 131 332,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 245 943,00 €	
	Dont CNR	2 904,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	411 398,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	3 084 698,00 €	3 131 332,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	16 425,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	30 209,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	199,51 €
En semi-internat :	181,51 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	199,78 €
En semi-internat :	181,78 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  




Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Les Clarines

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 63 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Les Clarines (N° Finess 33.0.78194.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	349 274,00 €	1 751 513,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 183 461,00 €	
	Dont CNR	11 900,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	89 195,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	129 583,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 741 513,00 €	1 751 513,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	10 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 149,93 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 128,14 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IMP Beaulieu

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 08/01/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 42 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IMP Beaulieu (N° Finess 33.0.78159.2 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	202 412,00 €	1 289 272,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	857 640,00 €	
	Dont CNR	34 260,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	229 220,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 209 556,00 €	1 289 272,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	21 870,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	57 846,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 281,03 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 139,62 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
**Fabienne RABAU**

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IME Pierre Delmas

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 21/11/2002 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 52 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME Pierre Delmas (N° Finess 33.0.78110.5 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	278 296,00 €	1 555 741,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 053 924,00 €	
	Dont CNR	65 100,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	223 521,00 €	
	Dont CNR	10 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 496 373,00 €	1 555 741,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	29 476,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	29 892,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 207,27 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 132,36 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP DE CREON

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 21/05/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 36 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP DE CREON  
(N° Finess 33.0.78104.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	202 004,00 €	1 911 022,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 493 319,00 €	
	Dont CNR	8 710,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	215 699,00 €	
	Dont CNR	66 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 883 622,00 €	1 911 022,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	27 400,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	407,41 €
En semi-internat :	389,41 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	266,88 €
En semi-internat :	248,88 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  




Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP de LANGON

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 20/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 32 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP de LANGON  
(N° Finess 33.0.78096.6 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	111 616,00 €	1 496 800,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 284 036,00 €	
	Dont CNR	700,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	101 148,00 €	
	Dont CNR	12 047,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 475 400,00 €	1 496 800,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	11 400,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	10 000,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	299,47 €
En semi-internat :	281,47 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	239,00 €
En semi-internat :	221,00 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

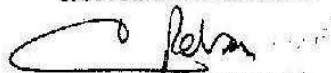
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IME Don Bosco

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 13/04/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 64 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME Don Bosco (N° Finess 33.0.78095.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	314 614,00 €	2 885 733,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 759 707,00 €	
	Dont CNR	43 208,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	662 857,00 €	
	Dont CNR	90 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	148 555,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 885 733,00 €	2 885 733,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	30,92 €
En semi-internat :	12,92 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	189,86 €
En semi-internat :	171,86 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

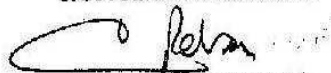
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Bellefonds

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 23/11/2001 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 50 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Bellefonds (N° Finess 33.0.78090.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	161 336,00 €	1 342 366,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 089 587,00 €	
	Dont CNR	19 643,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	91 443,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 303 986,00 €	1 342 366,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	38 380,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 104,96 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 154,89 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IMP Jean Le Tanneur

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 15/04/1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 50 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IMP Jean Le Tanneur (N° Finess 33.0.78088.3 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	276 609,00 €	1 579 974,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 077 462,00 €	
	Dont CNR	33 710,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	225 903,00 €	
	Dont CNR	20 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 530 053,00 €	1 579 974,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	23 676,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	26 245,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 315,95 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 155,29 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Millefleurs

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 67 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Millefleurs (N° Finess 33.0.78087.5 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	290 000,00 €	2 960 316,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 306 367,00 €	
	Dont CNR	1 258,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	363 949,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 796 992,00 €	2 960 316,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	14 100,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	12 900,00 €	
	<b>Excédent</b>	136 324,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	181,18 €
En semi-internat :	163,18 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	230,73 €
En semi-internat :	212,73 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

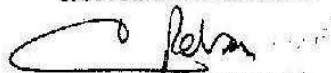
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IMP Saint Joseph

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/04/1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 70 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IMP Saint Joseph (N° Finess 33.0.78085.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	300 000,00 €	2 838 704,00 €
	Dont CNR	39 045,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 099 214,00 €	
	Dont CNR	61 008,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	439 490,00 €	
	Dont CNR	100 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 762 075,00 €	2 838 704,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	30 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	46 629,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	416,50 €
En semi-internat :	398,50 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	185,28 €
En semi-internat :	167,28 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

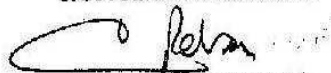
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Villa Flore

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 30 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Villa Flore (N° Finess 33.0.78083.4 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	108 500,00 €	1 063 609,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	709 750,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	208 903,00 €	
	Dont CNR	26 879,00 €	
	<b>Déficit</b>	36 456,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 057 209,00 €	1 063 609,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	6 400,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 239,97 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 162,93 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Saint Denis

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 94 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Saint Denis (N° Finess 33.0.78079.2 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	486 700,00 €	3 780 174,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 778 600,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	514 874,00 €	
	Dont CNR	100 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	3 598 089,00 €	3 780 174,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	63 317,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	3 883,00 €	
	<b>Excédent</b>	114 885,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	414,71 €
En semi-internat :	396,71 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	213,52 €
En semi-internat :	195,52 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  




Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

CEAP Centre Hospitalier Sud Gironde

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 22/10/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 26 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de CEAP Centre Hospitalier Sud Gironde (N° Finess 33.0.01497.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	370 492,00 €	1 620 427,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 136 771,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	113 164,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 543 635,00 €	1 620 427,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	76 792,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat : 108,64 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat : 177,98 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011

SESSAD Millefleurs

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 30 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Millefleurs (N°Finess 33.0.00959.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20 000,00 €	606 295,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	450 746,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	135 549,00 €	
	Dont CNR	49 665,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	582 341,00 €	606 295,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	755,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	23 199,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SESSAD Millefleurs est fixée à 582 341,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 48 528,42 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 96,10 €

**ARTICLE 3 -**

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Millefleurs est fixée à 555 875,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 46 322,92 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 91,73 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

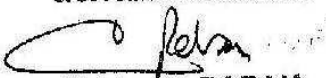
**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
**Fabienne RABAU**

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011

SESSAD Libourne

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 11/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Libourne (N°Finess 33.0.05770.4 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 062,00 €	281 142,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	222 301,00 €	
	Dont CNR	29 486,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	35 726,00 €	
	Dont CNR	17 584,00 €	
	<b>Déficit</b>	14 053,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	281 142,00 €	281 142,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SESSAD Libourne est fixée à 281 142,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 23 428,50 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 113,18 €

**ARTICLE 3 -**

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Libourne est fixée à 220 019,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 18 334,92 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 88,57 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

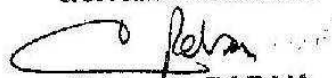
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,



**Fabienne RABAU**



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011

SESSAD Bellefonds

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 23/11/2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 25 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Bellefonds (N°Finess 33.0.05769.6 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	46 624,00 €	505 556,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	435 500,00 €	
	Dont CNR	3 212,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	23 432,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	502 023,00 €	505 556,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	3 533,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SESSAD Bellefonds est fixée à 502 023,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 41 835,25 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 508,64 €

**ARTICLE 3 -**

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Bellefonds est fixée à 498 811,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 41 567,58 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 505,38 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

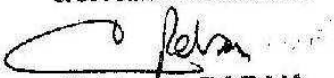
**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
**Fabienne RABAU**

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011

SESSAD Saute Mouton

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 19/01/1999 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Saute Mouton (N°Finess 33.0.05614.4 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	32 570,00 €	726 605,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	502 555,00 €	
	Dont CNR	70 000,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	147 985,00 €	
	Dont CNR	70 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	43 495,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	721 605,00 €	726 605,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	5 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SESSAD Saute Mouton est fixée à 721 605,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 60 133,75 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 172,96 €

**ARTICLE 3 -**

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Saute Mouton est fixée à 538 110,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 44 842,50 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 128,98 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
**Fabienne RABAU**

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Raymond Bloy

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 52 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Raymond Bloy (N°Finess 33.0.78244.2 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	237 985,00 €	2 341 654,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 564 904,00 €	
	Dont CNR	1 035,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	495 148,00 €	
	Dont CNR	39 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	43 617,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 331 842,00 €	2 341 654,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	9 812,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	298,69 €
En semi-internat :	280,69 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	221,83 €
En semi-internat :	203,83 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

JES Arc en Ciel

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 08/03/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 50 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de JES Arc en Ciel (N°Finess 33.0.80444.4 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	499 800,00 €	2 694 559,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 744 697,00 €	
	Dont CNR	83 500,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	450 062,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 565 477,00 €	2 694 559,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	7 022,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	122 060,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 544,10 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 278,87 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Roaillan

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 26 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Roaillan (N°Finess 33.0.80430.3 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	114 810,00 €	816 346,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	456 930,00 €	
	Dont CNR	5 375,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	230 414,00 €	
	Dont CNR	62 415,00 €	
	<b>Déficit</b>	14 192,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	816 346,00 €	816 346,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 385,13 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 139,83 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

UPCAT

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 07/05/1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de UPCAT  
(N°Finess 33.0.79699.6 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	24 024,00 €	235 749,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	141 270,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	70 455,00 €	
	Dont CNR	24 105,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	187 814,00 €	235 749,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	3 127,00 €	
	<b>Excédent</b>	44 808,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 146,10 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 89,45 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

CRP La Tour de Gassies

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 30/08/1990 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 96 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de CRP La Tour de Gassies  
(N°Finess 33.0.79534.5 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	208 847,00 €	2 708 847,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 900 000,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	600 000,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 608 490,00 €	2 708 847,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	67 552,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	32 805,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	175,45 €
En semi-internat :	175,45 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	137,99 €
En semi-internat :	137,99 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

MAS DES QUATRE VENTS

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 28/11/1987 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 55 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 15/11/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de MAS DES QUATRE VENTS  
(N°Finess 33.0.79400.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	438 401,00 €	3 824 062,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 871 560,00 €	
	Dont CNR	8 927,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	514 101,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	3 535 640,00 €	3 824 062,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	243 216,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	45 206,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	155,06 €
En semi-internat :	155,06 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	196,84 €
En semi-internat :	196,84 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

MAS DU LAC VERT

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 02/12/1985 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 54 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de MAS DU LAC VERT  
(N°Finess 33.0.79363.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	447 827,00 €	3 695 032,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 875 029,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	372 176,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	3 382 147,00 €	3 695 032,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	312 885,00 €	
	Dont forfait journalier	280 383,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	228,09 €
En semi-internat :	228,09 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	193,06 €
En semi-internat :	193,06 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP La Marelle

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 15 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP La Marelle (N°Finess 33.0.79248.2 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	36 173,00 €	444 265,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	316 656,00 €	
	Dont CNR	389,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	91 436,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	444 265,00 €	444 265,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 198,50 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 205,97 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IME MEDOC

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 30/04/1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 96 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME MEDOC (N°Finess 33.0.78533.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	559 084,00 €	2 993 698,00 €
	Dont CNR	60 000,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 112 681,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	287 521,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	34 412,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 968 698,00 €	2 993 698,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	25 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	187,60 €
En semi-internat :	169,60 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	199,18 €
En semi-internat :	181,18 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

CSES Alfred Peyrelongue

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 19/10/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 120 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de CSES Alfred Peyrelongue (N°Finess 33.0.78378.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	960 000,00 €	6 299 441,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	4 473 738,00 €	
	Dont CNR	2 500,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	865 703,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	6 034 564,00 €	6 299 441,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	157 165,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	107 712,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat : 383,55 €  
En semi-internat : 365,55 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat : 375,78 €  
En semi-internat : 357,78 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ERP Robert Lateulade

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 25/02/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 229 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ERP Robert Lateulade (N°Finess 33.0.78111.3 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	421 270,00 €	3 723 303,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 748 000,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	530 000,00 €	
	Dont CNR	251 600,00 €	
	<b>Déficit</b>	24 033,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	3 683 203,00 €	3 723 303,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	40 100,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 28/11/2011 à :

En internat :	245,05 €
En semi-internat :	245,05 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	91,77 €
En semi-internat :	91,77 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IME Les Joualles

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 27/05/1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 37 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME Les Joualles (N°Finess 33.0.78242.6 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	120 000,00 €	1 492 848,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 099 189,00 €	
	Dont CNR	71 372,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	273 659,00 €	
	Dont CNR	40 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 436 798,00 €	1 492 848,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	8 899,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	47 151,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	366,11 €
En semi-internat :	348,11 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	154,91 €
En semi-internat :	136,91 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Macanan

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 62 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Macanan (N°Finess 33.0.78209.5 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	197 171,00 €	2 382 964,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 862 574,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	323 219,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 164 909,00 €	2 382 964,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	16 293,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	78 216,00 €	
	<b>Excédent</b>	123 546,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	191,54 €
En semi-internat :	173,54 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	189,67 €
En semi-internat :	171,67 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IMP Château Tujean

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 27/05/1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 60 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IMP Château Tujan  
(N°Finess 33.0.78192.3 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	330 000,00 €	2 276 432,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 598 721,00 €	
	Dont CNR	1 018,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	318 716,00 €	
	Dont CNR	25 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	28 995,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 271 366,00 €	2 276 432,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	5 066,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	220,82 €
En semi-internat :	202,82 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	181,13 €
En semi-internat :	163,13 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Alfred Lecocq

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 48 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Alfred Lecocq (N°Finess 33.0.78173.3 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	208 295,00 €	2 200 490,00 €
	Dont CNR	30 000,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 686 050,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	306 145,00 €	
	Dont CNR	50 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 082 151,00 €	2 200 490,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	21 931,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	71 305,00 €	
	<b>Excédent</b>	25 103,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat : 427,90 €  
En semi-internat : 409,90 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat : 214,08 €  
En semi-internat : 196,08 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Le Grand Barail

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 30/03/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 30 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Le Grand Barail (N°Finess 33.0.78171.7 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	167 187,00 €	1 724 063,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 209 324,00 €	
	Dont CNR	25 600,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	333 236,00 €	
	Dont CNR	31 400,00 €	
	<b>Déficit</b>	14 316,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 719 512,00 €	1 724 063,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	4 551,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	224,83 €
En semi-internat :	206,83 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	186,04 €
En semi-internat :	168,04 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IME LES TILLEULS

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 28/11/1987 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 75 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME LES TILLEULS (N°Finess 33.0.78168.3 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	380 582,00 €	2 494 088,00 €
	Dont CNR	12 000,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 810 909,00 €	
	Dont CNR	39 220,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	259 552,00 €	
	Dont CNR	19 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	43 045,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 470 584,00 €	2 494 088,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	23 504,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	241,59 €
En semi-internat :	223,59 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	188,10 €
En semi-internat :	170,10 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Nazareth

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 68 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Nazareth (N°Finess 33.0.78167.5 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	405 055,00 €	2 581 785,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 778 771,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	397 959,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 220 236,00 €	2 581 785,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	22 907,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	88 207,00 €	
	<b>Excédent</b>	250 435,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	248,63 €
En semi-internat :	230,63 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	189,97 €
En semi-internat :	171,97 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



**Nicole KLEIN**

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IME d'Aquitaine

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 19/04/1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 55 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME d'Aquitaine (N°Finess 33.0.78164.2 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	288 000,00 €	1 884 421,00 €
	Dont CNR	30 000,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 302 894,00 €	
	Dont CNR	1 668,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	259 424,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	34 103,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 829 408,00 €	1 884 421,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	52 693,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	2 320,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	279,94 €
En semi-internat :	261,94 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	175,08 €
En semi-internat :	157,08 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IMPRO Vieux Moulin

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 07/05/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 42 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2012

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IMPRO Vieux Moulin (N°Finess 33.0.78161.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	143 309,00 €	914 100,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	623 891,00 €	
	Dont CNR	39 602,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	146 900,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	788 322,00 €	914 100,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	10 160,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	24 286,00 €	
	<b>Excédent</b>	91 332,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 134,43 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 97,44 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IME L'Esteppe

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 23/12/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 15 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME L'Estepé (N°Finess 33.0.02123.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	146 779,00 €	988 815,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	691 666,00 €	
	Dont CNR	834,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	150 187,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	183,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	983 815,00 €	988 815,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	5 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 203,59 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 327,82 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
**Nicole KLEIN**



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IMPRO BEL AIR

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 01/05/1995 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 68 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IMPRO BEL AIR  
(N°Finess 33.0.78109.7 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	241 500,00 €	1 472 537,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	909 871,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	255 288,00 €	
	Dont CNR	48 250,00 €	
	<b>Déficit</b>	65 878,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 449 237,00 €	1 472 537,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	15 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	8 300,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En semi-internat : 206,01 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En semi-internat : 105,11 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IME ETOILE DE LA MER

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 30/04/1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 70 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME ETOILE DE LA MER (N°Finess 33.0.78108.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	344 288,00 €	2 373 938,00 €
	Dont CNR	25 000,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 714 580,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	313 451,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	1 619,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 291 209,00 €	2 373 938,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	26 519,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	56 210,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	249,60 €
En semi-internat :	231,60 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	160,34 €
En semi-internat :	142,34 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IEM Château Raba

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 27/05/1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 66 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IEM Château Raba (N°Finess 33.0.78107.1 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	429 165,00 €	3 870 071,00 €
	Dont CNR	19 165,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 999 917,00 €	
	Dont CNR	71 965,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	440 989,00 €	
	Dont CNR	33 870,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	3 670 254,00 €	3 870 071,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	60 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	30 000,00 €	
	<b>Excédent</b>	109 817,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	384,08 €
En semi-internat :	366,08 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	264,01 €
En semi-internat :	246,01 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Rive Droite

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 16/08/2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 80 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Rive Droite (N°Finess 33.0.78105.5 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	533 061,00 €	4 483 575,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	3 245 991,00 €	
	Dont CNR	3 465,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	704 523,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	4 428 994,00 €	4 483 575,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	10 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	10 066,00 €	
	<b>Excédent</b>	34 515,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	881,28 €
En semi-internat :	863,28 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	218,68 €
En semi-internat :	200,68 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Rive Gauche

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 16/08/2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 63 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Rive Gauche (N°Finess 33.0.78103.0 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	296 460,00 €	3 138 911,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 205 899,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	504 599,00 €	
	Dont CNR	126 260,00 €	
	<b>Déficit</b>	131 953,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	3 133 911,00 €	3 138 911,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	5 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	401,22 €
En semi-internat :	383,22 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	263,80 €
En semi-internat :	245,80 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IME ALOUETTE

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 30/04/1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 130 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME ALOUETTE (N°Finess 33.0.78102.2 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	565 300,00 €	4 160 101,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 843 761,00 €	
	Dont CNR	2 874,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	751 040,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	3 784 672,00 €	4 160 101,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	138 506,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	236 923,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	154,90 €
En semi-internat :	136,90 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	196,90 €
En semi-internat :	178,90 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Saint-Vincent

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 60 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Saint-Vincent (N°Finess 33.0.78092.5 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	395 600,00 €	2 491 238,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 870 091,00 €	
	Dont CNR	97 893,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	179 758,00 €	
	Dont CNR	50 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	45 789,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 468 738,00 €	2 491 238,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	8 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	14 500,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	384,70 €
En semi-internat :	366,70 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	190,96 €
En semi-internat :	172,96 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

IMC René Cassagne

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 09/08/2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 115 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IMC René Cassagne (N°Finess 33.0.78089.1 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 341 235,00 €	5 806 527,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	3 841 711,00 €	
	Dont CNR	4 000,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	623 581,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	5 639 932,00 €	5 806 527,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	31 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	135 595,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 30/11/2011 à :

En internat :	902,32 €
En semi-internat :	884,32 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	320,81 €
En semi-internat :	302,81 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

CESDA Richard Chapon

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 19/10/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 75 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de CESDA Richard Chapon (N°Finess 33.0.78084.2 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	987 044,00 €	4 728 172,00 €
	Dont CNR	150 000,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	3 118 336,00 €	
	Dont CNR	5 275,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	622 792,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	4 455 252,00 €	4 728 172,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	80 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	192 920,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	355,27 €
En semi-internat :	337,27 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	313,28 €
En semi-internat :	295,28 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Stéhélin

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 07/12/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 26 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Stéthélin (N°Finess 33.0.78082.6 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	109 926,00 €	1 286 283,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	979 429,00 €	
	Dont CNR	19 058,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	167 951,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	28 977,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 276 361,00 €	1 286 283,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	9 922,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	459,50 €
En semi-internat :	441,50 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	259,90 €
En semi-internat :	241,90 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Château Breillan

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 30/06/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 50 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Château Breillan (N°Finess 33.0.78080.0 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	265 434,00 €	2 177 912,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 624 772,00 €	
	Dont CNR	14 600,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	287 706,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 142 971,00 €	2 177 912,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	13 925,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	21 016,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat : 247,76 €  
En semi-internat : 229,76 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat : 223,73 €  
En semi-internat : 205,73 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

Archipel Aliénor

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 24/02/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 46 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de Archipel Aliénor (N°Finess 33.0.78059.4 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	509 609,00 €	4 188 602,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 812 136,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	757 235,00 €	
	Dont CNR	150 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	109 622,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	4 165 245,00 €	4 188 602,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	20 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	3 357,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	582,45 €
En semi-internat :	564,45 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	308,79 €
En semi-internat :	290,79 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN



Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

ITEP Plein Air

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 35 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Plein Air (N°Finess 33.0.78057.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	159 150,00 €	1 347 973,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	962 791,00 €	
	Dont CNR	5 839,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	187 012,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	39 020,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 327 973,00 €	1 347 973,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	10 000,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	10 000,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat :	244,08 €
En semi-internat :	226,08 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat :	182,97 €
En semi-internat :	164,97 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

MAS Monséjour Marly

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 07/06/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de MAS Monséjour Marly (N°Finess 33.0.02171.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	84 337,00 €	774 397,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	541 553,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	148 507,00 €	
	Dont CNR	33 325,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	736 386,00 €	774 397,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	38 011,00 €	
	Dont forfait journalier	36 267,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat : 435,09 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat : 332,81 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

MAS de Tresses

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 14/04/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 60 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de MAS de Tresses (N°Finess 33.0.02166.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 011 435,00 €	4 988 341,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	3 109 731,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	867 175,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	4 696 607,00 €	4 988 341,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	243 306,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	48 428,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat : 285,01 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat : 272,16 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
Nicole KLEIN

Arrêté du 01/12/2011

Portant fixation de la tarification

MAS Le Sabla

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 09/06/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 28 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de MAS Le Sabla (N°Finess 33.0.02137.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	345 000,00 €	2 784 698,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 959 485,00 €	
	Dont CNR	50 745,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	480 213,00 €	
	Dont CNR	60 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 385 717,00 €	2 784 698,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	158 293,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	240 688,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat : 312,82 €

**ARTICLE 3 -**

Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat : 288,03 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
Nicole KLEIN



Arrêté du  
fixant la composition du jury pour la correction de  
l'épreuve théorique pour l'obtention du certificat de  
capacité pour effectuer des prélèvements sanguins

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** les articles L. 4352-2 et L.4352-3 du Code la Santé Publique ;
- VU** l'Ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale ;
- VU** l'arrêté du 3 mars 2006 relatif à l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence ;
- VU** l'arrêté du 13 mars 2006 modifié fixant les conditions de délivrance du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins en vue d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté pris le 27 septembre 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine autorisant l'ouverture de l'épreuve théorique en date du 5 décembre 2011 de 14 heures à 15 heures pour le certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Il est mis en place un jury afin d'uniformiser au niveau régional la correction de l'épreuve théorique en vue de l'obtention du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins ;

**ARTICLE 2** : L'épreuve théorique en vue de l'obtention du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins s'est déroulée le lundi 5 décembre 2011 de 14 heures à 15 heures dans les centres d'examen suivants :

- Agen
- Bordeaux,
- Mont-de-Marsan
- Pau
- Périgueux.

**ARTICLE 3 :** Sont désignés membres du jury :

- Mme la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine ou son représentant, Président
- M. Alexandre COLS, Pharmacien Inspecteur de Santé Publique
- M. Laurent DESFARGES, Enseignant Biochimie-Génie Biologique au Lycée Technique Saint-Louis de Bordeaux
- Mme Sophie LEFEVRE, Infirmière de Santé Publique
- M. Philippe MURAT, Pharmacien Inspecteur de Santé Publique
- M. Pierre POUYANNE, Médecin de Santé Publique
- Mme Marie-Pierre SANCHEZ, Pharmacien Inspecteur de Santé Publique

**ARTICLE 4 :** la Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 7 décembre 2011

P/ La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine et par délégation,  
Le Directeur de l'Offre de Soins

Patrice RICHARD

Arrêté du **- 7 DEC. 2011**

*portant retrait d'autorisation concernant 4 places d'accueil de  
jour et nouvelle répartition des places d'hébergement  
permanent réservées aux personnes atteintes de la maladie  
d'Alzheimer dans l'Etablissement pour Personnes Agées  
Dépendantes (E.H.P.A.D) Les Doyennés du Langonnais à  
Langon*

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite**

**Le Président du Conseil Général**

- VU** le code de l'action sociale et des familles notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements et l'article D 313-7-2 relatif à la caducité de l'autorisation ;
- VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L3214-1 et L3221-9 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 relatif à l'accueil de jour ;
- VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;
- VU** le Programme Régional et Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2011-2013 de la région Aquitaine ;
- VU** le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;
- VU** l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde en date du 2 mars 2007 autorisant partiellement la création de 12 places d'hébergement permanent et de 3 places d'accueil de jour au sein de l'EHPAD « Les Doyennés du Langonnais » à Langon et précisant que les 69 lits d'hébergement permanent, 2 lits d'hébergement temporaire et la place d'accueil de jour non financés du projet faisaient l'objet d'une inscription sur la liste d'attente décrite à l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles ;

---

Espace Rodesse  
CS 91704  
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

---

Esplanade  
Charles-de-Gaulle  
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde du 29 juin 2007 autorisant la création de l'EHPAD « Les Doyennés du Langonnais » en totalité et fixant la capacité globale à 87 lits et places se répartissant ainsi :

- hébergement permanent : 81 lits dont 26 réservés à l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ;
- hébergement temporaire : 2 lits dont 1 lit réservé à l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ;
- places d'accueil de jour : 4 places réservées aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ;

et mentionnant la nécessité de procéder à un examen complémentaire par les services du Conseil Général pour accorder l'habilitation à l'aide sociale ;

**VU** l'arrêté conjoint modificatif du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde du 9 janvier 2009 portant habilitation à l'aide sociale des 87 lits et places autorisés ;

**CONSIDERANT** la demande faite par l'ARS à tous les EHPAD disposant d'un accueil de jour inférieur à 6 places de se positionner sur l'une des options proposées soit : demande d'extension pour atteindre 6 places ou demande de retrait d'autorisation de l'accueil de jour ou demande de dérogation ;

**CONSIDERANT** la visite de conformité du 8 septembre 2011 constatant la nouvelle répartition des lits d'hébergement permanent réservés à l'accueil des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer (24 au lieu de 26) ;

**CONSIDERANT** la demande de retrait d'autorisation des 4 places d'accueil de jour émise par l'établissement le 19 septembre 2011 ;

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et du Directeur Général des Services Départementaux ;

### **- ARRETE -**

**ARTICLE 1er** – L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles est accordée au représentant de l'Association les Doyennés au profit de l'EHPAD « Les Doyennés du Langonnais » à Langon est modifiée comme suit :

- suppression des 4 places d'accueil de jour Alzheimer,
- transformation de 2 places d'hébergement permanent Alzheimer en 2 places classiques.

La capacité globale est en conséquence portée à 83 places réparties comme suit :

	EHPAD classique	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	57	24	81
Hébergement temporaire	1	1	2
TOTAL	58	25	83

**ARTICLE 2** - Conformément à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 2 mars 2007. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 3** – Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 4** – Ce service est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** Association « Les Doyennés »

N° FINESS : 37 000 648 8

N° SIREN : 491 986 253

Code statut juridique : 60

Association Loi 1901

**Entité établissement :** Les Doyennés du Langonnais

N° FINESS : 33 002 062 9

N° SIRET : 491 986 253 00012

Code catégorie : 200                      capacité : 83

Maison de retraite

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	57
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	24
657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	1
657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	1

**ARTICLE 5** - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et du recueil des actes du département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 6** – La Directrice Générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le **- 7 DEC. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général

Pour le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux

  
Gérard MARTY

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du **8 DEC. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû à la Maison de Santé MARIE GALENE  
N° Finess 330000217 au titre de l'activité du mois  
d'octobre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 16 novembre 2011, par la Maison de Santé Marie Galène ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **140 764,95 €** soit :

. **140 764,95 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la Maison de Santé Marie Galène et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **8 DEC. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**MAISON SANTE MARIE GALENE(330000217)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : mercredi 16/11/2011, 17:21**  
**Date de validation par la région : lundi 05/12/2011, 11:01**  
**Date de récupération : lundi 05/12/2011, 11:01**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n° 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 610 450,97	1 610 450,97	1 469 686,02	140 764,95	140 764,95
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DML	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DML ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 610 450,97</b>	<b>1 610 450,97</b>	<b>1 469 686,02</b>	<b>140 764,95</b>	<b>140 764,95</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>											
Activité d'hospitalisation	140 764,95										
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	0,00										
Médicaments séjours	0,00										
DML	0,00										
<b>Total</b>	<b>140 764,95</b>										

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du **8 DEC. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de **SAINTE FOY LA GRANDE** N° Finess 330781261 au titre de l'activité du mois d' octobre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 28 novembre 2011, par le centre hospitalier de Sainte Foy la Grande,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **434 219,70 €** soit :

. **433 000,63 €** au titre de l'activité

. **1 219,07 €** au titre des spécialités pharmaceutiques

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Sainte Foy la Grande et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **8 DEC. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**C.H STE FOY LA GRANDE(330781261)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : lundi 28/11/2011, 13:58**  
**Date de validation par la région : lundi 05/12/2011, 16:21**  
**Date de récupération : lundi 05/12/2011, 16:26**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L n précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 682 769,04	3 682 769,04	3 293 295,75	399 473,29	399 473,29
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 846,91	15 846,91	14 627,84	1 219,07	1 219,07
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 619,57	3 619,57	3 220,72	398,85	398,85
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 651,03	310 651,03	277 522,54	33 128,48	33 128,48
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 022 886,54</b>	<b>4 022 886,54</b>	<b>3 588 666,85</b>	<b>434 219,70</b>	<b>434 219,70</b>

<b>P : Montant de l'activité</b>	<b>399 473,29</b>
Activité d'hospitalisation	399 473,29
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	33 527,34
Médicaments séjours	1 219,07
DMI	0,00
<b>Total</b>	<b>434 219,70</b>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 8 DEC. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier intercommunal SUD GIRONDE N° Finess 330027509 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier intercommunal Sud Gironde, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, les 28 et 29 novembre 2011 par le centre hospitalier intercommunal Sud Gironde ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 273 903,54 €** soit :

- . **2 206 446,27 €** au titre de l'activité (y compris l'HAD),
- . **28 322,76 €** au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD),
- . **39 134,51 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier intercommunal Sud Gironde et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **8 DEC. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : mardi 29/11/2011, 09:07**  
**Date de validation par la région : jeudi 01/12/2011, 08:11**  
**Date de récupération : jeudi 01/12/2011, 08:12**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	4 921,57	0,00	0,00	0,00	19 054 581,04	19 054 581,04	17 180 674,69	1 873 906,35	1 873 906,35
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 126,47	36 126,47	33 841,05	2 485,42	2 485,42
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 884,67	271 884,67	232 750,16	39 134,51	39 134,51
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	268 598,94	268 598,94	240 596,92	28 002,03	28 002,03
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319 553,04	319 553,04	289 468,83	30 084,21	30 084,21
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 555,51	8 555,51	7 496,67	1 058,84	1 058,84
ACE	0,00	263 780,07	0,00	263 780,07	0,00	4 210,09	2 012 994,13	2 280 984,29	2 093 784,19	187 200,10	187 200,10
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>263 780,07</b>	<b>4 921,57</b>	<b>263 780,07</b>	<b>0,00</b>	<b>4 210,09</b>	<b>21 972 293,80</b>	<b>22 240 283,96</b>	<b>20 078 412,50</b>	<b>2 161 871,46</b>	<b>2 161 871,46</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	1 876 391,77
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	218 343,15
Médicaments séjours	28 002,03
DMI	39 134,51
<b>Total</b>	<b>2 161 871,46</b>

**MAT2A HAD DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : lundi 28/11/2011, 09:10**  
**Date de validation par la région : jeudi 01/12/2011, 08:37**  
**Date de récupération : jeudi 01/12/2011, 08:38**

	B : Montant LAMDA (n-2) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009	C : Dernier montant LAMDA (n-2) renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Montant de l'activité LAMDA (n-2) pris en compte (C si B=0, B sinon)	E : Montant LAMDA (n-1) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	F : Dernier montant LAMDA (n-1) renseigné au titre de l'année 2010	G : Montant de l'activité LAMDA (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon)	H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total pour cette période (H + G + D)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I-J)	L : Montant de l'activité notifié
GHT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 359 311,08	1 359 311,08	1 247 599,73	111 711,35	111 711,35
Molécules onéreuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 855,43	26 855,43	26 534,70	320,73	320,73
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 386 166,51</b>	<b>1 386 166,51</b>	<b>1 274 134,43</b>	<b>112 032,08</b>	<b>112 032,08</b>



Arrêté du **8 DEC. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû à la clinique médicale LES  
FONTAINES DE MONJOUS N° Finess 330780370  
au titre de l'activité du mois d'octobre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 16 mai 2008 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique médicale Les Fontaines de Monjous à compter du 1<sup>er</sup> mars 2008 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 5 décembre 2011, par la clinique médicale Les Fontaines de Monjous ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **123 642,65 €** soit :

. **123 642,65 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique médicale Les Fontaines de Monjous et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **8 DEC. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**FONTAINES DE MONJOURS(330780370)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : lundi 05/12/2011, 13:13  
 Date de validation par la région : mardi 06/12/2011, 09:49  
 Date de récupération : mardi 06/12/2011, 09:50

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n° 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA d0 au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA d0 au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	949 573,05	949 573,05	825 930,40	123 642,65	123 642,65
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>949 573,05</b>	<b>949 573,05</b>	<b>825 930,40</b>	<b>123 642,65</b>	<b>123 642,65</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	123 642,65
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	0,00
Médicaments séjours	0,00
DMI	0,00
<b>Total</b>	<b>123 642,65</b>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 8 DEC. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû à la clinique mutualiste du MEDOC  
N° Finess 330780495 au titre de l'activité du mois d'  
octobre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique du Médoc, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 1 décembre 2011, par la clinique mutualiste du Médoc,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 133 778, 27 €** soit :

- . **1 080 918,79 €** au titre de l'activité,
- . **7 858,56 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **45 000,92 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste du Médoc et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **8 DEC. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC(330780495)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : jeudi 01/12/2011, 11:38**  
**Date de validation par la région : lundi 05/12/2011, 12:31**  
**Date de récupération : lundi 05/12/2011, 12:34**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois nécéssaires)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 796 480,94	9 796 480,94	8 828 717,49	967 763,45	967 763,45
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 867,94	30 867,94	27 064,61	3 803,34	3 803,34
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	362 681,56	362 681,56	317 680,64	45 000,92	45 000,92
Mon patient	0,00	0,00	1 974,31	0,00	0,00	0,00	74 789,79	74 789,79	66 931,23	7 858,56	7 858,56
All dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246 016,38	246 016,38	223 607,68	22 408,70	22 408,70
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 723,61	5 723,61	5 082,61	641,00	641,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	796 460,48	796 460,48	710 158,17	86 302,30	86 302,30
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 974,31</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 313 020,71</b>	<b>11 313 020,71</b>	<b>10 179 242,44</b>	<b>1 133 778,27</b>	<b>1 133 778,27</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	971 566,79
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	109 352,00
Médicaments séjours	7 858,56
DMI	45 000,92
<b>Total</b>	<b>1 133 778,27</b>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 8 DEC. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste de PESSAC N° Finess 330780529 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique mutualiste de Pessac, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 1<sup>er</sup> décembre 2011, par la clinique mutualiste de Pessac,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 722 274,32 €** soit :

- . **2 503 825,94 €** au titre de l'activité,
- . **8 223,85 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **210 224,53 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste de Pessac et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **8 DEC. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CLINIQUE MUTUALISTE(330780529)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : jeudi 01/12/2011, 10:52**  
**Date de validation par la région : lundi 05/12/2011, 15:21**  
**Date de récupération : lundi 05/12/2011, 15:29**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 199 302,19	22 199 302,19	19 812 539,31	2 386 762,87	2 386 762,87
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 531 947,00	1 531 947,00	1 321 722,48	210 224,53	210 224,53
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 866,60	192 866,60	184 642,76	8 223,85	8 223,85
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 891,45	168 891,45	150 617,46	18 273,99	18 273,99
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 921,08	23 921,08	21 789,24	2 131,84	2 131,84
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	881 370,89	881 370,89	784 713,66	96 657,23	96 657,24
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24 998 299,22</b>	<b>24 998 299,22</b>	<b>22 276 024,90</b>	<b>2 722 274,32</b>	<b>2 722 274,32</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	2 386 762,87
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	117 063,07
Médicaments séjours	8 223,85
DMI	210 224,53
<b>Total</b>	<b>2 722 274,32</b>

Arrêté du 8 DEC. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au CRF LA TOUR DE GASSIES  
N° Finess 330781139 au titre de l'activité du mois  
d'octobre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 22 novembre 2011, par le CRF LA TOUR DE GASSIES.

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée **10 099.59 €** soit :

. **10 099,59 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CRF LA TOUR DE GASSIES et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **8 DEC. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement  
 CRF LA TOUR DE GASSIES(330781139)  
 Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mardi 22/11/2011, 16:15  
 Date de validation par la région : lundi 05/12/2011, 11:34  
 Date de récupération : lundi 05/12/2011, 11:35

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois 2)	K : Montant de l'activité calculé (I + J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 945,95	74 945,95	66 723,47	9 222,48	9 222,48
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 247,33	4 247,33	3 370,22	877,11	877,11
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>79 193,28</b>	<b>79 193,28</b>	<b>69 093,69</b>	<b>10 099,59</b>	<b>10 099,59</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	9 222,48
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules or	877,11
Médicaments séjours	0,00
DMI	0,00
<b>Total</b>	<b>10 099,59</b>

Arrêté du 8 DEC. 2011

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile  
Domicile Santé à Gradignan*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 12/04/2006 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile Domicile Santé pour une capacité totale de 50 places dont 42 destinées aux personnes malades ou dépendantes âgées de plus de 60 ans et 8 places destinées aux personnes handicapées âgées de moins de 60 ans,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile Domicile Santé n° FINESS 330793985 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	45 413,72	7 940	686 130,32
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	406 477,65	87 214 24 000	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	43 500	7 143	
	<b>Déficit</b>	60 365,95	28 076	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	533 757,32	126 373	686 130,32
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0	0	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	22 000	4 000	
	<b>Excédent</b>	0	0	

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **660 130,32 euros**, dont **24 000 euros** de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **55 010,86 euros**.

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **533 757,32 euros**. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **34,82 euros**.

La part de cette dotation affectée aux personnes handicapées est de **126 373 euros**. Le montant du prix de journée s'élève à **43,27 euros**.

**ARTICLE 3** – Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **636 130,32 euros**.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **53 010,86 euros**

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **533 757,32 euros**. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **34,82 euros**.

La part de cette dotation affectée aux personnes handicapées est de **102 373 euros**. Le montant du prix de journée s'élève à **35,06 euros**.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à

compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 DEC. 2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
**Nicole KLEIN**

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du GCSMS SUD GIRONDE à Caudrot*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 26/03/2009 autorisant le fonctionnement du GCSMS SUD GIRONDE pour une capacité totale de 212 places dont 205 destinées aux personnes malades ou dépendantes âgées de plus de 60 ans et 7 places destinées aux personnes handicapées âgées de moins de 60 ans,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,



## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du GCSMS SUD GIRONDE n° FINESS 330026089 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	338 286	12 160	2 623 664,32
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	1 884 677	70 478	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	81 264	2 654	
	<b>Déficit</b>	232 727,32	1 418	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 536 954,32	86 710	2 623 664,32
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0	0	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0	0	
	<b>Excédent</b>	0	0	

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **2 623 664,32** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **218 638,69** euros.

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **2 536 954,32** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **33,91** euros.

La part de cette dotation affectée aux personnes handicapées est de **86 710** euros. Le montant du prix de journée s'élève à **14,95** euros.

**ARTICLE 3** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 4** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 5** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **8 DEC. 2011.**

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du 09/12/2011

Portant fixation de la tarification

SAD DE ST DENIS DE PILE

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 27/11/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 10 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAD DE ST DENIS DE PILE (N°Finess 33.0.01208.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25 040,00 €	439 386,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	356 698,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	57 648,00 €	
	Dont CNR	1 000,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	439 386,00 €	439 386,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SAD DE ST DENIS DE PILE est fixée à 439 386,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 36 615,50 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 169,32 €

**ARTICLE 3 -**

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SAD DE ST DENIS DE PILE est fixée à 438 386,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 36 532,17 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 168,93 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 09/12/2011

**La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

Arrêté du 09/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011

SESSAD l'Epinette

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 16/08/2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 23 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD l'Epinette (N°Finess 33.0.02251.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 752,00 €	184 239,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	140 275,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	28 212,00 €	
Recettes	Dont CNR	0,00 €	184 239,00 €
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	144 156,00 €	
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	184 239,00 €
	<b>Excédent</b>	40 083,00 €	

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SESSAD l'Epinette

est fixée à 144 156,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 12 013,00 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 304,77 €

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 09/12/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
Nicole KLEIN

Arrêté du 09/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011

SESSAD du CSES Alfred Peyrelongue

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 19/10/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 75 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD du CSES Alfred Peyrelongue (N°Finess 33.0.79981.8 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	74 100,00 €	1 367 871,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 156 177,00 €	
	Dont CNR	25 000,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	112 250,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	25 344,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 367 871,00 €	1 367 871,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SESSAD du CSES Alfred Peyrelongue est fixée à 1 367 871,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 113 989,25 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 169,73 €

**ARTICLE 3 -**

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD du CSES Alfred Peyrelongue est fixée à 1 317 527,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 109 793,92 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 163,49 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.



**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 09/12/2011

**La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

Arrêté du 09/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011

SESSAD DE BLAYE

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 31/12/1996 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 20 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD DE BLAYE (N°Finess 33.0.79375.3 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	24 245,00 €	220 576,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	169 011,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	19 586,00 €	
	Dont CNR	2 940,00 €	
	<b>Déficit</b>	7 734,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	220 576,00 €	220 576,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SESSAD DE BLAYE est fixée à 220 576,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 18 381,33 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 168,25 €

**ARTICLE 3 -**

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD DE BLAYE est fixée à 209 902,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 17 491,83 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 160,11 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 09/12/2011

**La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

Arrêté du 09/12/2011

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2011

SAMSAH ARI

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 26/07/2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 20 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAMSAH ARI (N°Finess 33.0.02646.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 588,00 €	117 308,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	100 000,00 €	
	Dont CNR	27 592,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	8 720,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	117 308,00 €	117 308,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Pour l'exercice budgétaire 2011, le forfait global annuel de soins du SAMSAH ARI est fixé à 117 308,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 9 775,67 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 37,24 €

**ARTICLE 3 -**

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du SAMSAH ARI est fixé à 201 093,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 16 757,75 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 37,24 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 09/12/2011

**La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

Arrêté du 09/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011

SESSAD Macanan

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011



**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Macanan (N°Finess 33.0.01473.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 856,00 €	280 375,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	237 006,00 €	
	Dont CNR	30 288,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	32 513,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	269 672,00 €	280 375,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	703,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	10 000,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SESSAD Macanan est fixée à 269 672,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 22 472,67 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 119,43 €

**ARTICLE 3 -**

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Macanan est fixée à 249 384,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 20 782,00 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 110,44 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 09/12/2011

**La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

Arrêté du 09/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011

SESSAD de Castillon

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 16/08/2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 50 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD de Castillon (N°Finess 33.0.01468.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	31 526,00 €	399 465,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	312 293,00 €	
	Dont CNR	2 791,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	55 646,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	339 353,00 €	399 465,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	60 112,00 €	

**ARTICLE 2 -**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SESSAD de Castillon est fixée à 339 353,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 28 279,42 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 231,17 €

**ARTICLE 3 -**

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD de Castillon est fixée à 896 347,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 74 695,58 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 416,91 €

**ARTICLE 4 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 09/12/2011

**La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

Direction de l'Offre de Soins

Département Offre de Soins Hospitalière

---

**Renouvellement tacite d'autorisations  
des activités de soins et des équipements matériels lourds**

**Demande d'insertion au recueil des actes administratifs  
de la Gironde**

---

Selon l'article R. 6122-41 du Code de la santé publique, les renouvellements tacites d'autorisation intervenus en application du cinquième alinéa de l'article L. 6122-10 avec leur date de prise d'effet doivent être mentionnés dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Dans ce cadre, et aux fins d'insertion, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la liste des renouvellements tacites d'autorisations :

- des équipements matériels lourds
- d'activité de chirurgie ambulatoire
- d'activité de médecine

intervenues au 30 novembre 2011.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

~~La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine~~  
~~Le Directeur de l'Offre de Soins,~~

Nicole KLEIN  
**Patrice RICHARD**

**LISTE DES RENOUVELLEMENTS TACITES D'AUTORISATIONS INTERVENUS  
AU 30 NOVEMBRE 2011**

1. L'autorisation pour le renouvellement de l'exploitation du *scanographe* de marque Philips et de type Brilliance CT 64, accordée le 27 mars 2007, à la **SA Nouvelle Polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine**, est tacitement renouvelée.

Ce renouvellement prendra effet à compter du **7 août 2012** pour une durée de cinq ans.

N° FINESS de l'entité juridique	33 000 027 4
N° FINESS de l'établissement	33 078 047 9

2. L'autorisation pour le renouvellement de l'activité de *chirurgie ambulatoire* accordée le 30 juillet 2006 à effet du 4 octobre 2007 à la **SARL Clinique Chirurgicale Bel Air** est tacitement renouvelée.

Ce renouvellement prendra effet à compter du **5 octobre 2012** pour une durée de cinq ans.

N° FINESS de l'entité juridique	33 000 002 7
N° FINESS de l'établissement	33 078 004 0

3. L'autorisation pour le renouvellement de l'activité de *chirurgie ambulatoire* accordée le 15 juillet 2006 à effet du 1<sup>er</sup> juin 2007 à l'**Association « Les Amis de l'œuvre Wallerstein »** est tacitement renouvelée.

Ce renouvellement prendra effet à compter du **1<sup>er</sup> juin 2012** pour une durée de cinq ans.

N° FINESS de l'entité juridique	33 000 032 4
N° FINESS de l'établissement	33 078 053 7

4. L'autorisation pour le renouvellement de l'activité de *médecine en hôpital de jour* accordée le 13 novembre 2007 au **Centre Hospitalier de Blaye** est tacitement renouvelée.

Ce renouvellement prendra effet à compter du **14 novembre 2012** pour une durée de cinq ans.

N° FINESS de l'entité juridique	33 078 122 0
N° FINESS de l'établissement	33 000 057 1

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*EHPAD CH Libourne*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/10/2008

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de EHPAD CH Libourne

(N° Finess 330785114 ) est fixée à :

- 5 172 943,00 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 150 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,*
- 109 003,00 € pour l'accueil de jour,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 431 078,58 € pour l'hébergement permanent,
- 9 083,58 € pour l'accueil de jour,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	52,14 €
GIR 3-4 :	40,16 €
GIR 5-6 :	28,18 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 5 022 943,00 € pour l'hébergement permanent,
- 109 003,00 € pour l'accueil de jour,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 418 578,58 € pour l'hébergement permanent,
- 9 083,58 € pour l'accueil de jour,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

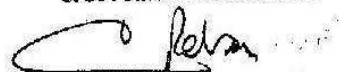
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Fontaudin à Pessac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 27/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 102 places, dont 91 places en HP, 6 places en AJ, 5 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2004

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Fontaudin à Pessac

(N° Finess 330803669 ) est fixée à :

- 675 218,63 € pour l'hébergement permanent,  
dont 20 480,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 65 400,00 € pour l'accueil de jour,
- 57 235,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 56 268,22 € pour l'hébergement permanent,
- 5 450,00 € pour l'accueil de jour,
- 4 769,58 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	24,69 €
GIR 3-4 :	18,25 €
GIR 5-6 :	11,80 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 654 738,63 € pour l'hébergement permanent,
- 65 400,00 € pour l'accueil de jour,
- 57 235,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 54 561,55 € pour l'hébergement permanent,
- 5 450,00 € pour l'accueil de jour,
- 4 769,58 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

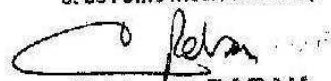
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Tropayse à Bassens*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 01/12/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 49 places, dont 49 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2004

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de TROPAYSE à Bassens

(N° Finess 330803321) est fixée à :

- 668 375,23 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 103 533,08 € pour l'expérimentation des médicaments,
  - dont 76 700,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 55 697,94 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	38,57 €
GIR 3-4 :	30,61 €
GIR 5-6 :	22,16 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 591 675,23 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 103 533,08 € pour l'expérimentation des médicaments,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 49 306,27 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

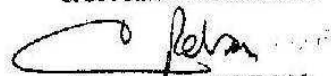
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Les Jardins de l'Iroise Blaye*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 20/07/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
33 places, dont 33 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/05/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les Jardins de l'Iroise Blaye (N° Finess 330800228 ) est fixée à :

- 337 627,30 € pour l'hébergement permanent,  
dont 28 917,50 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 28 135,61 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	31,90 €
GIR 3-4 :	24,32 €
GIR 5-6 :	16,74 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 308 709,80 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 25 725,82 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

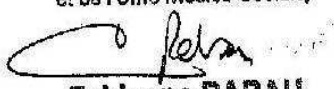
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Les Charmilles à Libourne*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 27/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
33 places, dont 33 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2011

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les Charmilles à Libourne (N° Finess 330800087 ) est fixée à :

- 378 579,56 € pour l'hébergement permanent,  
dont 30 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 31 548,30 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	33,81 €
GIR 3-4 :	25,53 €
GIR 5-6 :	17,26 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 337 152,56 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 28 096,05 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

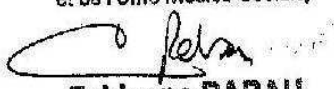
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Les Bois de Landecotte LALANDE DE FRONSAC*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 25/07/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
52 places, dont 52 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/11/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les Bois de Landecotte LALANDE DE FRONSAC

(N°Finess 330799925 ) est fixée à :

- 389 447,32 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 20 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 32 453,94 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	28,45 €
GIR 3-4 :	22,36 €
GIR 5-6 :	16,28 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 379 447,32 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 31 620,61 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Le Verger d'Anna à Sainte Terre*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 20/07/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
75 places, dont 66 places en HP, 9 places en HT

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Le Verger d'Anna à Sainte Terre (N° Finess 330799784 ) est fixée à :

- 676 739,66 € pour l'hébergement permanent,  
dont 40 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 95 400,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 56 394,97 € pour l'hébergement permanent,
- 7 950,00 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	35,64 €
GIR 3-4 :	27,32 €
GIR 5-6 :	19,01 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 635 759,66 € pour l'hébergement permanent,
- 95 400,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 52 979,97 € pour l'hébergement permanent,
- 7 950,00 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

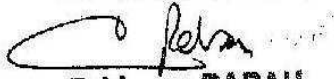
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Le Bois de Semignan à Lacanau*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2004

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Le Bois de Semignan à Lacanau (N° Finess 330799776 ) est fixée à :

- 586 218,99 € pour l'hébergement permanent,  
dont 78 791,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 48 851,58 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	40,00 €
GIR 3-4 :	24,92 €
GIR 5-6 :	9,77 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 558 693,99 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 46 557,83 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

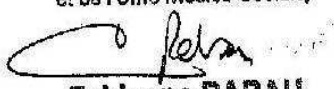
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Tiers Temps Bordeaux Résid. des Carmes*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 28/03/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
86 places, dont 79 places en HP, 5 places en AJ, 2 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Tiers Temps Bordeaux Résid. des Carmes (N° Finess 330799412) est fixée à :

- 1 260 113,95 € pour l'hébergement permanent,  
dont 7 730,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 54 500,00 € pour l'accueil de jour,
- 22 894,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 105 009,50 € pour l'hébergement permanent,
- 4 541,67 € pour l'accueil de jour,
- 1 907,83 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	46,77 €
GIR 3-4 :	38,53 €
GIR 5-6 :	30,30 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 1 259 914,53 € pour l'hébergement permanent,
- 54 500,00 € pour l'accueil de jour,
- 22 894,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 104 992,88 € pour l'hébergement permanent,
- 4 541,67 € pour l'accueil de jour,
- 1 907,83 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

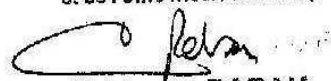
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Edyllis à Bordeaux*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 14/03/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 60 places, dont 60 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2009

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Edyllis à Bordeaux

(N° Finess 330799404 ) est fixée à :

- 396 169,01 € pour l'hébergement permanent,  
dont 3 300,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 33 014,08 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	23,62 €
GIR 3-4 :	18,86 €
GIR 5-6 :	14,10 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 392 869,01 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 32 739,08 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

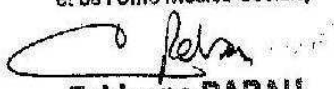
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence Vermeil à Bordeaux*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 16/03/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 40 places, dont 40 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2006

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence Vermeil à Bordeaux (N° Finess 330799347 ) est fixée à :

- 436 080,83 € pour l'hébergement permanent,  
dont 21 512,71 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 36 340,07 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	32,44 €
GIR 3-4 :	25,19 €
GIR 5-6 :	17,94 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 388 148,12 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 32 345,68 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

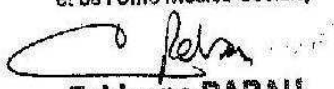
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence Henri Dunant Bordeaux*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 09/01/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
59 places, dont 59 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence Henri Dunant Bordeaux (N° Finess 330799297) est fixée à :

- 711 955,79 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 130 924,00 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 59 329,65 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	35,68 €
GIR 3-4 :	25,90 €
GIR 5-6 :	16,13 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 581 031,79 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 48 419,32 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

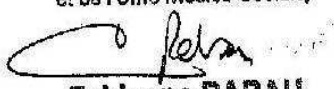
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Les Graves à Illats*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 21/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
32 places, dont 31 places en HP, 1 place en HT

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/06/2004

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les Graves à Illats

(N° Finess 330798711 ) est fixée à :

- 290 216,43 € pour l'hébergement permanent,  
dont 16 128,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 11 447,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 24 184,70 € pour l'hébergement permanent,
- 953,92 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	29,79 €
GIR 3-4 :	22,58 €
GIR 5-6 :	15,36 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 274 088,43 € pour l'hébergement permanent,
- 11 447,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 22 840,70 € pour l'hébergement permanent,
- 953,92 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.


### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*La savane GUJAN*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 26/10/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 40 places, dont 40 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/11/2004

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de La savane GUJAN

(N° Finess 330798646 ) est fixée à :

- 441 815,67 € pour l'hébergement permanent,  
dont 23 599,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 36 817,97 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	38,03 €
GIR 3-4 :	30,92 €
GIR 5-6 :	23,81 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 418 216,67 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 34 851,39 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

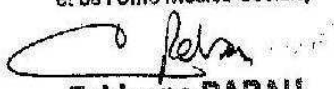
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Hôpital Marie Curie Villenave d'Ornon*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/03/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Home Marie Curie Villenave d'Ornon (N° Finess 330798331 ) est fixée à :

- 558 785,72 € pour l'hébergement permanent,  
dont 12 791,79 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 46 565,48 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	27,63 €
GIR 3-4 :	20,84 €
GIR 5-6 :	14,06 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 545 993,93 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 45 499,49 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

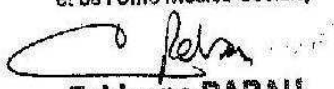
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Ma Maison à Saint Aubin du Médoc*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 27/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 53 places, dont 53 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/03/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Ma Maison à Saint Aubin du Médoc (N° Finess 330798281 ) est fixée à :

- 775 080,05 € pour l'hébergement permanent,  
dont 36 575,74 € en Crédits Non Reconductibles,
- 53 000,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 64 590,00 € pour l'hébergement permanent,
- 4 416,67 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	30,51 €
GIR 3-4 :	23,89 €
GIR 5-6 :	17,30 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 738 504,31 € pour l'hébergement permanent,
- 53 000,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 61 542,03 € pour l'hébergement permanent,
- 4 416,67 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

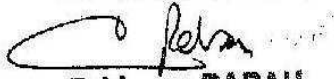
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*La Clairière de Bel Air au Haillan*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/12/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 49 places, dont 49 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/08/2004

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de La Clairière de Bel Air au Haillan (N° Finess 330798273 ) est fixée à :

- 675 416,51 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 56 284,71 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	40,90 €
GIR 3-4 :	32,89 €
GIR 5-6 :	24,88 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 675 416,51 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 56 284,71 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Les Erables à Pessac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2006

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les Erables à Pessac

(N° Finess 330798232) est fixée à :

- 394 190,85 € pour l'hébergement permanent,  
dont 30 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 11 447,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 32 849,24 € pour l'hébergement permanent,
- 953,92 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	31,77 €
GIR 3-4 :	20,85 €
GIR 5-6 :	17,12 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 362 780,85 € pour l'hébergement permanent,
- 11 447,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 30 231,74 € pour l'hébergement permanent,
- 953,92 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

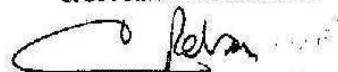
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Les MAGNOLIAS BIGANOS*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 31/10/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
60 places, dont 60 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2008

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les MAGNOLIAS BIGANOS

(N° Finess 330797960 ) est fixée à :

- 477 080,45 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 39 756,70 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	31,54 €
GIR 3-4 :	25,33 €
GIR 5-6 :	19,12 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 477 080,45 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 39 756,70 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Les Jardins d'Eléonore à Monségur*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les Jardins d'Eléonore à Monségur (N° Finess 330793159 ) est fixée à :

- 611 729,37 € pour l'hébergement permanent,  
dont 8 321,43 € en Crédits Non Reconductibles,
- 22 893,83 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 50 977,45 € pour l'hébergement permanent,
- 1 907,82 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	34,06 €
GIR 3-4 :	26,42 €
GIR 5-6 :	18,77 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 560 882,94 € pour l'hébergement permanent,
- 22 893,83 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 46 740,25 € pour l'hébergement permanent,
- 1 907,82 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

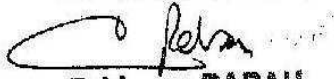
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*EHPAD DU CENTRE HOSPITALIER Ste FOY*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2009

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de EHPAD DU CENTRE HOSPITALIER Ste FOY (N° Finess 330792649 ) est fixée à :

- 2 936 994,01 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 20 376,00 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 244 749,50 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	51,29 €
GIR 3-4 :	39,28 €
GIR 5-6 :	28,41 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 2 916 618,01 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 243 051,50 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

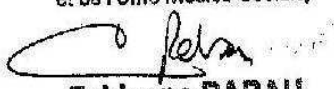
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*EHPAD public de Bazas*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/05/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de EHPAD public de Bazas

(N° Finess 330792631 ) est fixée à :

- 1 674 420,00 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 150 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 139 535,00 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	43,49 €
GIR 3-4 :	35,47 €
GIR 5-6 :	28,19 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 1 524 420,00 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 127 035,00 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

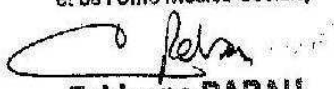
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence les Côteaux à Sainte Croix du Mont*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 10/06/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
31 places, dont 31 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence les Côteaux à Sainte Croix du Mont (N° Finess 330791120 ) est fixée à :

- 358 973,93 € pour l'hébergement permanent,  
dont 41 907,49 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 29 914,49 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	32,44 €
GIR 3-4 :	25,22 €
GIR 5-6 :	17,99 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 317 066,44 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 26 422,20 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

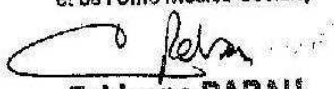
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence du Centre à Guitres*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 14/11/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 40 places, dont 40 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence du Centre à Guitres (N° Finess 330791062 ) est fixée à :

- 411 196,60 € pour l'hébergement permanent,  
dont 30 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 34 266,38 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	29,79 €
GIR 3-4 :	23,66 €
GIR 5-6 :	17,53 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 381 196,60 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 31 766,38 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

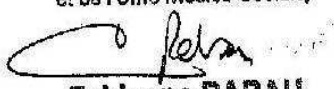
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Le Clos des Acacias à Caudrot*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/10/2006

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Le Clos des Acacias à Caudrot (N° Finess 330791054) est fixée à :

- 753 278,24 € pour l'hébergement permanent,  
dont 42 375,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 21 800,00 € pour l'accueil de jour,
- 34 341,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 62 773,19 € pour l'hébergement permanent,
- 1 816,67 € pour l'accueil de jour,
- 2 861,75 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	38,46 €
GIR 3-4 :	31,36 €
GIR 5-6 :	24,26 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 710 903,24 € pour l'hébergement permanent,
- 21 800,00 € pour l'accueil de jour,
- 34 341,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 59 241,94 € pour l'hébergement permanent,
- 1 816,67 € pour l'accueil de jour,
- 2 861,75 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

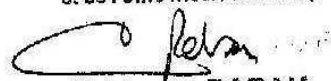
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Le Clos Lafitte à Fargues St Hilaire*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 14/11/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 87 places, dont 87 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/11/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Le Clos Lafitte à Fargues St Hilaire (N° Finess 330786252) est fixée à :

- 1 319 532,22 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 18 734,00 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 109 961,02 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	43,94 €
GIR 3-4 :	36,75 €
GIR 5-6 :	29,56 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 1 300 798,22 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 108 399,85 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

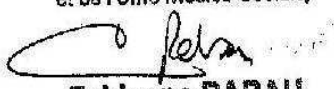
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Hospice Hubert Lalanne à Préchac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 23/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 29 places, dont 29 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## **ARRETE**

### **ARTICLE PREMIER -**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Hospice Hubert Lalanne à Préchac (N° Finess 330786211 ) est fixée à :

- 482 540,05 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 56 756,78 € pour l'expérimentation des médicaments,*
  - dont 151 429,00 € en Crédits Non Reconductibles,*
- 18 166,60 € pour l'accueil de jour,
- 26 500,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 40 211,67 € pour l'hébergement permanent,
- 1 513,88 € pour l'accueil de jour,
- 2 208,33 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	34,13 €
GIR 3-4 :	23,82 €
GIR 5-6 :	13,51 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### **ARTICLE 2 -**

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 328 447,05 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 56 756,78 € pour l'expérimentation des médicaments,*
- 18 166,60 € pour l'accueil de jour,
- 26 500,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 27 370,59 € pour l'hébergement permanent,
- 1 513,88 € pour l'accueil de jour,
- 2 208,33 € pour l'hébergement temporaire.

### **ARTICLE 3 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### **ARTICLE 4 -**

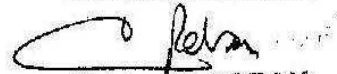
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### **ARTICLE 5 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,



Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*COS Villa Pia à Bordeaux*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 22/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 111 places, dont 93 places en HP, 13 places en AJ, 5 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la demande de candidature pour la labellisation d'un PASA au sein de la structure,

**VU** l'avis favorable émis après instruction administrative, financière et architecturale du dossier et visite sur site,

**VU** la décision de labellisation du 10/08/2011

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de COS Villa Pia à Bordeaux

(N° Finess 330786203 ) est fixée à :

- 1 807 957,33 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 31 899,00 € pour le fonctionnement d'un Pôle d'Activité de Soins Adaptés (PASA),
  - dont 524 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 141 700,00 € pour l'accueil de jour,
- 57 235,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 150 663,11 € pour l'hébergement permanent,
- 11 808,33 € pour l'accueil de jour,
- 4 769,58 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	42,18 €
GIR 3-4 :	35,39 €
GIR 5-6 :	26,04 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 1 262 875,59 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 31 899,00 € pour le fonctionnement d'un Pôle d'Activité de Soins Adaptés (PASA),
- 141 700,00 € pour l'accueil de jour,
- 57 235,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 105 239,63 € pour l'hébergement permanent,
- 11 808,33 € pour l'accueil de jour,
- 4 769,58 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

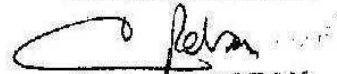
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.



Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,



Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence Saint-Georges LA TESTE*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/06/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
28 places, dont 28 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/06/2006

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence Saint-Georges LA TESTE (N° Finess 330786005 ) est fixée à :

- 533 227,85 € pour l'hébergement permanent,
- 32 700,00 € pour l'accueil de jour,
- 26 500,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 44 435,65 € pour l'hébergement permanent,
- 2 725,00 € pour l'accueil de jour,
- 2 208,33 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	33,72 €
GIR 3-4 :	26,35 €
GIR 5-6 :	18,97 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 533 227,85 € pour l'hébergement permanent,
- 32 700,00 € pour l'accueil de jour,
- 26 500,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 44 435,65 € pour l'hébergement permanent,
- 2 725,00 € pour l'accueil de jour,
- 2 208,33 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

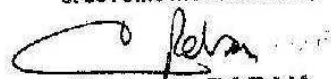
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Notre Dame - Les Roses de Saint Caprais*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 23/03/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 38 places, dont 38 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/05/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Notre Dame - Les Roses de Saint Caprais (N° Finess 330785965 ) est fixée à :

- 385 108,43 € pour l'hébergement permanent,  
dont 22 400,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 32 092,37 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	29,53 €
GIR 3-4 :	22,71 €
GIR 5-6 :	15,89 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 345 923,43 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 28 826,95 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

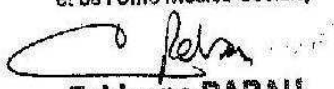
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Abélia à Carbon Blanc*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Abélia à Carbon Blanc

(N° Finess 330799461 ) est fixée à :

- 958 906,07 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 128 285,54 € pour l'expérimentation des médicaments,
  - dont 70 678,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 79 908,84 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	36,56 €
GIR 3-4 :	29,44 €
GIR 5-6 :	22,33 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 741 592,53 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 61 799,38 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Le Foyer de Retraite du combattant Blaye*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 23/07/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
96 places, dont 94 places en HP, 2 places en HT

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Le Foyer de Retraite du combattant Blaye (N° Finess 330783481) est fixée à :

- 1 228 133,71 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 15 949,50 € pour le fonctionnement d'un Pôle d'Activité de Soins Adaptés (PASA),
  - dont 60 453,51 € en Crédits Non Reconductibles,
- 21 200,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 102 344,48 € pour l'hébergement permanent,
- 1 766,67 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	20,29 €
GIR 3-4 :	12,88 €
GIR 5-6 :	5,46 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 1 167 680,20 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 15 949,50 € pour le fonctionnement d'un Pôle d'Activité de Soins Adaptés (PASA),
- 21 200,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 97 306,68 € pour l'hébergement permanent,
- 1 766,67 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Seguin à Cestas*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 16/02/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 92 places, dont 80 places en HP, 6 places en AJ, 6 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2006

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Seguin à Cestas

(N° Finess 330783333) est fixée à :

- 1 696 497,50 € pour l'hébergement permanent,  
dont 368 922,23 € en Crédits Non Reconductibles,
- 65 400,00 € pour l'accueil de jour,
- 68 682,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 141 374,79 € pour l'hébergement permanent,
- 5 450,00 € pour l'accueil de jour,
- 5 723,50 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	47,16 €
GIR 3-4 :	37,05 €
GIR 5-6 :	26,95 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 1 327 575,27 € pour l'hébergement permanent,
- 65 400,00 € pour l'accueil de jour,
- 68 682,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 110 631,27 € pour l'hébergement permanent,
- 5 450,00 € pour l'accueil de jour,
- 5 723,50 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

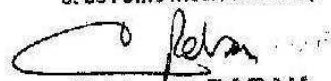
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Saint Léonard à Lesparre*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Saint Léonard à Lesparre (N° Finess 330782871 ) est fixée à :

- 935 435,53 € pour l'hébergement permanent,  
dont 82 040,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 77 952,96 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	22,19 €
GIR 3-4 :	14,08 €
GIR 5-6 :	5,97 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 853 395,53 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 71 116,29 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

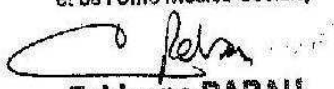
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence Bellecroix à Floirac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 27/12/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 67 places, dont 67 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/05/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence Bellecroix à Floirac (N° Finess 330782848 ) est fixée à :

- 928 918,64 € pour l'hébergement permanent,  
dont 267 827,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 24 733,31 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 77 409,89 € pour l'hébergement permanent,
- 2 061,11 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	41,62 €
GIR 3-4 :	31,38 €
GIR 5-6 :	21,14 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 640 446,64 € pour l'hébergement permanent,
- 24 733,31 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 53 370,55 € pour l'hébergement permanent,
- 2 061,11 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

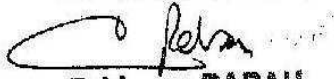
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Notre dame de Bonne espérance Bordeaux*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 31/12/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 93 places, dont 93 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Notre dame de Bonne espérance Bordeaux (N° Finess 330782756 ) est fixée à :

- 1 029 790,79 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 30 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 85 815,90 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	24,48 €
GIR 3-4 :	15,54 €
GIR 5-6 :	6,59 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 999 790,79 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 83 315,90 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

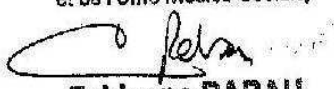
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Association Bèglaise Bon Secours Bègles*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 01/01/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
83 places, dont 80 places en HP, 3 places en HT

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2006

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Association Bèglaise Bon Secours Bègles (N° Finess 330782723 ) est fixée à :

- 908 633,81 € pour l'hébergement permanent,  
dont 142 455,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 34 341,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 75 719,48 € pour l'hébergement permanent,
- 2 861,75 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	36,08 €
GIR 3-4 :	28,51 €
GIR 5-6 :	20,95 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 757 792,29 € pour l'hébergement permanent,
- 34 341,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 63 149,36 € pour l'hébergement permanent,
- 2 861,75 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

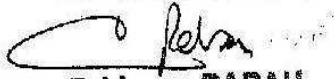
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Saint Dominique à Arcachon*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 01/11/2002 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 99 places, dont 99 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Saint Dominique à Arcachon (N° Finess 330782707) est fixée à :

- 1 545 111,63 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 500 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 128 759,30 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	26,23 €
GIR 3-4 :	16,20 €
GIR 5-6 :	7,07 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 1 039 167,63 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 86 597,30 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

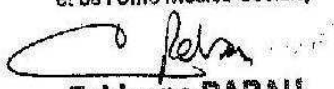
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Saint Jacques de Compostelle à Soulac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 10/12/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 120 places, dont 116 places en HP, 2 places en AJ, 2 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2004

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Saint Jacques de Compostelle à Soulac (N° Finess 330782640) est fixée à :

- 1 434 716,92 € pour l'hébergement permanent,  
dont 159 151,73 € en Crédits Non Reconductibles,
- 21 800,00 € pour l'accueil de jour,
- 21 200,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 119 559,74 € pour l'hébergement permanent,
- 1 816,67 € pour l'accueil de jour,
- 1 766,67 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	33,32 €
GIR 3-4 :	27,61 €
GIR 5-6 :	21,34 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 1 275 565,19 € pour l'hébergement permanent,
- 21 800,00 € pour l'accueil de jour,
- 21 200,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 106 297,10 € pour l'hébergement permanent,
- 1 816,67 € pour l'accueil de jour,
- 1 766,67 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

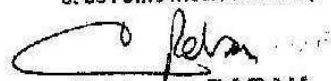
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*EHPAD Public de Saint Macaire*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 05/02/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 114 places, dont 102 places en HP, 7 places en AJ, 5 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de EHPAD Public de Saint Macaire (N° Finess 330782608 ) est fixée à :

- 1 268 431,66 € pour l'hébergement permanent,  
dont 70 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 76 300,00 € pour l'accueil de jour,
- 57 235,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 105 702,64 € pour l'hébergement permanent,
- 6 358,33 € pour l'accueil de jour,
- 4 769,58 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	37,12 €
GIR 3-4 :	29,59 €
GIR 5-6 :	23,67 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 1 198 431,66 € pour l'hébergement permanent,
- 76 300,00 € pour l'accueil de jour,
- 57 235,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 99 869,31 € pour l'hébergement permanent,
- 6 358,33 € pour l'accueil de jour,
- 4 769,58 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

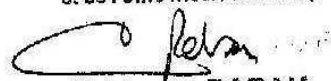
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Le Hameau de la Pelou à Créon*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 30/11/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 105 places, dont 84 places en HP, 15 places en AJ, 6 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/05/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Le Hameau de la Pelou à Créon (N° Finess 330782558) est fixée à :

- 1 281 483,28 € pour l'hébergement permanent,  
dont 352 088,07 € en Crédits Non Reconductibles,
- 163 500,00 € pour l'accueil de jour,
- 68 682,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 106 790,27 € pour l'hébergement permanent,
- 13 625,00 € pour l'accueil de jour,
- 5 723,50 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	44,01 €
GIR 3-4 :	36,18 €
GIR 5-6 :	27,55 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 929 932,24 € pour l'hébergement permanent,
- 163 500,00 € pour l'accueil de jour,
- 68 682,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 77 494,35 € pour l'hébergement permanent,
- 13 625,00 € pour l'accueil de jour,
- 5 723,50 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

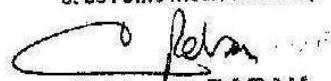
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*John Talbot à Castillon*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 27/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 106 places, dont 91 places en HP, 14 places en AJ, 1 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2008

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de John Talbot à Castillon (N° Finess 330782533) est fixée à :

- 1 083 370,19 € pour l'hébergement permanent,  
dont 157 696,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 152 600,00 € pour l'accueil de jour,
- 11 447,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 90 280,85 € pour l'hébergement permanent,
- 12 716,67 € pour l'accueil de jour,
- 953,92 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	40,75 €
GIR 3-4 :	30,48 €
GIR 5-6 :	20,26 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 935 674,19 € pour l'hébergement permanent,
- 152 600,00 € pour l'accueil de jour,
- 11 447,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 77 972,85 € pour l'hébergement permanent,
- 12 716,67 € pour l'accueil de jour,
- 953,92 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

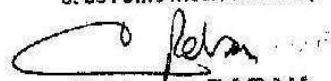
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Manon Cormier à Bègles*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 01/01/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 97 places, dont 97 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Manon Cormier à Bègles

(N° Finess 330782509 ) est fixée à :

- 1 566 989,00 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 321 155,00 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 130 582,42 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	48,49 €
GIR 3-4 :	41,62 €
GIR 5-6 :	34,75 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 1 245 834,00 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 103 819,50 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

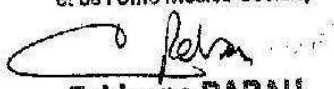
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Fondation Escarraquel à Ambès*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 01/09/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
52 places, dont 52 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2008

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Fondation Escarraguel à Ambès (N° Finess 330782483 ) est fixée à :

- 821 078,04 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 233 172,50 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 68 423,17 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	61,50 €
GIR 3-4 :	46,33 €
GIR 5-6 :	31,20 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 588 905,54 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 49 075,46 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

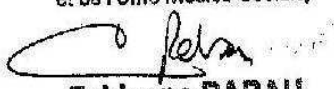
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Espace La Tour du Pin St André de Cubzac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 31/12/2009

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Espace La Tour du Pin St André de Cubzac (N° Finess 330781857 ) est fixée à :

- 2 774 535,59 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 231 211,30 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	32,36 €
GIR 3-4 :	28,53 €
GIR 5-6 :	24,69 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 3 003 599,10 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 250 299,93 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Bon Pasteur St Brice*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 17/04/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 42 places, dont 42 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/04/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Bon Pasteur St Brice

(N° Finess 330781659 ) est fixée à :

- 381 013,42 € pour l'hébergement permanent,  
dont 2 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 31 751,12 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	33,74 €
GIR 3-4 :	25,25 €
GIR 5-6 :	16,77 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 391 352,17 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 32 612,68 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

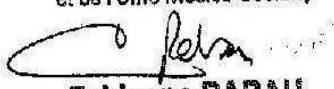
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Terre Nègre à Bordeaux*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/06/2009

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Terre Nègre à Bordeaux

(N° Finess 330781428 ) est fixée à :

- 6 247 373,63 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 668 638,00 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 520 614,47 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	47,96 €
GIR 3-4 :	39,70 €
GIR 5-6 :	31,44 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 5 578 735,63 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 464 894,64 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

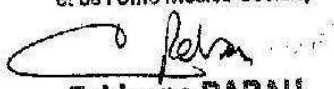
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence EDILYS à Arcachon*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 14/03/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 68 places, dont 68 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2009

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence EDILYS à Arcachon (N° Finess 330057746 ) est fixée à :

- 358 322,40 € pour l'hébergement permanent,  
dont 10 710,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 29 860,20 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	22,67 €
GIR 3-4 :	17,35 €
GIR 5-6 :	12,04 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 347 612,40 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 28 967,70 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

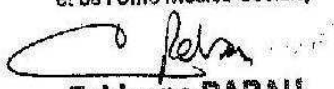
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*MAPAD Résidence Anna Hamilton Targon*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 26/03/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
62 places, dont 60 places en HP, 2 places en HT

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de MAPAD Résidence Anna Hamilton Targon (N° Finess 330057076 ) est fixée à :

- 618 241,11 € pour l'hébergement permanent,  
dont 3 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 23 008,47 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 51 520,09 € pour l'hébergement permanent,
- 1 917,37 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	32,82 €
GIR 3-4 :	26,16 €
GIR 5-6 :	19,50 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 607 760,11 € pour l'hébergement permanent,
- 23 008,47 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 50 646,68 € pour l'hébergement permanent,
- 1 917,37 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

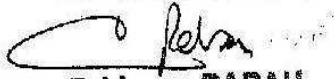
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence de Bouliac à BOULIAC*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 10/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
85 places, dont 77 places en HP, 5 places en AJ, 3 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence de Bouliac à BOULIAC (N° Finess 330025099 ) est fixée à :

- 728 668,09 € pour l'hébergement permanent,  
dont 30 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 54 500,36 € pour l'accueil de jour,
- 31 800,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 60 722,34 € pour l'hébergement permanent,
- 4 541,70 € pour l'accueil de jour,
- 2 650,00 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	33,01 €
GIR 3-4 :	24,91 €
GIR 5-6 :	16,81 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 693 048,09 € pour l'hébergement permanent,
- 54 500,36 € pour l'accueil de jour,
- 31 800,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 57 754,01 € pour l'hébergement permanent,
- 4 541,70 € pour l'accueil de jour,
- 2 650,00 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

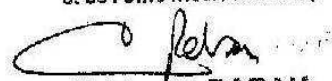
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Le Bois Gramond à Eysines*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 10/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
89 places, dont 86 places en HP, 3 places en HT

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Le Bois Gramond à Eysines (N° Finess 330022138) est fixée à :

- 1 053 565,64 € pour l'hébergement permanent,  
dont 128 373,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 34 341,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 87 797,14 € pour l'hébergement permanent,
- 2 861,75 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	24,34 €
GIR 3-4 :	15,45 €
GIR 5-6 :	6,55 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 925 192,64 € pour l'hébergement permanent,
- 34 341,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 77 099,39 € pour l'hébergement permanent,
- 2 861,75 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*La Mémoire des Ailes MARCHEPRIME*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 06/12/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 60 places, dont 50 places en HP, 4 places en AJ, 6 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de La Mémoire des Ailes MARCHEPRIME (N° Finess 330021049) est fixée à :

- 805 640,09 € pour l'hébergement permanent,  
dont 20 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 43 600,00 € pour l'accueil de jour,
- 68 682,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 67 136,67 € pour l'hébergement permanent,
- 3 633,33 € pour l'accueil de jour,
- 5 723,50 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	48,27 €
GIR 3-4 :	45,06 €
GIR 5-6 :	41,86 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 785 640,09 € pour l'hébergement permanent,
- 43 600,00 € pour l'accueil de jour,
- 68 682,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 65 470,01 € pour l'hébergement permanent,
- 3 633,33 € pour l'accueil de jour,
- 5 723,50 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

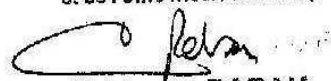
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Le Bois du Loret à Cenon*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/06/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
84 places, dont 78 places en HP, 2 places en AJ, 4 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2011

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Le Bois du Loret à Cenon (N° Finess 330020678) est fixée à :

- 815 530,09 € pour l'hébergement permanent,
- 21 800,00 € pour l'accueil de jour,
- 45 788,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 67 960,84 € pour l'hébergement permanent,
- 1 816,67 € pour l'accueil de jour,
- 3 815,67 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	31,37 €
GIR 3-4 :	24,81 €
GIR 5-6 :	18,25 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 815 530,09 € pour l'hébergement permanent,
- 21 800,00 € pour l'accueil de jour,
- 45 788,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 67 960,84 € pour l'hébergement permanent,
- 1 816,67 € pour l'accueil de jour,
- 3 815,67 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

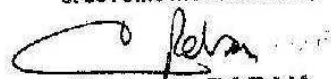
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence Bellevue à Cambès*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 14/06/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 68 places, dont 62 places en HP, 3 places en AJ, 3 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence Bellevue à Cambès (N° Finess 330019209 ) est fixée à :

- 648 280,09 € pour l'hébergement permanent,  
dont 10 500,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 32 700,00 € pour l'accueil de jour,
- 34 341,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 54 023,34 € pour l'hébergement permanent,
- 2 725,00 € pour l'accueil de jour,
- 2 861,75 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	30,61 €
GIR 3-4 :	23,93 €
GIR 5-6 :	17,58 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 637 780,09 € pour l'hébergement permanent,
- 32 700,00 € pour l'accueil de jour,
- 34 341,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 53 148,34 € pour l'hébergement permanent,
- 2 725,00 € pour l'accueil de jour,
- 2 861,75 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

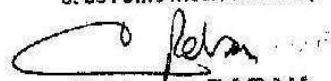
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Simone de Beauvoir St Médard en Jalles*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 11/08/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 92 places, dont 82 places en HP, 5 places en AJ, 5 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Simone de Beauvoir St Médard en Jalles (N° Finess 330017179 ) est fixée à :

- 866 255,57 € pour l'hébergement permanent,  
dont 63 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 54 500,00 € pour l'accueil de jour,
- 57 235,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 72 187,96 € pour l'hébergement permanent,
- 4 541,67 € pour l'accueil de jour,
- 4 769,58 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	30,85 €
GIR 3-4 :	22,88 €
GIR 5-6 :	16,50 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 803 255,57 € pour l'hébergement permanent,
- 54 500,00 € pour l'accueil de jour,
- 57 235,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 66 937,96 € pour l'hébergement permanent,
- 4 541,67 € pour l'accueil de jour,
- 4 769,58 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

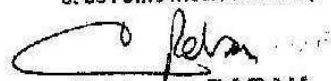
### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Jacqueline Auriol à Saint Seurin sur l'Isle*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 30/01/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
70 places, dont 60 places en HP, 10 places en HT

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/06/2006

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Jacqueline Auriol à Saint Seurin sur l'Isle (N° Finess 330015728 ) est fixée à :

- 846 557,17 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 180 656,26 € pour l'expérimentation des médicaments,
  - dont 159 206,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 114 470,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 70 546,43 € pour l'hébergement permanent,
- 9 539,17 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	53,77 €
GIR 3-4 :	43,48 €
GIR 5-6 :	33,22 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 687 351,17 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 180 656,26 € pour l'expérimentation des médicaments,
- 114 470,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 57 279,26 € pour l'hébergement permanent,
- 9 539,17 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence Bossège à St Laurent du Médoc*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 29/07/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
30 places, dont 30 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence Bossège à St Laurent du Médoc (N° Finess 330015678 ) est fixée à :

- 448 249,81 € pour l'hébergement permanent,  
dont 82 396,00 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 37 354,15 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	51,12 €
GIR 3-4 :	39,26 €
GIR 5-6 :	27,40 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 333 468,81 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 27 789,07 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

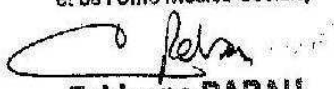
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Les Jardins d'Aliénor à Bruges*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 12/03/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
57 places, dont 57 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/04/2004

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les Jardins d'Aliénor à Bruges (N° Finess 330012238 ) est fixée à :

- 580 603,76 € pour l'hébergement permanent,  
dont 2 645,25 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 48 383,65 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	28,43 €
GIR 3-4 :	23,39 €
GIR 5-6 :	13,36 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 577 958,51 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 48 163,21 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

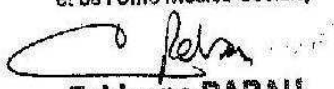
### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Les Baccharris à Lanton*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 10/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**Considérant** la visite de conformité effectuée le 24/10/2011,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les Baccharris à Lanton (N° Finess 330025008 ) est fixée à :

- 156 000,00 € pour l'hébergement permanent,
- 5 300,00 € pour l'hébergement temporaire.

Pour l'année 2011 et à titre transitoire, la fraction forfaitaire est égale pour 3 mois à :

- 52 000,00 € pour l'hébergement permanent,
- 1 766,67 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 156 000,00 € pour l'hébergement permanent,
- 5 300,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 13 000,00 € pour l'hébergement permanent,
- 441,67 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 12/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*La Maison des Cotonniers à Audenge*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 10/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
84 places, dont 80 places en HP, 4 places en HT

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la demande de candidature pour la labellisation d'une UHR au sein de la structure,

**VU** l'avis favorable émis après instruction administrative, financière et architecturale du dossier et visite sur  
site,

**VU** la décision de labellisation du 24/10/2011



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de La Maison des Cotonniers à Audenge (N°Finess 330019118 ) est fixée à :

- 493 533,33 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 97 533,33 € pour le fonctionnement d'une Unité d'Hébergement Renforcée (UHR),
  - dont 140 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 14 133,33 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire est égale pour 4 mois à :

- 123 383,33 € pour l'hébergement permanent,
- 3 533,33 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 353 533,33 € pour l'hébergement permanent,
  - dont 97 533,33 € pour le fonctionnement d'une Unité d'Hébergement Renforcée (UHR),
- 14 133,33 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 29 461,11 € pour l'hébergement permanent,
- 3 533,33 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

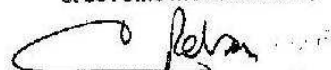
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU



**Délégation Territoriale  
de la Gironde**

*Arrêté du 12/12/2011*

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*EHPAD CH Libourne*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/10/2008

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de EHPAD CH Libourne

(N° Finess 330785114 ) est fixée à :

- 5 172 943,00 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 150 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,*
- 109 003,00 € pour l'accueil de jour,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 431 078,58 € pour l'hébergement permanent,
- 9 083,58 € pour l'accueil de jour,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	52,14 €
GIR 3-4 :	40,16 €
GIR 5-6 :	28,18 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 5 022 943,00 € pour l'hébergement permanent,
- 109 003,00 € pour l'accueil de jour,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 418 578,58 € pour l'hébergement permanent,
- 9 083,58 € pour l'accueil de jour,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

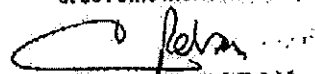
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU



**Délégation Territoriale  
de la Gironde**

*Arrêté du 12/12/2011*

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*EHPAD DU CENTRE HOSPITALIER Ste FOY*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2009

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de EHPAD DU CENTRE HOSPITALIER Ste FOY (N° Finess 330792649 ) est fixée à :

- 2 936 994,01 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 20 376,00 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 244 749,50 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	51,29 €
GIR 3-4 :	39,28 €
GIR 5-6 :	28,41 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 2 916 618,01 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 243 051,50 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

*Arrêté du 12/12/2011*

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*EHPAD public de Bazas*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/05/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de EHPAD public de Bazas

(N° Finess 330792631 ) est fixée à :

- 1 674 420,00 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 150 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 139 535,00 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	43,49 €
GIR 3-4 :	35,47 €
GIR 5-6 :	28,19 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 1 524 420,00 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 127 035,00 € pour l'hébergement permanent,

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

**Décision du 12 décembre 2011**

Autorisation d'exercer l'activité de soins de  
psychiatrie sous la forme d'alternative à  
l'hospitalisation

**Délivrée à l'association Montalier  
33 650 Saint SELVE**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

**VU** le Code de la sécurité sociale,

**VU** le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

**VU** l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011 modifié portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** la demande, déclarée complète le 30 juin 2011, présentée par l'association ST SELVE, en vue d'obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de psychiatrie sous la forme d'alternative à l'hospitalisation,

**VU** le dossier transmis à l'appui de cette demande,

**VU** l'avis de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 7 octobre 2011,



**CONSIDERANT** que la demande répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire et son annexe territoriale en ce qu'il établit des principes liés à l'organisation de l'offre de soins et à la qualité de la prise en charge,

**CONSIDERANT** que la demande est compatible avec les objectifs fixés par le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006 -2011,

**CONSIDERANT** que la demande satisfait aux conditions d'implantation et aux conditions techniques de fonctionnement prévues par la réglementation,

## **D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation, prévue à l'article L 6122-1 et suivants du code de la santé publique, en vue d'exercer l'activité de soins de psychiatrie sous la forme d'alternative à l'hospitalisation, est accordée à l'association Montalier sise 4 route de la Paloumeyre à St Selve (33 650)

FINESS de l'entité juridique n° 33 078 078 4

**ARTICLE 2** - L'autorisation est réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la présente décision et n'est pas achevée dans un délai de 4 ans après cette notification.

La mise en service d'activité devra être déclarée sans délai à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine conformément aux articles R 6122-37 et D 6122-38 du code de la santé publique.

**ARTICLE 3** - La durée de validité de l'autorisation, mentionnée à l'article 1<sup>er</sup>, est fixée à 5 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service de l'activité de soins faite par le titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, prévue à l'article R 6122-37 du code de la santé publique.

**ARTICLE 4** – La visite de conformité, prévue à l'article D 6122-38 du code de la santé publique, a lieu dans un délai de 6 mois suivant la réception de la déclaration de mise en service de l'activité de soins autorisée.

**ARTICLE 5** – Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 6** – L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité de soins et du fonctionnement des services concernés par la présente autorisation 14 mois avant sa date d'échéance.

**ARTICLE 7 -** Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 8 -** La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 12 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 13 décembre 2011

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Offre de Soins Hospitalière

\*\*\*

**Arrêté portant fixation des périodes de dépôt des  
demandes d'autorisation et de renouvellement  
d'autorisation**

\*\*\*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1, à L. 6122-9, R. 6122-25 à R. 6122-29,

**VU** l'ordonnance n° 2010 – 177 dite de coordination et le décret n° 2010 – 344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009 – 879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010, portant création des Agences Régionales de Santé,

**VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des Agences Régionales de Santé,

**VU** l'arrêté en date du 11 janvier 2011 modifié portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation pour les activités relevant du schéma régional d'organisation sanitaire de la région Aquitaine,

## A R R E T E

**ARTICLE PREMIER** - Les périodes et les calendriers prévus à l'article R. 6122-29 du code de la santé publique, relatifs au dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation pour les activités de soins et équipements matériels lourds dont l'autorisation relève de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, sont fixés en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Cet arrêté annule et remplace l'arrêté en date du 11 janvier 2011 modifié.

**ARTICLE 3** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et les Directeurs des Délégations Territoriales de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées Atlantiques sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 13 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

Nicole KLEIN

  
**Anne BARON**

## ANNEXE

<p style="text-align: center;"><b>PÉRIODES DE DÉPÔTS DES DEMANDES D'AUTORISATION ET DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>ACTIVITÉS DE SOINS ET EQUIPEMENTS MATÉRIELS LOURDS</b></p>
<p style="text-align: center;"><b>1<sup>ER</sup> AVRIL AU 31 MAI</b>  <b>ET</b>  <b>1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE AU 31 OCTOBRE</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Médecine</li> <li>- Médecin d'urgence</li> <li>- Chirurgie</li> <li>- Traitement du cancer</li> <li>- Soins de suite et de réadaptation</li> <li>- Psychiatrie</li> <li>- Greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques</li> <li>- Traitement des grands brûlés</li> <li>- Chirurgie cardiaque</li> <li>- Neurochirurgie</li> <li>- Activités interventionnelles par voie endovasculaire en neuroradiologie</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b>1<sup>ER</sup> JUIN AU 31 JUILLET</b>  <b>ET</b>  <b>1<sup>ER</sup> NOVEMBRE AU 31 DECEMBRE</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gynécologie-obstétrique, néonatalogie, réanimation néonatale</li> <li>- Activités cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation et activités de diagnostic prénatal</li> <li>- Réanimation</li> <li>- Soins de longue durée</li> <li>- Traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale</li> <li>- Activités interventionnelles, sous imagerie médicale, par voie endovasculaire, en cardiologie</li> <li>- Caméra à scintillation munie ou non de détecteur d'émission de positons en coïncidence, tomographe à émissions, caméra à positions</li> <li>- Appareil d'imagerie ou de spectrométrie par résonance magnétique nucléaire à utilisation clinique</li> <li>- Scanographe à utilisation médicale</li> <li>- Caisson hyperbare</li> </ul>

**Arrêté du 14 décembre 2011 portant  
renouvellement d'agrément régional des  
associations et unions d'associations  
représentant les usagers dans les instances  
hospitalières ou de santé publique**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le Code de la santé publique, notamment les articles L. 1114-1 et R. 1114-1 à R. 1114-16 ;

VU l'avis de la Commission nationale d'agrément réunie le 25 novembre 2011 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : A obtenu le renouvellement de son agrément au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de cinq ans, l'association suivante :

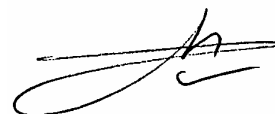
*A compter du 20 mars 2012.*

« COORDINATION DES ASSOCIATIONS DE MALADES ET HANDICAPES D'AQUITAINE -  
COLLECTIF INTER ASSOCIATIF SUR LA SANTE EN AQUITAINE »

**Article 2** : La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 14 décembre 2011

Pour la Directrice générale de l'ARS Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice générale adjointe,



**Anne BOUYGARD-BARON**

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

MISSION PHARMACEUTIQUE ET BIOLOGIQUE

Arrêté du 14 Décembre 2011  
portant modification de l'autorisation de  
regroupement de laboratoires de biologie médicale  
en un laboratoire multi sites dénommé  
«EXALAB»

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de Santé Publique et notamment les articles R.6212-72 à R 6212-92 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 modifié portant agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions ou SELCA dénommée « EXALAB » dont le siège social est situé au 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600) ;
- VU** l'arrêté du 6 août 2010 modifié pris par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine autorisant le regroupement de laboratoires de biologie médicale en un laboratoire multi sites dénommé « EXALAB » dont le siège social se trouve au 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600) ;
- VU** les arrêtés préfectoraux modifiés d'autorisation de fonctionnement de chacun des trois laboratoires de biologie médicale concernés se transformant en sites d'un laboratoire de biologie médicale multi sites ;

**VU** la demande présentée le 18 octobre 2011 par Maître GIRAULT du Cabinet GIIRALT ASSOCIES concernant une modification dudit laboratoire de biologie médicale multi sites par l'acquisition de la totalité des parts détenues par les différents biologistes des trois laboratoires de biologie médicale et la confusion de patrimoine entre les sociétés "SEL DE DIRECTEURS DE L.A.B.M.G. DENNERY - JF CROCKETT" et "EXALAB".

**CONSIDERANT** que le laboratoire de biologie médicale sis 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600) résulte désormais de la transformation de vingt quatre (24) laboratoires de biologie médicale existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 sus visée

## **ARRETE**

**Article 1er** : A compter du 2 janvier 2012, l'arrêté du 6 août 2010 modifié portant autorisation du laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé "EXALAB" implanté au 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600) est modifié ;

**Article 2** : La composition du laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé "EXALAB" est modifiée comme suit :

Par l'apport des trois (3) laboratoires de biologie médicale suivants :

1) Le laboratoire de biologie médicale situé 27 rue Emile Zola au BOUSCAT (33110) enregistré sous le numéro 33-035 sur la liste préfectorale des laboratoires de biologie médicale de la Gironde et inscrit sous le numéro FINESS 610 : 33 079 560 0 ;

2) Le laboratoire de biologie médicale situé 50 avenue Jean Jaurès à BASSENS (33520) enregistré sous le numéro 33-169 sur la liste préfectorale des laboratoires de biologie médicale de la Gironde et inscrit sous le numéro FINESS 610 : 33 000 940 8 ;

3) Le laboratoire de biologie médicale situé 25 route de Créon à LANGOIRAN (33550) enregistré sous le numéro 33-179 sur la liste préfectorale des laboratoires de biologie médicale de la Gironde et inscrit sous le numéro FINESS 610 : 33 004 259 9.

**Article 3** : Sont retirés :

Les autorisations préfectorales des laboratoires de biologie médicale enregistrées sous les numéros : 33-035, 33-169 et 33-179 ;

Les numéros FINESS catégorie 610 : 33 079 560 0, 33 000 940 8 et 33 004 259 9.

**Article 4** : Le laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé "EXALAB" implanté au 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600) est désormais composé de vingt quatre (24) sites dont les adresses respectives avec les numéros FINESS catégorie 611 sont :

- 23 sites ouverts au public

- 1) 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600 )  
numéro FINESS : 33 003 000 8
- 2) 114 avenue d'Arès à BORDEAUX (33000)  
numéro FINESS : 33 003 009 9
- 3) 14/15 place Pey Berland à BORDEAUX (33000)  
numéro FINESS : 33 003 019 8
- 4) 1 avenue du Truc à MERIGNAC (33700)  
numéro FINESS : 33 003 028 9
- 5) avenue Maryse Bastié à BRUGES (33520)  
numéro FINESS : 33 003 038 8



- 6) 61 rue Dantagnan à SAINT ANDRE DE CUBZAC (33240)  
numéro FINESS : 33 003 052 9
- 7) 51 avenue de la Côte d'Argent à BIGANOS (33380) -  
numéro FINESS : 33 003 057 8
- 8) 221 cours du Gal de Gaulle à GRADIGNAN (33170)  
numéro FINESS : 33 003 066 9
- 9) 51 avenue du Général Leclerc à PESSAC (33600)  
numéro FINESS : 33 003 076 8
- 10) 2 allée Montaigne à GUJAN-MESTRAS (33470)  
numéro FINESS : 33 003 071 9
- 11) 56 rue du 14 juillet à BISCAROSSE (40600)  
numéro FINESS : 40 001 150 8
- 12) 10-12 avenue du Maréchal Galliéni à MERIGNAC (33700) -  
numéro FINESS : 33 003 189 9
- 13) 504 avenue du Mal de Lattre de Tassigny à BORDEAUX (33200)  
numéro FINESS : 33 003 194 9
- 14) 64 avenue des Pyrénées à VILLENAVE DORNON (33140)  
numéro FINESS : 33 003 199 8
- 15) 4 bis rue Jacques Beaumont à MONTENDRE (17130)  
numéro FINESS : 17 002 322 0
- 16) 93 avenue de Paris à CAVIGNAC (33620)  
numéro FINESS : 33 003 811 8
- 17) 42 route de Léognan à VILLENAVE D'ORNON (33140)  
numéro FINESS : 33 003 815 9
- 18) 57 avenue Thiers à BORDEAUX (33100)  
numéro FINESS : 33 003 820 9
- 19) 118 rue de l'Hôpital à BLAYE (33390)  
numéro FINESS : 33 003 806 8
- 20) 16 avenue du Baron Haussmann à CESTAS (33610)  
numéro FINESS : 33 003 825 8
- 21) 27 rue Emile Zola au BOUSCAT (33110)  
numéro FINESS : 33 004 245 8
- 22) 50 avenue Jean Jaurès à BASSENS (33530)  
numéro FINESS : 33 004 250 8
- 23) 25 route de Créon à LANGOIRAN (33550)  
numéro FINESS : 33 004 259 9
- 1 site fermé au public :
- 24) 75 rue de la Morandière au HAILLAN (33185)  
numéro FINESS 33 003 047 9

**Article 5:** Ce laboratoire multi sites reste exploité par la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions (SELCA) dénommée « EXALAB » dont le siège social est situé au 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600) et enregistrée sous le numéro FINESS EJ 33 002 996 8.

**Article 6** : Les biologistes exerçant au sein du laboratoire multi sites «EXALAB » sont :

- M. Bernard LE MOIGNE, biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 44847 ;
- M. Jean-Philippe BROCHET, biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 71359 ;
- M. Pascal BONNIN, biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 89458 ;
- Melle Laurence RICHARD, biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 97980 ;
- M. Maurice DE BARRAU DE MURATEL, biologiste coresponsable, cogérant et associé médecin biologiste, inscrit à l'Ordre des Médecins de la Gironde sous le numéro 8819 ;
- M. Richard DELPECH biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 82293 ;
- Mme Delphine BORAUD, biologiste, coresponsable, cogérante et associée médecin biologiste inscrite à l'Ordre des Médecins de la Gironde sous le numéro 33/11622 ;
- M. Franck DOERMANN, biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 113504 ;
- M. Pierre DAVID, biologiste coresponsable, cogérant et associé, médecin biologiste inscrit à l'Ordre des Médecins de la Gironde sous le numéro 3310120 ;
- Mme Anne PEDEBOSCQ, biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 123.818 ;
- M. Olivier MARQ biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 98.515 ;
- Mme Valérie MARAZANOF biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 106.683
- M. Hervé WALRYCK, biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 101692 ;
- M. Philippe MAREL, biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 94006 ;
- Mme Laurence MARTIN-MERCIE biologiste coresponsable, cogérante et associée médecin biologiste inscrite à l'Ordre des Médecins de la Gironde sous le numéro 33-10686 ;
- M. Christian BORDURE biologiste coresponsable, cogérant et associé, médecin biologiste inscrit à l'Ordre des Médecins de la Gironde sous le numéro 33-9579 ;
- Mme Magali LEON, biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 122.140 ;
- Melle Corinne ACCARDI, biologiste coresponsable, cogérante et associée, médecin biologiste inscrit à l'Ordre des Médecins des Landes sous le numéro 2196 ;

- Mme Françoise FERRARI, biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 65.434 ;
- Mme Françoise WIBART biologiste coresponsable, cogérante et associée médecin biologiste inscrite à l'Ordre des Médecins de la Gironde sous le numéro 33/11272 ;
- M. Pierre CANTET, biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 59774 ;
- Mme Françoise BOUFFANT-BRANA biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 97400 ;
- Mme Françoise LE LAN-CLAUS biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 97401 ;
- M. Patrick NOURY biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 98 056 ;
- Mme Claudine FLORENTIN biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 98512 ;
- M. François RECHENMANN biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 77822 ;
- M. Michel KERCKHOVE biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 86776 ;
- Mme Joséphine HORNYCH biologiste coresponsable, cogérante et associée médecin biologiste inscrite à l'Ordre des Médecins de la Gironde sous le numéro 33/10 655 ;
- Mme Sophie ZAFFREYA-FOURMAUX biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 103059 ;
- M. Onnaly MOUSSETAFA, biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 10001549715 ;
- Mme Monique AMAT, biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 65777 ;
- M. Paul DUMAS, biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmacies sous le numéro 94 679 ;
- Mme Michèle KERCKHOVE, biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 87175 ;
- Mme Catherine PAUCHET, biologiste coresponsable, cogérante et associée, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 91368 ;
- M. Jean-François CROCKETT, biologiste coresponsable, cogérant et associé, pharmacien biologiste inscrit à la section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 77-398 ;
- M. Pierre LAZARRE, biologiste médical, médecin biologiste inscrit à l'Ordre des Médecins de la Gironde ;

- Mme Sophie MAUTALEN, biologiste médicale, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 10001578649 ;
- Mme Ines HAMADI biologiste médicale, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;
- Mme Jacqueline SOUBY biologiste médicale, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

**Article 7 :** Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration à Madame la Directrice Générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine (Direction de l'Offre de soins) et d'une modification du présent arrêté ;

**Article 8 :** Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication ;

**Article 9 :** Cet arrêté sera notifié à :

- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde
- Mme la Directrice de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine.
- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Poitou-Charentes,
- Melle Corinne ACCARDI, médecin biologiste coresponsable,
- M. Pascal BONNIN pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Delphine BORAUD, médecin biologiste, coresponsable,
- M. Christian BORDURE, médecin biologiste, coresponsable,
- M. Jean-Philippe BROCHET, pharmacien biologiste coresponsable,
- M. Pierre DAVID, médecin biologiste coresponsable,
- M. Maurice DE BARRAU DE MURATEL, médecin biologiste coresponsable,
- M. Richard DELPECH, pharmacien biologiste coresponsable,
- M. Franck DOERMANN, pharmacien biologiste coresponsable,
- M. Bernard LE MOIGNE pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Magali LEON, pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Valérie MARAZANOF pharmacien, biologiste coresponsable,
- M. Philippe MAREL, pharmacien biologiste coresponsable,
- M. Olivier MARQ pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Laurence MARTIN-MERCIE médecin biologiste coresponsable,
- Mme Anne PEDEBOSCQ, pharmacien biologiste coresponsable,
- Melle Laurence RICHARD, pharmacien biologiste coresponsable,
- M. Hervé WALRYCK, pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Françoise WIBART, médecin biologiste coresponsable,
- M. Pierre CANTET, pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Françoise BOUFFANT-BRANA, pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Françoise LE LAN-CLAUS, pharmacien biologiste coresponsable,
- M. Patrick NOURY, pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Claudine FLORENTIN, pharmacien biologiste coresponsable,
- M. François RECHENMANN, pharmacien biologiste coresponsable,
- M. Michel KERCKHOVE, pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Joséphine HORNYCH, médecin biologiste coresponsable,
- Mme Sophie ZAFFREYA-FOURMAUX, pharmacien biologiste coresponsable,
- M Onnaly MOUSSETAFA, pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Monique AMAT pharmacien biologiste coresponsable,
- M. Paul DUMAS, pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Michèle KERCKHOVE pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Catherine PAUCHET pharmacien biologiste coresponsable,
- Mme Françoise FERRARI, pharmacien biologiste coresponsable,

- M. Jean-François CROCKETT, pharmacien biologiste coresponsable
- M. Pierre LAZARRE, médecin biologiste, biologiste médical,
- Mme Sophie MAUTALEN, pharmacien biologiste, biologiste médical,
- Mme Inès HAMADI, pharmacien biologiste, biologiste médical,
- Mme Jacqueline SOUBY, pharmacien biologiste, biologiste médical
- La Société d'avocats GIRAULT & Associés en charge du dossier.

**Article 10 :** La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 14 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine

signé :Nicole KLEIN

Arrêté du 14 décembre 2011

portant modification de l'autorisation de  
fonctionnement du laboratoire de biologie médicale  
n°33-129 exploité par la SELAS "BIOBASSIN"

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment le livre II de la sixième partie ;
- VU** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 23 mai 1989 modifié portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis à ARCACHON (33120) 7 boulevard Deganne ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 2010 portant agrément d'une Société d'Exercice Libéral sise 7 boulevard Deganne à ARCACHON (33120) ;
- VU** la demande réceptionnée le 24 octobre 2011 à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'Offre de Soins), formulée par M. MARTIN Didier pharmacien biologiste sollicitant la transformation de ladite Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée en une Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ;
- VU** les statuts de la SELAS établis en date du 6 octobre 2011 ;
- VU** le procès verbal de l'assemblée générale mixte en date du 6 octobre 2011 ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 23 mai 1989 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le laboratoire de biologie médicale situé 7 boulevard Deganne à ARCACHON (33120), enregistré sous le numéro 33-129 sur la liste préfectorale de la GIRONDE et inscrit sous le numéro FINESS 610 33 005 350 5 est désormais exploité par une Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS ayant pour dénomination "BIOBASSIN " dont le siège est fixé au 7 boulevard Deganne à ARCACHON (33120);

Il a pour biologistes :

M. Didier MARTIN biologiste coresponsable, Président du directoire de la SELAS pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

Mme Véronique BARRE biologiste coresponsable, Directeur Général et membre du directoire de la SEL, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

**Article 2** : Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration auprès la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'Offre de soins) et d'une modification du présent arrêté.

**Article 3** : Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification.

**Article 4** : Cet arrêté sera notifié à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde,
- Mme la Directrice de la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde,
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine,
- Mme BARRE pharmacien biologiste
- M. MARTIN, pharmacien biologiste

**Article 5** : La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 14 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,

signé : Nicole KLEIN

Arrêté du 14 décembre 2011

portant modification de l'autorisation de  
fonctionnement du laboratoire de biologie médicale  
n°33-113 exploité par la SELAS «GERYLAB»

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment le livre II de la sixième partie ;
- VU** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 7 février 1985 modifié portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis centre commercial de Saint-Géry à GRADIGNAN (33170) ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 2010 modifié portant agrément d'une Société d'Exercice Libéral sise Centre commercial Saint-Géry à GRADIGNAN (33170) ;
- VU** la demande réceptionnée le 21 novembre 2011 et complétée le 21 novembre 2011 à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'Offre de Soins), formulée par M. SARTHOU, pharmacien biologiste sollicitant la transformation de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée en une Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ;



## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 1985 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le laboratoire de biologie médicale situé centre commercial Saint-Géry à GRADIGNAN (33170), enregistré sous le numéro 33-113 sur la liste préfectorale de la GIRONDE et inscrit sous le numéro FINESS (catégorie 610) 33 079 599 8 est désormais exploité par une Société d'Exercice Libéral par Action Simplifiée ou SELAS dénommée "GERYLAB" dont le siège est fixé au centre commercial Saint-Géry à GRADIGNAN (33170) ;

Il a pour biologistes :

M. Eric BERGER biologiste coresponsable, Président de la SELAS pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

M. Jean-Pierre SARTHOU biologiste coresponsable, Directeur Général de la SELAS pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens

Mme Murielle TIETARD, biologiste médicale, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens.

**Article 2** : Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration auprès la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'Offre de soins) et d'une modification du présent arrêté.

**Article 3** : Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification.

**Article 4** : Cet arrêté sera notifié à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde,
- Mme la Directrice de la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde,
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine,
- M. SARTHOU, pharmacien biologiste
- M. BERGER, pharmacien biologiste
- Mme TIETARD, pharmacien biologiste

**Article 5** : La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 14 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,

signé : Nicole KLEIN

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**MISSION PHARMACEUTIQUE ET BIOLOGIQUE**

Arrêté du 14 DECEMBRE 2011

portant autorisation de regroupement de  
laboratoires de biologie médicale en un laboratoire  
multi sites dénommé «BIOCEAN 33»

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Livre II de la sixième partie du code santé publique et notamment les articles R.6212-72 à R 6212-92 ;
- VU** la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** l'Ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009- 879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU** les arrêtés préfectoraux modifiés d'autorisation de fonctionnement de chacun des deux laboratoires de biologie médicale concernés se transformant en sites d'un laboratoire de biologie médicale multi sites ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2006 portant agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée "BIOCEAN33" domiciliée 7 avenue du Maréchal Lerclerc à LEPARRE-MEDOC (33340) ;
- VU** la demande déposée le 28 octobre 2011 par le représentant légal de la SEL à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine – Direction de l'Offre de Soins en vue de regrouper plusieurs laboratoires en un laboratoire multi sites ;

**Considérant que** le laboratoire de biologie médicale sis 7 avenue du Maréchal Leclerc à LESPARE-MEDOC (33340) résulte de la transformation de deux (2) laboratoires existants et autorisés préalablement à la publication de l'Ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée.

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

A compter du 2 janvier 2012, sont regroupés en un laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé «BIOCEAN 33» implanté au 7 avenue du Maréchal Leclerc à LESPARE-MEDOC (33340) les laboratoires de biologie médicale suivants :

- Le Laboratoire de biologie médicale situé 7 avenue du Maréchal Leclerc à LESPARE-MEDOC (33340) inscrit sous le N°33-046 sur la liste préfectorale des laboratoires de la Gironde et enregistré sous le numéro FINESS ET: 33 079 566 7 (catégorie 610) ;
- Le Laboratoire de biologie médicale situé 2D route de Grayan à SOULAC-SUR-MER (33780) inscrit sous le n°33-180 sur la liste préfectorale des laboratoires de la Gironde et enregistré sous le numéro FINESS ET 33 001 987 8 (catégorie 610) ;

### **Article 2 :**

A compter du présent arrêté, sont retirés :

- les autorisations préfectorales des laboratoires inscrits sous les numéros 33-046 et 33-180
- les numéros FINESS (catégorie 610) 33 079 566 7 et 33 001 987 8

délivrés antérieurement à la publication de l'Ordonnance du 13 janvier 2010, aux laboratoires de biologie médicale sus cités

### **Article 3 :**

Le laboratoire multi sites «BIOCEAN 33» est composé de deux sites ouverts au public dont les adresses et les numéros FINESS catégorie 611 sont les suivants :

1. 7 avenue Maréchal Leclerc à LESPARE-MEDOC (33340)  
numéro FINESS 33 004 269 8
2. 2 D route de Grayan à SOULAC-SUR-MER (33780)  
numéro FINESS 33 004 274 8.

### **Article 4 :**

Le laboratoire de biologie médicale multi sites est exploité par la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS, dénommé "BIOCEAN 33" dont le siège social est fixé au  
7 avenue du Maréchal Lerclerc à LESPARE-MEDOC (33340) ;

Cette société est inscrite sous le numéro d'entité juridique FINESS catégorie 611  
33 004 264 9.

**Article 5 :**

Les biologistes exerçant au sein du laboratoire multi sites «BIOCEAN 33» sont :

- M Mokhtar NACEF biologiste responsable, Président de la SELAS, associé professionnel, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 74 711 ;
- Mme Jany LEBLOND, biologiste médicale, associée professionnelle, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 47605 ;
- Mme Françoise TARASCON, biologiste médicale, associée professionnelle, pharmacie biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 97168 ;
- M. Yvan SANCHIS, biologiste médical, associé professionnel, médecin biologiste inscrit à l'Ordre des Médecins de la Gironde sous le numéro 33/12847.

**Article 6 :**

Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, Direction de l'Offre de soins et d'une modification du présent arrêté.

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

**Article 8 :**

Cet arrêté sera notifié à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de la Gironde,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde,
- Mme la Directrice de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde,
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine,
- M. NACEF, biologiste responsable
- Mme LEBLOND, biologiste médicale
- Mme TARASCON biologiste médicale
- M.SANCHIS biologiste médical

**Article 9 :**

La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 14 décembre 2011  
La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,

signé :Nicole KLEIN

Arrêté du **14 DEC. 2011**

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile du  
Nord Libournais à Abzac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 11/29/2005 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile du Nord Libournais pour une capacité totale de 84 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile du Nord Libournais n° FINESS **330056045** sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	85 161,72		968 199,75
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	795 474,89		
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	87 563,14 28 063,67		
	<b>Déficit</b>	0		
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	968 199,75		968 199,75
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0		
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0		
	<b>Excédent</b>	0		

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **968 199,75** euros dont **28 063,67** euros de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **80 683,31** euros.

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **968 199,75** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **31,57** euros.

**ARTICLE 3** – Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **940 136,08** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **78 344,67** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **940 136,08** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **30,66** euros.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 DEC. 2011

  
La Directrice Générale de l'ARS D'Aquitaine  
Nicole KLEIN

Arrêté du **14 DEC. 2011**

**Délégation Territoriale de la Gironde**

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile de la  
Haute Gironde à Saint Savin de Blaye*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 25/11/2010 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile de la Haute Gironde pour une capacité totale de 232 places dont 177 destinées aux personnes malades ou dépendantes âgées de plus de 60 ans, 45 places destinées aux personnes handicapées âgées de moins de 60 ans et 10 places « de soins d'accompagnement et de réhabilitation » pour la prise en charge de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,



## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile de la Haute Gironde n° FINESS 330007527 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	212 732,16	74 800	2 749 847,16
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	1 857 539,65 17 239	395 127	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	177 450,35 28 298,24	32 198	
	<b>Déficit</b>	0	0	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 247 722,16	502 125	2 749 847,16
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0	0	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0	0	
	<b>Excédent</b>	0	0	

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **2 749 847,16** euros, dont **45 537,24** euros de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **229 153,93** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **2 247 722,16** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **34,14** euros.

La part de cette dotation affectée aux personnes handicapées est de **502 125** euros. Le montant du prix de journée s'élève à **41,84** euros.

**ARTICLE 3** – Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **2 704 309,92** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **225 359,16** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **2 202 184,92** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **32,26** euros.

La part de cette dotation affectée aux personnes handicapées est de **502 125** euros. Le montant du prix de journée s'élève à **41,84** euros.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue

Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 DEC 2011



La Directrice Générale de l'ARS D'Aquitaine  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du **14 DEC. 2011**

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile Le  
temps de Vivre à Saint Loubes*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 17/11/2006 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile Le temps de Vivre pour une capacité totale de 60 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile Le temps de Vivre n° FINESS 330057621 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	50 379,15		689 164,47
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	524 464,58		
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	55 198,43		
	<b>Déficit</b>	59 122,31		
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	689 164,47		689 164,47
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0		
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0		
	<b>Excédent</b>	0		

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **689 164,47** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **57 430,37** euros.


La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **689 164,47** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **31,46** euros.

**ARTICLE 3** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 4** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 5** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **14 DEC. 2011**

  
 La Directrice Générale de l'ARS D'Aquitaine  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du **14 DEC. 2011**

**Délégation Territoriale de la Gironde**

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile Centre  
de Soins Infirmiers de Pessac à Pessac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 15/07/2008 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile Centre de Soins Infirmiers de Pessac pour une capacité totale de 74 places dont 62 destinées aux personnes malades ou dépendantes âgées de plus de 60 ans et 12 places destinées aux personnes handicapées âgées de moins de 60 ans,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile Centre de Soins Infirmiers de Pessac n° FINESS 330791336 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	66 935,05	6 938	887 985,48
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	652 500,76	125 105	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	33 506,67 10 002,97	3 000	
	<b>Déficit</b>	0	0	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	752 942,48	135 043	887 985,48
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0	0	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0	0	
	<b>Excédent</b>	0	0	

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à 887 985,48 euros, dont 10 002,97 euros de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **73 998,79** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **752 942,48** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **33,27** euros.

La part de cette dotation affectée aux personnes handicapées est de **135 043** euros. Le montant du prix de journée s'élève à **30,83** euros.

**ARTICLE 3** – Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **877 982,51** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **73 165,20** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **742 939,51** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **32,83** euros.

La part de cette dotation affectée aux personnes handicapées est de **135 043** euros. Le montant du prix de journée s'élève à **30,83** euros


**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la

date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 DEC. 2011

  
La Directrice Générale de l'ARS D'Aquitaine  
Nicole KLEIN

Arrêté du **14 DEC. 2011**

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile Vie  
Santé Mérignac à Mérignac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 25/11/2010 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile Vie Santé Mérignac pour une capacité totale de 81 places dont 10 places « de soins d'accompagnement et de réhabilitation » pour la prise en charge de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,



## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile Vie Santé Mérignac n° FINESS 330009879 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	101 700,61		1 037 009,80
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	836 501,99 27 612		
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	98 807,20 41 728,65		
	<b>Déficit</b>	0		
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 005 994,80		1 037 009,80
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0		
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	3 403		
	<b>Excédent affecté en mesures d'exploitation non reconductibles</b>	27 612		

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **1 005 994,80** euros, dont **41 728,65** euros de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **83 832,90** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **1 005 994,80** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **44,24** euros.

**ARTICLE 3** – Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **964 266,15** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **80 355,51** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **964 266,15** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **42,41** euros.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 DEC. 2011



La Directrice Générale de l'ARS D'Aquitaine  
\_\_\_\_\_**Nicole KLEIN**\_\_\_\_\_

Arrêté du **14 DEC. 2011**

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile de  
Mérignac à Mérignac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 17/09/1993 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile de Mérignac pour une capacité totale de 41 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile de Mérignac n° FINESS 330791377 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	45 955,05		430 527,29
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	379 642,24		
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	4 930		
	<b>Déficit</b>	0		
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	413 802,29		430 527,29
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0		
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0		
	<b>Excédent</b>	16 725		

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **413 802,29** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **34 483,52** euros


La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **413 802,29** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **27,65** euros.

**ARTICLE 3** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 4** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 5** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 DEC 2011

  
 La Directrice Générale de l'ARS D'Aquitaine  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du **14 DEC. 2011**

**Délégation Territoriale de la Gironde**

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile  
SADAPA à La Réole*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 06/07/2005 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile SADAPA pour une capacité totale de 40 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile SADAPA n° FINESS 330791468 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	18 071,23		420 009,64
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	380 258,88		
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	21 679,53		
	<b>Déficit</b>	0		
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	420 009,64		420 009,64
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0		
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0		
	<b>Excédent</b>	0		

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **420 009,64** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **35 000,80** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **420 009,64** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **28,76** euros.

**ARTICLE 3** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 4** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 5** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 DEC. 2011

  
La Directrice Générale de l'ARS D'Aquitaine  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du **14 DEC. 2011**

**Délégation Territoriale de la Gironde**

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile  
GCSMS Porte du Médoc à Bruges*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 25/01/2010 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile GCSMS Porte du Médoc pour une capacité totale de 80 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile GCSMS Porte du Médoc n° FINESS 330790908 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	47 200		914 842,56
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	785 108,93		
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	82 533,63 12 530,83		
	<b>Déficit</b>	0		
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	909 624,76		914 842,56
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	5 217,80		
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0		
	<b>Excédent</b>	0		

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **909 624,76** euros, dont **12 530,83** euros de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **75 802,06** euros.

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **909 624,76** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **31,15** euros.

**ARTICLE 3** – Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **897 093,93** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **74 757,82** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **897 093,93** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **30,72** euros.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.



**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 DEC. 2011



La Directrice Générale de l'ARS D'Aquitaine  
Nicole KLEIN

Arrêté du **14 DEC. 2011**

**Délégation Territoriale de la Gironde**

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile  
OGISAD à Bordeaux*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 04/12/2003 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile OGISAD pour une capacité totale de 184 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile OGISAD n° FINESS 330782061 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	127 734,36		2 502 722,17
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	2 161 484,81 62 193,68		
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	213 503 150 000		
	<b>Déficit</b>			
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 443 222,17		2 502 722,17
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	59 500		
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0		
	<b>Excédent</b>	0		

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **2 443 222,17** euros, dont **212 193,68** euros de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **203 601,84** euros.

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **2 443 222,17** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **36,37** euros.

**ARTICLE 3** – Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **2 231 028,49** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **185 919,04** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **2 231 028,49** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **33,21** euros.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 DEC. 2011



La Directrice Générale de l'ARS D'Aquitaine  
Nicole KLEIN

Arrêté du **14 DEC. 2011**

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en  
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile  
AAPAM à Blaignan*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté préfectoral du 27/07/2009 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile AAPAM pour une capacité totale de 125 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile AAPAM n° FINESS 330054511 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	176 406,52		1 348 650,17
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	1 121 714,53		
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	50 529,12		
	<b>Déficit</b>	0		
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 212 492,17		1 348 650,17
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	35 000		
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	1 158		
	<b>Excédent</b>	100 000		

**ARTICLE 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **1 212 492,17** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **101 041,01** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **1 212 492,17** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **34,61** euros.

**ARTICLE 3** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 4** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 5** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **14 DEC. 2011**

